

SÉNAT

First Session Forty-second Parliament, 2015-16-17-18

Proceedings of the Standing Senate Committee on

AGRICULTURE AND FORESTRY

Chair:
The Honourable DIANE F. GRIFFIN

Tuesday, October 16, 2018 Thursday, October 18, 2018

Issue No. 57

Fifteenth and sixteenth meetings:

Study on how the value-added food sector can be more competitive in global markets

WITNESSES: (See back cover)

Première session de la quarante-deuxième législature, 2015-2016-2017-2018

Délibérations du Comité sénatorial permanent de l'

AGRICULTURE ET DES FORÊTS

Présidente : L'honorable DIANE F. GRIFFIN

> Le mardi 16 octobre 2018 Le jeudi 18 octobre 2018

> > Fascicule nº 57

Quinzième et seizième réunions :

Étude sur la manière dont le secteur alimentaire à valeur ajoutée peut être plus compétitif sur les marchés globaux

TÉMOINS : (Voir à l'endos)

STANDING SENATE COMMITTEE ON AGRICULTURE AND FORESTRY

The Honourable Diane F. Griffin, Chair

The Honourable Ghislain Maltais, Deputy Chair

The Honourable Senators:

Ataullahjan Mercer
Bernard Miville-Dechêne
Black (Alberta) Oh

Black (*Ontario*) * Smith
Dagenais (or Martin)

(or Mercer) (or Saint-Germain)

Poyle

* Harder, P.C.

(or Bellemare)

(or Mitchell)

*Ex officio members

(Quorum 4)

Changes in membership of the committee:

Pursuant to rule 12-5 and to the order of the Senate of November 7, 2017, membership of the committee was amended as follows:

The Honourable Senator Miville-Dechêne was added to the membership (*October 5, 2018*).

The Honourable Senator Black (Alberta) was added to the membership (October 5, 2018).

The Honourable Senator Bernard was added to the membership (October 5, 2018).

The Honourable Senator Woo was removed from the membership of the committee, substitution pending (*October 5*, 2018).

The Honourable Senator Petitclerc was removed from the membership of the committee, substitution pending (*October 5*, 2018).

The Honourable Senator Gagné was removed from the membership of the committee, substitution pending (*October 5*, 2018).

COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT DE L'AGRICULTURE ET DES FORÊTS

Présidente : L'honorable Diane F. Griffin Vice-président : L'honorable Ghislain Maltais

et

Les honorables sénateurs :

Ataullahjan Mercer

Bernard Miville-Dechêne
Black (Alberta) Oh

Black (Alberta) Oh
Black (Ontario) * Smith
Dagenais (ou Martin)

(ou Mercer) (ou Saint-Germain)

* Harder, C.P. (ou Bellemare) (ou Mitchell)

* Membres d'office

Publié par le Sénat du Canada

Disponible sur internet: http://www.parl.gc.ca

(Quorum 4)

Doyle

Modifications de la composition du comité :

Conformément à l'article 12-5 du Règlement et à l'ordre adopté par le Sénat le 7 novembre 2017, la liste des membres du comité est modifiée, ainsi qu'il suit :

L'honorable sénatrice Miville-Dechêne a été ajoutée à la liste des membres du comité (*le 5 octobre 2018*).

L'honorable sénateur Black (*Alberta*) a été ajouté à la liste des membres du comité (*le 5 octobre 2018*).

L'honorable sénatrice Bernard a été ajoutée à la liste des membres du comité (le 5 octobre 2018).

L'honorable sénateur Woo a été retiré de la liste des membres du comité, remplacement à venir (le 5 octobre 2018).

L'honorable sénatrice Petitclerc a été retirée de la liste des membres du comité, remplacement à venir (*le 5 octobre 2018*).

L'honorable sénatrice Gagné a été retirée de la liste des membres du comité, remplacement à venir (le 5 octobre 2018).

MINUTES OF PROCEEDINGS

OTTAWA, Tuesday, October 16, 2018 (117)

[English]

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met this day at 6:03 p.m., in room 2, Victoria Building, the chair, the Honourable Diane F. Griffin, presiding.

Members of the committee present: The Honourable Senators Bernard, Black (*Ontario*), Dagenais, Doyle, Griffin, Maltais, Mercer, Miville-Dechêne and Oh (9).

In attendance: Corentin Bialais and Offah Obale, Analysts, Parliamentary Information and Research Services, Library of Parliament.

Also present: The official reporters of the Senate.

Pursuant to the order of reference adopted by the Senate on Thursday, February 15, 2018, the committee continued its study on how the value-added food sector can be more competitive in global markets. (For complete text of the order of reference, see proceedings of the committee, Issue No. 47.)

WITNESSES:

CropLife Canada:

Dennis Prouse, Vice-President, Government Affairs;

Ian Affleck, Vice-President, Plant Biotechnology.

BIOTECanada:

Andrew Casey, President and Chief Executive Officer.

Dairy Processors Association of Canada:

Mathieu Frigon, President and Chief Executive Officer;

Dominique Benoit, Member of the Board of Directors.

The chair made a statement.

Mr. Prouse and Mr. Casey made statements and, together with Mr. Affleck, answered questions.

At 6:58 p.m., the committee suspended.

At 7:06 p.m., the committee resumed.

Mr. Frigon and Mr. Benoit made statements and answered questions.

At 7:59 p.m., the committee suspended.

At 8:02 p.m., pursuant to rule 12-16(1)(d), the committee resumed in camera to consider a draft agenda (future business).

At 8:17 p.m., the committee adjourned to the call of the chair.

ATTEST:

PROCÈS-VERBAUX

OTTAWA, le mardi 16 octobre 2018 (117)

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit aujourd'hui, à 18 h 3, dans la pièce 2 de l'édifice Victoria, sous la présidence de l'honorable Diane F. Griffin (*présidente*).

Membres du comité présents : Les honorables sénateurs Bernard, Black (*Ontario*), Dagenais, Doyle, Griffin, Maltais, Mercer, Miville-Dechêne et Oh (9).

Également présents : Corentin Bialais et Offah Obale, analystes, Service d'information et de recherche parlementaires, Bibliothèque du Parlement.

Aussi présents : Les sténographes officiels du Sénat.

Conformément à l'ordre de renvoi adopté par le Sénat le jeudi 15 février 2018, le comité poursuit son étude sur la manière dont le secteur alimentaire à valeur ajoutée peut être plus compétitif sur les marchés globaux. (Le texte intégral de l'ordre de renvoi figure au fascicule nº 47 des délibérations du comité.)

TÉMOINS :

CropLife Canada:

Dennis Prouse, vice-président, Affaires gouvernementales;

Ian Affleck, vice-président, Biotechnologie végétale.

BIOTECanada:

Andrew Casey, président et chef de la direction.

Association des transformateurs laitiers du Canada:

Mathieu Frigon, président et chef de la direction;

Dominique Benoit, membre du conseil d'administration.

La présidente fait une déclaration.

M. Prouse et M. Casey font des déclarations et, avec M. Affleck, répondent aux questions.

À 18 h 58, la séance est suspendue.

À 19 h 6, la séance reprend.

M. Frigon et M. Benoit font des exposés et répondent aux questions.

À 19 h 59, la séance est suspendue.

À 20 h 2, conformément à l'article 12-16(1)d) du Règlement, la séance se poursuit à huis clos afin que le comité étudie un projet d'ordre du jour (travaux futurs).

À 20 h 17, la séance est levée jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

ATTESTÉ:

OTTAWA, Thursday, October 18, 2018 (118)

[English]

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met this day at 9 a.m., in room 2, Victoria Building, the chair, the Honourable Diane F. Griffin, presiding.

Members of the committee present: The Honourable Senators Bernard, Black (Ontario), Dagenais, Doyle, Griffin, Maltais, Miville-Dechêne and Oh (8).

In attendance: Offah Obale, Analyst, Parliamentary Information and Research Services, Library of Parliament; Síofra McAllister, Communications Officer, Senate Communications Directorate.

Also present: The official reporters of the Senate.

Pursuant to the order of reference adopted by the Senate on Thursday, February 15, 2018, the committee continued its study on how the value-added food sector can be more competitive in global markets. (For complete text of the order of reference, see proceedings of the committee, Issue No. 47.)

WITNESSES:

Canadian Hemp Trade Alliance:

Ted Haney, Executive Director.

Canadian Industrial Hemp Corporation:

Rob Ziner, Founder and Chief Executive Officer.

The chair made a statement.

Mr. Haney and Mr. Ziner made statements and answered questions.

At 10:06 a.m., the committee adjourned to the call of the chair.

ATTEST:

OTTAWA, le jeudi 18 octobre 2018 (118)

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit aujourd'hui, à 9 heures, dans la pièce 2 de l'édifice Victoria, sous la présidence de l'honorable Diane F. Griffin (*présidente*).

Membres du comité présents: Les honorables sénateurs Bernard, Black (Ontario), Dagenais, Doyle, Griffin, Maltais, Miville-Dechêne et Oh (8).

Également présents : Offah Obale, analyste, Service d'information et de recherche parlementaires, Bibliothèque du Parlement; Síofra McAllister, agente de communications, Direction des communications du Sénat.

Aussi présents : Les sténographes officiels du Sénat.

Conformément à l'ordre de renvoi adopté par le Sénat le jeudi 15 février 2018, le comité poursuit son étude sur la manière dont le secteur alimentaire à valeur ajoutée peut être plus compétitif sur les marchés globaux. (Le texte intégral de l'ordre de renvoi figure au fascicule n° 47 des délibérations du comité.)

TÉMOINS :

Alliance commerciale canadienne du chanvre :

Ted Haney, directeur général.

Canadian Industrial Hemp Corporation:

Rob Ziner, fondateur et chef de la direction.

La présidente fait une déclaration.

M. Haney et M. Ziner font des déclarations et répondent aux questions.

À 10 h 6, la séance est levée jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

ATTESTÉ :

Le greffier du comité,

Kevin Pittman

Clerk of the Committee

EVIDENCE

OTTAWA, Tuesday, October 16, 2018

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met this day at 6:03 p.m. to study how the value-added food sector can be more competitive in global markets.

Senator Diane F. Griffin (*Chair*) in the chair.

[English]

The Chair: Good evening. I am Senator Diane Griffin from Prince Edward Island and chair of the committee. Today the committee is continuing its study on how the value-added food sector can be more competitive in global markets.

But before we hear from our witnesses today, I ask the senators who are present to introduce themselves. We'll start with the deputy chair.

[Translation]

Senator Maltais: Senator Maltais from Quebec.

Senator Dagenais: Senator Dagenais from Quebec.

[English]

Senator Doyle: Norman Doyle from Newfoundland and Labrador.

Senator Oh: Victor Oh from Ontario.

[Translation]

Senator Miville-Dechêne: Julie Miville-Dechêne from Quebec.

[English]

The Chair: Thank you very much.

Today, for our first panel, we have with us, from CropLife Canada, Mr. Dennis Prouse, Vice-President of Government Affairs; and Mr. Ian Affleck, Vice-President, Plant Biotechnology. And from BIOTECanada, we have Mr. Andrew Casey, President and Chief Executive Officer.

Thank you for accepting our invitation to be here this evening. We'll ask you to make your presentations and then we'll have questions afterwards. We will start with CropLife Canada.

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le mardi 16 octobre 2018

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit aujourd'hui, à 18 h 3, pour étudier la manière dont le secteur alimentaire à valeur ajoutée peut être plus compétitif sur les marchés globaux.

La sénatrice Diane F. Griffin (présidente) occupe le fauteuil.

[Traduction]

La présidente : Bonsoir. Je m'appelle Diane Griffin, je suis une sénatrice de l'Île-du-Prince-Édouard et je préside le comité. Aujourd'hui, le comité poursuit son étude sur la manière dont le secteur alimentaire à valeur ajoutée peut être plus compétitif sur les marchés globaux.

Toutefois, avant d'entendre nos témoins d'aujourd'hui, je demande aux sénateurs qui participent à la séance de se présenter. Nous allons commencer par le vice-président.

[Français]

Le sénateur Maltais: Sénateur Maltais, du Québec.

Le sénateur Dagenais : Sénateur Dagenais, du Québec.

[Traduction]

Le sénateur Doyle : Norman Doyle de Terre-Neuve-et-Labrador.

Le sénateur Oh: Victor Oh de l'Ontario.

[Français]

La sénatrice Miville-Dechêne : Julie Miville-Dechêne, du Ouébec.

[Traduction]

La présidente : Merci beaucoup.

Aujourd'hui, nous accueillons notre premier groupe d'experts qui comprend notamment des représentants de CropLife Canada, soit M. Dennis Prouse, vice-président, gouvernementales, et M. Ian Affleck, vice-président, Biotechnologie végétale. Nous recevons également un représentant de BIOTECanada, M. Andrew Casey, président et chef de la direction.

Je vous remercie d'avoir accepté notre invitation à comparaître ce soir. Nous allons vous demander de faire vos exposés, après quoi nous vous poserons des questions. Nous commencerons par donner la parole à CropLife Canada.

Dennis Prouse, Vice-President, Government Affairs, CropLife Canada: Thank you. I very much appreciate the invitation to be here with honourable senators today. With me is my colleague Ian Affleck, a proud son of a Prince Edward Island potato farmer. He gets to answer all the hard questions afterwards.

CropLife Canada is the trade association that represents the manufacturers, developers and distributors of plant science innovations, including pest control products and products of modern plant breeding for use in agriculture, urban and public health settings.

Our mission is to enable the plant science industry to bring the benefits of its technologies to farmers and the public. Those benefits manifest themselves in many different forms, including driving agricultural exports, high-skill job creation, strengthening the Canadian economy, increased tax revenue for governments, improving environmental sustainability and increasing access to safe and affordable food for Canadians.

We're pleased to see the committee undertake this study, as agriculture is often unfairly left behind when discussion of value-added exports take place. The truth is that agriculture and agri-food are sectors that have been revolutionized by technological change and represent one of Canada's best options for encouraging innovation and growth.

This renewed focus on value-added exports in agriculture is timely in light of the Advisory Council on Economic Growth's report to the government and the just-released report from the Economic Strategy Table on Agri-Food, as commissioned by the Department of Innovation, Science and Economic Development. The recommendations of both reports are clear — excessive and duplicative regulation is providing a drag on innovation and competitiveness in Canadian agriculture and the prescription is regulatory reform.

The Economic Strategy Table on Agri-Food recommends that we modernize Canada's regulatory approach for new technologies with particular focus on precision breeding techniques to ensure it continues to provide an efficient and predictable pathway to commercialization. This will be achieved by improving guidance and clarity for product developers on the interpretation of Canada's novelty based regulatory trigger. They also recommend streamlining data requirements for assessment of bio-similar products, undertaking greater cooperation with key trading partners, especially the United States, to reduce overlap and maximize efficiency. They also recommended identifying

Dennis Prouse, vice-président, Affaires gouvernementales, CropLife Canada: Merci. Je vous suis reconnaissant, honorables sénateurs, de m'avoir invité à comparaître devant vous aujourd'hui. Je suis accompagné de mon collègue, Ian Affleck, le fier fils d'un cultivateur de pommes de terre de l'Îledu-Prince-Édouard. C'est lui qui répondra à toutes les questions difficiles par la suite.

CropLife Canada est l'association commerciale qui représente les fabricants, les concepteurs et les distributeurs d'innovations en matière de phytotechnie, dont des produits de lutte antiparasitaire et des produits de sélection végétale moderne sont utilisés en agriculture et dans des milieux urbains et de santé publique.

Notre mission consiste à permettre à l'industrie de la phytotechnie d'apporter aux agriculteurs et au public les avantages de ses technologies. Ces avantages prennent de nombreuses formes, y compris la stimulation des exportations agricoles, la création d'emplois hautement spécialisés, le renforcement de l'économie canadienne, l'accroissement des recettes fiscales des gouvernements, ainsi que l'amélioration de la durabilité environnementale et de l'accès à des aliments salubres et abordables pour les Canadiens.

C'est avec plaisir que nous voyons le comité entreprendre cette étude, car l'agriculture est souvent injustement oubliée lorsque des discussions portant sur les exportations à valeur ajoutée sont menées. En vérité, l'agriculture et l'agroalimentaire sont des secteurs qui ont été révolutionnés par des changements technologiques et qui représentent l'une des meilleures options pour encourager l'innovation et la croissance au Canada.

Cet intérêt renouvelé pour les exportations agricoles à valeur ajoutée est opportun, compte tenu du rapport que le Conseil consultatif en matière de croissance économique a adressé au gouvernement et du rapport que vient de publier la Table de stratégies économiques sur l'agroalimentaire, à la demande du ministère de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique. Les recommandations des deux rapports sont claires : une réglementation excessive comportant des recoupements freine l'innovation et la compétitivité de l'agriculture canadienne. Les rapports prescrivent donc une réforme de la réglementation.

La Table de stratégies économiques sur l'agroalimentaire recommande que nous modernisions l'approche du Canada en ce qui concerne la réglementation des nouvelles technologies et, surtout, des techniques d'hybridation intelligente, afin de nous assurer que cette approche continue d'offrir une voie efficace et prévisible vers la commercialisation. Cela pourrait être accompli en améliorant les lignes directrices et en clarifiant pour les concepteurs de produits l'interprétation de la nouveauté comme déclencheur réglementaire canadien. Les rapports recommandent également de rationaliser les exigences en matière de données pour l'évaluation des produits biosimilaires, d'entreprendre une

efficiencies and enhanced coordination of requirements across three separate safety assessments — human food, animal feed and environmental safety — for novel products of biotechnology.

For its part, the Barton report highlights the agri-food sector as an important area of potential growth for the Canadian economy and says that innovation is the key to unleashing agriculture's potential. No surprise there. Canada, however, is not the only country pursuing innovations in agriculture. And as others pursue advancements in data analytics, automation and genomics, Canada must act quickly or risk being left behind.

The Barton report identifies several barriers to success for Canada's agri-food sector, one of which is increasing productivity. Agriculture must continue to adopt new technologies and innovations to increase productivity.

We believe that there are many opportunities when it comes to products of modern plant breeding and pesticides to modernize and streamline regulatory approaches to drive greater innovation while still protecting human health and safety. We would very much like to discuss that with the committee today.

Canada's regulators cannot be divorced from the broader Government of Canada objective to innovate our way to \$75 billion annually in agri-food exports. They need the help of parliamentarians to help deflect the inevitable criticism from our detractors at the slightest mention of economic considerations.

We believe government policy on building agriculture exports and promoting innovation should help build and on our accomplishments to date and recognize how far we've come. Let's look at some of the innovations that are on the market right now, achieving the goal of value-added products.

We have modified oil, profile soybeans and canola, which have better processing quality and health benefits in the finished product. These are products of plant biotechnology. We also have the Arctic apple, a Canadian innovation that provides many new processing opportunities due to the fact that it does not turn brown. Processors can make clear apple juice that you can put in anything, apple smoothies that are not rust brown and dried apple snacks. Unfortunately, the Arctic apple was invented in Canada,

plus grande coopération avec nos principaux partenaires commerciaux, en particulier les États-Unis, de réduire les recoupements et de maximiser l'efficacité. Ils recommandent aussi de déterminer les gains d'efficacité possibles et d'améliorer la coordination des exigences pour trois évaluations distinctes de la salubrité de produits originaux de la biotechnologie, à savoir les aliments destinés à la consommation humaine, la nourriture pour animaux et la sécurité environnementale.

Quant au rapport Barton, il souligne que l'agroalimentaire est un important secteur de croissance potentielle pour l'économie canadienne, et il indique que l'innovation est essentielle pour exploiter le potentiel de l'agriculture. Ces constatations n'ont rien d'étonnant. Cependant, le Canada n'est pas le seul pays qui cherche à innover dans le domaine de l'agriculture. Pendant que les autres pays cherchent à réaliser des progrès dans le domaine de l'analyse des données, de l'automation et de la génomique, le Canada doit agir rapidement ou risquer d'être laissé pour compte.

Le rapport Barton distingue plusieurs obstacles à la réussite du Canada dans le secteur agroalimentaire, dont l'un est l'accroissement de la productivité. Les agriculteurs doivent continuer d'adopter de nouvelles technologies et des innovations pour accroître leur productivité.

En ce qui concerne les produits de la sélection végétale moderne et les pesticides, nous croyons qu'il existe de nombreuses possibilités de moderniser et de rationaliser la réglementation, afin de stimuler l'innovation, tout en protégeant la santé et la sécurité humaines. Nous aimerions beaucoup discuter de ces enjeux avec les membres du comité aujourd'hui.

Les organismes de réglementation du Canada ne peuvent pas ignorer l'objectif plus général du gouvernement du Canada qui consiste à utiliser l'innovation pour engendrer annuellement des exportations agroalimentaires de 75 milliards de dollars. Ces organismes ont besoin que les parlementaires les aident à éviter que nos détracteurs émettent des critiques à la moindre mention de considérations économiques.

Nous croyons que la politique du gouvernement en matière de croissance des exportations agricoles et de promotion des innovations devrait contribuer à tirer parti de nos réalisations à ce jour et reconnaître la distance que nous avons parcourue. Examinons quelques-unes des innovations actuellement vendues sur le marché, qui réalisent l'objectif des produits à valeur ajoutée.

Nous avons modifié le profil oléagineux du soja et du canola, ce qui améliore la qualité de transformation et les bienfaits sur la santé du produit fini. Voilà des produits de la biotechnologie végétale. Il y a aussi la pomme Arctic, une innovation canadienne qui offre de nombreuses possibilités de transformation en raison du fait qu'elle ne brunit pas. Les transformateurs peuvent produire un jus de pomme clair qui peut être incorporé à n'importe quoi, des boissons fouettées aux

but first approved in the United States and is subsequently being grown there.

The Simplot non-browning potato provides better production efficiency in the processing plant due to less waste, which means fewer greenhouse gas emissions. It means that farmers lose less crop and use less energy per pound of final product.

If we have the right innovation climate, Canada can benefit from the research of more products like these with the advent of new tools like CRISPR. This is gene editing, where researchers are able to enhance the gene itself rather than needing to introduce genes from another plant. GMOs are a 25-year-old technology, frankly. Gene editing is where the future is heading, and it is heading there with or without Canada on board.

Here are just a couple of the opportunities that Canada has missed due to a needlessly complex regulatory system.

Limagrain, which just built a research centre in Saskatoon, has a high-fibre wheat that allows for more efficient milling and a healthier final product processing. Unfortunately, our complex regulatory framework means it is commercialized in the United States, unregulated this year, and will be for over three years before it comes to Canada. U.S. farmers will grow it first, U.S. millers will mill it first, and the finished product processing plants will be built south of the border first.

Calyxt, a plant breeding company in the U.S., has developed healthier profile oil soybeans through gene editing. They have commercialized 18,000 acres in the United States this year, but none in Canada due to our more complex regulatory programs.

Those are just two examples, but more are on the way. Nuseed has an omega-3 canola showing the potential delivery of as much omega-3 in one hectare as in 10,000 pounds of fish. This would provide finished product opportunities, safeguard fish stocks and reduce greenhouse gas emissions due to efficiencies. This product has already been approved in the United States. Calyxt also has a low-gluten wheat in the pipeline in direct response to consumer demands for value-added finished products.

pommes qui ne sont pas brun roux et des collations de pommes séchées. La pomme Arctic a été inventée au Canada mais, malheureusement, elle a été approuvée aux États-Unis en premier et a été cultivée là-bas par la suite.

La pomme de terre résistante au brunissement de Simplot améliore l'efficacité de la production à l'usine de transformation en raison d'une réduction du gaspillage, ce qui réduit également les émissions de gaz à effet de serre. Cela signifie que les agriculteurs perdent une moins grande partie de leur récolte et utilisent moins d'énergie par livre de produit final.

Si nous bénéficions d'un climat propice à l'innovation, le Canada pourra, grâce à l'arrivée de nouveaux outils comme CRISPR, tirer parti de la recherche effectuée pour créer un plus grand nombre de produits comme ceux mentionnés précédemment. Nous parlons ici de modification génétique, qui permet aux chercheurs de rehausser un gène, au lieu de devoir introduire des gènes provenant d'une autre plante. Pour être franc, les OGM sont une technologie vieille de 25 ans. La modification génétique est la voie de l'avenir, et le secteur agroalimentaire s'engagera dans cette voie avec ou sans la participation du Canada.

Voici quelques-unes des nombreuses occasions que le Canada a manquées en raison de son régime réglementaire inutilement complexe.

Limagrain, qui vient de construire un centre de recherche à Saskatoon, a conçu un blé riche en fibres dont le broyage est plus efficace et le produit final, plus sain. Malheureusement, en raison de notre cadre réglementaire complexe, ce blé est commercialisé aux États-Unis, d'une façon non réglementée cette année, et ne pourra pas l'être au Canada avant plus de trois ans. Les agriculteurs américains le cultiveront en premier, les minotiers américains le broieront en premier, et les usines de transformation du produit fini seront construites au sud de notre frontière en premier.

Grâce à la modification génétique, Calyxt, une entreprise américaine de sélection végétale, a élaboré un soja au profil oléagineux plus sain. Cette année, elle a commercialisé 18 000 acres de ce soja aux États-Unis, mais aucun au Canada en raison de nos programmes réglementaires plus complexes.

Voilà deux exemples seulement, mais d'autres sont à prévoir. Nuseed a conçu un canola enrichi en oméga-3 qui pourrait livrer autant d'oméga-3 par hectare qu'on en trouve dans 10 000 livres de poissons. Ce canola offrirait des débouchés en matière de produits finis, protégerait les stocks de poissons et réduirait les émissions de gaz à effet de serre en raison de gains d'efficacité. Ce produit a déjà été approuvé aux États-Unis. Calyxt est également en voie d'offrir un blé à faible teneur en gluten, pour répondre directement aux demandes des consommateurs en matière de produits finis à valeur ajoutée.

To conclude, Madam Chair, the possibilities are endless if we have a regulatory environment that brings these critical products to Canadian farms, which in turn will aid the value-added economy in Canada. Let's be clear, though. This requires looking at the Canadian regulatory system through an entirely different lens, one that has an aim to improving commercialization and competitiveness. Without significant changes to our regulatory system that directly supports these goals, Canada will continue to fall behind our global competitors, and any talk of us becoming a significant player in the value-added sector will be just that, talk.

We believe that Canadians deserve better and that Canada can and should be a global player in innovation and value-added.

Thank you for your time. We would appreciate any questions that senators may have afterwards.

The Chair: You can be sure we will have questions. We always do. We're a very keen bunch.

We'll move on to our next presenter, from BIOTECanada.

[Translation]

Andrew Casey, President and Chief Executive Officer, BIOTECanada: Honourable senators, on behalf of the members of BIOTECanada, thank you very much for this opportunity to appear today on this very important topic.

[English]

Thank you very much, on behalf of the members of BIOTECanada, for this opportunity today.

By way of introduction, BIOTECanada is the national trade association that represents our biotechnology industry in Canada. Our members, some 217, are from coast to coast, and they cover off a number of different important categories. Health, industrial, agricultural and environmental biotechnology are the main areas that our member companies are in.

We're going to focus today on the agricultural and, to a certain extent, industrial and environmental biotech companies in our membership and in this country. En conclusion, madame la présidente, je dirais que les possibilités seraient infinies si nous avions un régime de réglementation qui autorisait les agriculteurs canadiens à cultiver des produits cruciaux, qui contribueraient à leur tour à l'économie à valeur ajoutée du Canada. Toutefois, soyons clairs. Pour ce faire, il faudrait examiner le régime de réglementation canadien sous un angle complètement différent, un angle qui viserait à améliorer la commercialisation et la compétitivité. En l'absence de changements apportés à notre régime de réglementation en vue d'appuyer directement ces objectifs, le Canada continuera d'accuser du retard par rapport à ses concurrents mondiaux, et toute discussion concernant la possibilité que nous devenions un acteur important du secteur à valeur ajoutée ne sera que de belles paroles.

Nous croyons que les Canadiens méritent mieux et que le Canada peut et devrait devenir un acteur mondial dans le domaine des innovations et de la valeur ajoutée.

Je vous remercie d'avoir pris le temps d'entendre notre témoignage. C'est avec plaisir que nous répondrons par la suite à toutes les questions que les sénateurs pourraient avoir.

La présidente : Soyez assuré que nous aurons des questions à vous poser. Nous en avons toujours. Nous sommes un groupe très enthousiaste.

Nous allons maintenant passer à notre intervenant suivant, qui représente BIOTECanada.

[Français]

Andrew Casey, président et chef de la direction, BIOTECanada: Honorables sénateurs et sénatrices, merci beaucoup, au nom des membres de BIOTECanada, de cette occasion de témoigner aujourd'hui à propos de ce sujet si important.

[Traduction]

Au nom des membres de BIOTECanada, je vous remercie infiniment de l'occasion qui m'est donnée aujourd'hui de vous adresser la parole.

À titre d'introduction, je précise que BIOTECanada est l'association commerciale nationale qui représente l'industrie biotechnologique du Canada. Nous avons environ 217 membres, disséminés d'un océan à l'autre, qui peuvent être classés dans un certain nombre d'importantes catégories. La biotechnologie de la santé ainsi que la biotechnologie industrielle, agricole et environnementale sont les principaux secteurs dans lesquels nos entreprises membres exercent leurs activités.

Aujourd'hui, nous mettrons l'accent sur nos entreprises membres qui se spécialisent dans la biotechnologie agricole et, dans une certaine mesure, dans la biotechnologie industrielle et environnementale du Canada.

It's important to identify what we're solving as an industry. Biotechnology is essentially taking living organisms and creating useful things.

What's the challenge we're addressing as an industry? When you look at the world and its population growth, we're sitting at around 7 billion people right now and moving rapidly towards 9 billion, maybe even 10 billion, over the next 20 to 30 years. That will require a fundamental change by society in terms of how we live our lives, grow our food and manufacture our goods. We cannot continue to go the way we have. The climate has changed and is changing, so we have to both mitigate and adapt to a changed environment.

Therein lies a huge challenge for society, but therein also lies what our industry sees as an enormous opportunity for the biotechnology sector because the biotechnology industry is developing solutions to address those challenges.

Certainly in the agricultural, industrial and environmental space, Canada has been well positioned for many years with its enormous strategic strengths, particularly in the agricultural sector. We also have a world-renowned expertise in science, research and development, and commercialization of innovation. But — this is an important "but," and Mr. Prouse alluded to this earlier — the rest of the world has figured out the economic opportunity that lies there in addressing the challenges of going to 9 billion or 10 billion people. They're moving rapidly to also develop their innovations and support their industries that are developing the innovations.

Canada has to keep pace; it's imperative that we do so. Thankfully, when we look at our space, we have some natural advantages. We now have an innovation agenda that was developed a couple of years ago by the government. Out of that has flowed the Economic Strategy Tables that were referred to by my colleague. There's a health one, an agri-food one, and there's also a resources one that crosses into our membership a little bit.

I find it encouraging to see the commonality between those reports. They've identified a couple of key areas that Canada has to be better at. One is attracting investment. A second is attracting talent that we can use to commercialize these innovations.

Il est important de signaler les problèmes que notre industrie résout. La biotechnologie consiste essentiellement à utiliser des organismes vivants pour créer des choses utiles.

Quel est le défi que relève notre industrie? Si nous examinons le monde et la croissance de sa population, nous constatons qu'elle s'élève à environ 7 milliards d'habitants en ce moment, qu'elle s'accroisse rapidement et qu'elle pourrait totaliser 9 ou peut-être même 10 milliards d'habitants, au cours des 20 à 30 prochaines années. Pour s'adapter à ces changements, il faudra que les membres de la société modifient fondamentalement la façon dont ils vivent, cultivent leurs aliments et fabriquent leurs marchandises. Nous ne pouvons pas continuer à agir comme nous le faisons en ce moment. Le climat a changé et continue de changer. Par conséquent, nous devrons à la fois atténuer ses effets et nous adapter à un environnement modifié.

Il y a là un énorme défi à relever pour les membres de la société, mais notre industrie y voit aussi une énorme possibilité pour le secteur biotechnologique, parce que l'industrie biotechnologique conçoit des solutions pour régler ces problèmes.

Le Canada est certes bien positionné depuis de nombreuses années dans les secteurs agricole, industriel et environnemental grâce à ses énormes points forts sur le plan stratégique, en particulier dans le secteur agricole. Ses compétences en sciences, en recherche, en développement et en commercialisation des innovations sont renommées à l'échelle mondiale. Toutefois — et c'est un important « toutefois », auquel M. Prouse a fait allusion plus tôt —, le reste de la planète a reconnu les possibilités économiques qu'offre la résolution des problèmes liés à un passage de 9 à 10 milliards d'habitants. Ils prennent rapidement des mesures pour élaborer leurs propres innovations et pour soutenir les industries qui produisent ces innovations.

Le Canada doit suivre le rythme; il est impératif que nous le fassions. Heureusement, lorsque nous examinons notre situation, nous constatons que nous bénéficions de certains avantages naturels. Nous disposons maintenant d'un programme d'innovations qui a été élaboré par le gouvernement il y a quelques années. Ce programme a engendré les Tables de stratégies économiques auxquelles mon collègue a fait allusion. Il y en a une sur la santé, une sur l'agroalimentaire ainsi qu'une sur les ressources qui englobent un certain nombre de nos membres.

Je trouve encourageant de voir les points que ces rapports ont en commun. Ils ont signalé un certain nombre de secteurs clés dans lesquels le Canada doit faire mieux. L'un d'eux consiste à attirer des investissements. Un deuxième consiste à attirer des travailleurs talentueux, que nous pourrons utiliser pour commercialiser ces innovations. One of the important areas we know we have to be more competitive at, and globally competitive in that respect, is our regulatory system. Our regulatory system has to be as competitive as possible, because that will influence how effective and successful we are at attracting the investment and talent we need to commercialize these great innovations.

The problem we, as BIOTECanada, and our members have is that for some of the sectors, they too have to attract investment. So if you look at agriculture, forestry, mining and oil and gas, they all have to attract investors. If they're unable to attract investors to Canada, they have to leave what they have where it is. You can't take a forest or a mine and move it to where the investors are.

In biotechnology, what we're talking about, particularly in the context of value-added, are good ideas. They sit on laptops, and they can be commercialized anywhere in the world. So if we're not good at attracting the investment and talent we need to commercialize those innovations here, we will lose the innovations to where the investment dollars are.

We will eventually get the finished product back in some form, but we will have missed out on all the economic benefits of commercializing that idea here in Canada. We're phenomenally good at it. We have fantastic universities and research institutes. It would be a shame if we missed out on the enormous opportunity that is before our economy right now.

In the interest of time, I will say thank you, and I look forward to questions from the senators.

The Chair: Thank you. Those were two very interesting presentations.

[Translation]

Senator Maltais: Gentlemen, thank you for your very interesting presentations. They are in line with the purpose of our study.

You both raised two points in common, one about regulations and the other about low speed. High speed has not reached the levels prescribed by regulations. This is a completely unacceptable irritant for you. It is not enough to talk about innovation. If the regulations do not follow or precede, you do not move forward. You say you are concerned and I am well aware of that.

L'un des secteurs importants dans lesquels nous savons que nous devons être plus concurrentiels — et à l'échelle mondiale, en fait —, c'est notre régime de réglementation. Ce régime doit être aussi compétitif que possible, parce qu'il influence l'efficacité et la réussite de nos tentatives d'attirer les investissements et les travailleurs talentueux dont nous avons besoin pour commercialiser nos merveilleuses innovations.

Le problème que nos membres et nous, à BIOTECanada, avons, c'est que, dans certains secteurs, ils doivent aussi attirer des investissements. Donc, si vous examinez les secteurs agricole, forestier, minier, pétrolier et gazier, vous constaterez qu'ils doivent aussi attirer des investisseurs au Canada. Toutefois, s'ils échouent, ils seront forcés de laisser les ressources là où elles sont. Vous ne pouvez pas déménager une forêt ou une mine là où se trouvent les investisseurs.

Dans le domaine de la biotechnologie, ce dont nous parlons, en particulier dans le contexte de la valeur ajoutée, ce sont de bonnes idées. Elles sont enregistrées dans des ordinateurs portatifs, et elles peuvent être commercialisées n'importe où dans le monde. Donc, si nous ne réussissons pas à attirer les investissements et les travailleurs talentueux dont nous avons besoin pour commercialiser ces innovations ici, nous perdrons ces innovations qui seront commercialisées là où les investissements sont disponibles.

Nous finirons par obtenir le produit fini sous une forme ou une autre, mais nous aurons été privés de tous les avantages économiques liés à la commercialisation de cette idée ici, au Canada. Nous sommes de prodigieux concepteurs d'innovations. Nous disposons d'universités et d'instituts de recherche exceptionnels. Il serait dommage que nous soyons privés des énormes débouchés dont notre économie pourrait bénéficier en ce moment.

Pour gagner du temps, je vais vous remercier maintenant et indiquer que je me réjouis à la perspective de répondre aux questions des sénateurs.

La présidente : Merci. Nous avons entendu deux exposés très intéressants.

[Français]

Le sénateur Maltais : Merci, messieurs, de vos exposés fort intéressants. Ils coïncident avec l'objet de notre étude.

Vous avez tous les deux soulevé deux points en commun, soit celui de la réglementation et celui de la basse vitesse. La haute vitesse n'a pas atteint les niveaux prescrits par la réglementation. C'est pour vous un irritant tout à fait inacceptable. Il ne suffit pas de parler d'innovation. Si la réglementation ne suit pas, ou ne précède pas, vous n'avancez pas. Vous vous êtes dits préoccupés et j'en suis fort conscient.

I'll proceed quickly, because I have two questions, one for Mr. Prouse and one for Mr. Casey.

In your opinion, how would it be possible to limit or expedite the regulations, Mr. Prouse?

[English]

Mr. Prouse: I'm going to turn this over to my colleague Mr. Affleck, who has been living this file for the last few years.

Ian Affleck, Vice-President, Plant Biotechnology, CropLife Canada: Thank you. What's important to look at is that Canada was a leader in this regulatory space 20 years ago when we put our regulations in place. We had the flagship regulatory process in the world, and it was more responsive than most countries. But we've rested on our laurels a bit, and we haven't modernized it in 20 years.

To make it more responsive and better suited for industry and able to attract that investment, it's not necessarily less regulation that is required but efficient regulation. Also needed are appropriate resources for the regulator and a focus on risk so that not all products are treated the same in one large black box of regulation, that takes two to three years.

For things we know a lot about, things we have experience with, where the valid safety scientific rationale is there, I think you would adopt that and tighten up the time frames for granting approval.

Mr. Prouse: The time frame we're talking about is that, on average, it takes two years to get a new trait approved in Canada. Why does it take two years? We're not sure, other than that seemed like a nice round number, and there's no service standard attached to that. So it took two years.

We don't see any reason why it should take any longer than a year, especially when we have a global competitor in Brazil that is now doing approvals in much less than a year. Canada needs to be a leader in that speed because that's a competitive advantage.

[Translation]

Senator Maltais: In some areas of agriculture, regulations are progressing more quickly. That is the case for cannabis.

Je vais procéder rapidement, car j'ai deux questions, une pour M. Prouse et l'autre pour M. Casey.

D'après vous, de quelle façon serait-il possible de réduire la réglementation ou faire en sorte qu'elle aille plus rapidement, monsieur Prouse?

[Traduction]

M. Prouse : Je vais céder la parole à mon collègue, M. Affleck, qui est complètement investi dans ce dossier depuis quelques années.

Ian Affleck, vice-président, Biotechnologie végétale, CropLife Canada: Merci. Ce dont il est important de tenir compte, c'est le fait que le Canada était un chef de file dans ce milieu réglementaire il y a 20 ans, à l'époque où nous avons mis en place notre réglementation. Notre régime de réglementation était emblématique à l'échelle mondiale, et il était plus souple que celui de la plupart des autres pays. Cependant, nous nous sommes un peu reposés sur nos lauriers, et nous ne l'avons pas modernisé depuis 20 ans.

Pour le rendre plus souple, mieux adapté à l'industrie et plus attirant pour les investisseurs, il ne faut pas nécessairement réduire le nombre de règlements, mais rendre la réglementation plus efficace. De plus, l'organisme de réglementation doit disposer de ressources appropriées et mettre l'accent sur le risque, de manière à ce que tous les produits ne soient pas traités de la même façon par une unique boîte noire de la réglementation, dont le traitement nécessite deux à trois ans.

Dans les domaines que nous connaissons bien, dans lesquels nous avons acquis de l'expérience et pour lesquels il existe une logique scientifique valide en matière de salubrité, j'estime que vous devriez appliquer cette logique et resserrer le temps nécessaire pour accorder une autorisation.

M. Prouse: Le délai dont nous parlons, c'est le fait que l'approbation d'un nouveau caractère au Canada exige deux années, en moyenne. Pourquoi deux années? Nous n'en sommes pas sûrs, si ce n'est que cela semble être un joli chiffre rond. De plus, ce délai n'est assorti d'aucune norme de service. Cela a donc exigé deux ans.

Nous ne voyons pas pourquoi cette approbation exige plus d'une année, en particulier si l'on tient compte du fait que nous avons, à l'échelle mondiale, un concurrent comme le Brésil, qui approuve ces nouveaux caractères en moins d'une année. Le Canada doit être un chef de file en ce qui concerne la vitesse approbation, car cela constitue un avantage concurrentiel.

[Français]

Le sénateur Maltais : Dans certains domaines agricoles, la réglementation progresse plus rapidement. C'est le cas pour le cannabis.

Mr. Casey, you talked about the challenges of changing the culture. We have been talking about it for seven years. Senator Mercer and I have been saying this for seven years. Canada must change to meet new international challenges. The committee has travelled to China; we have been all over Canada, and we know that, in 10 to 20 years, we will have to double production. How can this be done in a safe and competitive way for our farmers? Basically, they are the cornerstone of this. You represent biotechnology, but those with their feet on the ground are the farmers. How can they adapt to the changes to keep up with this new pace? We also have problems with farm transfers. Young people are less inclined to take over. How will you address this challenge and keep Canada competitive?

Mr. Casey: I want to be very clear, so if I may, I will answer in English.

[English]

It's an excellent question, and it certainly ties in with the question you asked earlier. Biotechnology is a way for Canadian producers to become far more competitive and, in particular, to add value. As an agricultural industry, we are extraordinarily competitive worldwide. I think that's well known. How do we take it to the next level? That's the ultimate question, because exporting pure canola crop is probably not in our best interest when we can take it and turn it into something unique and special.

I'll give you one great example of a crop that's developed by a company called Agrisoma. It's a genetically modified mustard seed that a farmer can grow in any field. If the field is in fallow, they can use it to replace the nutrients in the soil. If there are fields without enough nutrients, moisture or sunlight, it can be used in those areas as well, because it's extraordinarily resilient due to its modification. They take the seed, crush it, extract the oil and turn the oil into jet fuel, without adding any fossil fuel to the mix. The fuel goes into the airplanes without modifying the engine in any way, shape or form.

The original plane that flew was the National Research Council plane, which sits out at the Ottawa airport. They send up that jet and a sniffer plane afterward to see what comes out. Because there's no fossil fuel in the mix, as you would expect, the emissions come right down.

This is not just a pipe dream, either. There have been two flights: United Airlines went from San Francisco to Zurich back in September, and earlier this year, one went from Los Angeles to Melbourne using 30 or 40 per cent of their fuel in the mix. It's become a commercial reality.

Monsieur Casey, vous avez parlé des défis liés au changement de la culture. Cela fait sept ans qu'on en parle ici. Le sénateur Mercer et moi le répétons depuis sept ans. Il faut que le Canada se transforme pour faire face aux nouveaux défis internationaux. Le comité a voyagé en Chine; nous sommes allés partout au Canada, et on sait que d'ici 10 à 20 ans, il faudra doubler la production. Comment peut-on le faire de façon sûre et compétitive pour nos agriculteurs? Au fond, ils sont à la base de cela. Vous êtes la biotechnologie, mais la personne qui a les pieds sur le terrain, c'est l'agriculteur. Comment peut-il s'adapter aux transformations pour suivre ce nouveau rythme? On a également des problèmes de transferts des exploitations agricoles. Les jeunes sont moins enclins à assurer la relève. Comment allez-vous faire face à ce défi et garder le Canada compétitif?

M. Casey: Je veux être très clair, alors, si vous me le permettez, je vais répondre en anglais.

[Traduction]

Voilà une excellente question, qui a certainement un lien avec celle que vous avez posée plus tôt. La biotechnologie permet aux producteurs canadiens de devenir bien plus concurrentiels, notamment grâce à l'ajout de valeur. Nous considérons que notre industrie agricole est extraordinairement concurrentielle à l'échelle mondiale. C'est, je pense, un fait bien connu. Comment pouvons-nous passer au niveau supérieur? C'est la question cruciale, car nous n'avons probablement pas intérêt à exporter des cultures de canola pur quand nous pouvons les transformer en quelque chose d'unique et de spécial.

Je vais vous donner un excellent exemple de culture mise au point par une entreprise appelée Agrisoma. Il s'agit d'une moutarde transgénique que les agriculteurs peuvent cultiver dans n'importe quel champ. Si le champ est en jachère, ils peuvent l'utiliser pour remplacer les nutriments dans le sol. Si certains champs manquent de nutriments, d'humidité ou de soleil, cette moutarde peut bien s'y cultiver, car sa modification la rend extrêmement résistante. On peut broyer les grains pour en extraire l'huile et la transformer en carburant pour avion à réaction, le tout sans ajout de carburant fossile au mélange. Le carburant alimente les avions sans qu'on ait à en modifier le moteur de quelque manière que ce soit.

C'est un avion du Conseil national de recherches, stationné à l'aéroport d'Ottawa, qui a effectué le vol initial. Il s'est envolé suivi d'un avion détecteur pour voir ce qui en sortait. Étant donné que le mélange ne contient pas de carburant fossile, les émissions sont beaucoup moins importantes, comme on pourrait s'y attendre.

Il ne s'agit pas d'un projet chimérique. Il y a eu deux vols, un de United Airlines entre San Francisco et Zurich en septembre, ainsi qu'un autre, plus tôt cette année, entre Los Angeles et Melbourne, au cours duquel 30 ou 40 p. 100 du carburant était utilisé dans le mélange. C'est devenu une réalité commerciale.

That's the type of value added I think Canada can be extraordinary at.

To your earlier question, what's the challenge there? When it comes to regulatory capacity and the ability of our government to look at that crop and make sure it's safe and efficacious, this is where some of the stuff gets gummed up in the works. We have to be better at that to allow for the commercial element to come through.

I would maybe make one note of caution. In phrasing your question, the reduction of regulatory capacity is probably not the objective; it's to make it, to use your words, more efficacious. That's the most important objective, because a strong, efficacious regulatory system can actually act as a great competitive advantage for our country.

But we do have to get it right. It has to be science-based and able to adapt to the rapid changes we're seeing. The innovations coming, from a biological standpoint, are extremely quick and very complex. Keeping pace with that change has to be a paramount objective for our regulatory system.

[Translation]

Senator Maltais: I understand you, but regulations should not be a barrier to innovation. They must be a support.

[English]

Senator Miville-Dechêne: What is the name of this company?

Mr. Casey: Agrisoma.

[Translation]

They are in Saskatchewan and the head office is in Quebec.

[English]

Senator Doyle: I want to follow up on the questions from Senator Maltais. You mentioned Canada's regulatory system is complex, inefficient and what have you. How is the U.S. regulatory process different? What are they doing that we're not doing? Do they have a more efficient group of people doing their regulation? What can we learn from them? They're quicker, obviously. They're more efficient. Why are they more efficient than we are? Can't we see it? Can't we learn from it? What can we do?

Mr. Prouse: I'll let my colleague Ian fill in some of the blanks, but fundamentally, moving forward, the U.S. has said they are not going to be regulating CRISPR-Cas9. That is, they

Voilà le genre de valeur ajoutée pour laquelle le Canada peut exceller, à mon avis.

Pour répondre à votre question précédente, quels sont les défis? C'est quand il est question de la capacité de réglementation et de la capacité du gouvernement à étudier les cultures pour en vérifier l'innocuité et l'efficacité que les choses achoppent. Nous devons donc nous améliorer à cet égard pour que l'élément commercial se concrétise.

Je ferais toutefois une mise en garde. En formulant votre question, l'objectif ne consiste probablement pas à réduire la capacité de réglementation, mais bien à la rendre plus efficace, pour reprendre vos propres mots. C'est l'objectif le plus important, car un régime de réglementation solide et efficace peut conférer un avantage concurrentiel considérable à notre pays.

Il faut toutefois bien faire les choses. Nous devons nous appuyer sur les données probantes et pouvoir nous adapter aux changements rapides que nous observons. Les innovations qui s'en viennent, du point de vue biologique, sont extrêmement rapides et fort complexes. Il sera donc primordial que notre régime de réglementation suive le rythme.

[Français]

Le sénateur Maltais : Je vous comprends, mais la réglementation ne doit pas être un frein à l'innovation. Elle doit être un soutien.

[Traduction]

La sénatrice Miville-Dechêne : Quel est le nom de l'entreprise?

M. Casey: Agrisoma.

[Français]

Ils sont en Saskatchewan et aussi au Québec — le siège social.

[Traduction]

Le sénateur Doyle: Je veux donner suite aux questions du sénateur Maltais. Vous avez fait remarquer que le régime de réglementation du Canada est complexe, inefficace et je ne sais quoi encore. En quoi le régime des États-Unis est-il différent? Que font les Américains que nous ne faisons pas? Est-ce un groupe plus efficace qui élabore leurs règlements? Que pouvons-nous apprendre d'eux? Ils sont manifestement plus rapides et plus efficaces. Pourquoi sont-ils plus efficaces que nous? Ne pouvons-nous pas le voir? Ne pouvons-nous pas apprendre d'eux? Que pouvons-nous faire?

M. Prouse: Je laisserai mon collègue, Ian, combler les manques, mais fondamentalement, les États-Unis ont indiqué qu'à l'avenir, ils ne réglementeraient pas le système CRISPR-

will not be regulating gene editing at all because they don't view it in the same fashion as traditional GMOs. So if you're a company that wants to bring in a new product of gene editing, you now face no significant regulatory barriers to commercialization in the United States.

What has happened in Canada? Ian will correct me if I'm wrong, but I believe Canada has said they're going to look at these and on a case-by-case basis. "Case-by-case basis" doesn't inspire a lot of investor confidence. No barriers to commercialization inspire investor confidence.

Canada needs to have a clear approach on these new breeding techniques that will revolutionize the space in which our members operate and in which Andrew's members operate. That's the game going forward, because this has now changed everything. Gene editing is now revolutionizing the process. The number of products and trades coming on stream is going to increase exponentially going forward. Ian, I'm sure I missed some key details.

Mr. Affleck: No, those are the generalities of it. When I said earlier that the regulatory framework we built 20 years ago in Canada was a brilliant approach to regulation, that foundation remains. What other countries are doing faster than us is the policy research on these new technologies as they come forward, and they're making broad policy statements underneath the regulatory framework. In their cases, they actually have to change their regulation in order to accommodate their policy goal. We've already created a great foundation for regulation, so we should be ahead of them, because all we had to do was have the policy discussion. But we haven't had those discussions and made those statements.

The U.S. Secretary of Agriculture can come out and say, "We've done the safety assessments and the checking. We will not regulate gene editing in this bucket. We're going to look at it this way. That's a much lower version of overview, because we've done our work." In Canada, we're saying, "We're not sure. It's case-by-case." If you're a researcher, you can say, "I know I can go there because I have a certainty of outcome. In Canada, maybe it will be fine, maybe it won't. We're not really sure." We need to have our policy discussions, do our research and adopt the correct policies underneath our framework to allow these products to come forward.

We feel that 90 per cent of the work that needs to be done doesn't require regulatory change. It just requires foresight in policy development and then the implementation of those policies efficiently, as per Senator Maltais's comments, within the regulatory system.

Cas9. Autrement dit, ils ne réglementeront pas la correction génétique, car ils ne voient pas ce procédé de la même manière que les OGM traditionnels. Ainsi, une entreprise qui souhaite lancer un nouveau produit issu de la correction génétique ne rencontrera aucun obstacle réglementaire à la commercialisation aux États-Unis.

Que s'est-il passé au Canada? Ian me corrigera si je fais erreur, mais je pense que le Canada a fait savoir qu'il examinerait la question au cas par cas. Voilà une approche qui ne suscite guère la confiance des investisseurs. C'est l'absence d'obstacle à la commercialisation qui inspire cette confiance.

Le Canada doit adopter une approche limpide quant aux nouvelles techniques d'amélioration génétique qui révolutionneront le domaine dans lequel nos membres et ceux d'Andrew s'activent. C'est le jeu qu'il faudra jouer dans l'avenir, car cette technique a tout changé. La correction génétique révolutionne maintenant le processus. Le nombre de produits et d'initiatives commerciales qui verront le jour augmentera de manière exponentielle à l'avenir. Ian, je suis certain que j'ai oublié des détails importants.

M. Affleck: Non, ce sont les aspects généraux de l'affaire. Quand j'ai dit plus tôt que le cadre de réglementation instauré il y a 20 ans au Canada constituait une approche brillante sur le plan de la réglementation, ce fondement demeure. Ce que d'autres pays font plus rapidement que nous, c'est la recherche stratégique sur ces nouvelles technologies quand elles voient le jour; ils font ensuite des énoncés de politique généraux à l'intérieur du cadre de réglementation. En pareil cas, ils doivent modifier leur réglementation en fonction de leur objectif stratégique. Nous avons déjà établi un excellent fondement au chapitre de la réglementation; nous devrions donc être en avance sur eux, car tout ce que nous avions à faire, c'était tenir un débat de fond. Nous n'avons toutefois pas eu ce débat ou fait d'énoncé.

Le secrétaire américain de l'Agriculture peut déclarer : « Nous avons réalisé des évaluations de la sécurité et des vérifications. Nous ne réglementerons pas la correction génétique dans ce domaine. C'est ainsi que nous verrons les choses. C'est une version très allégée de la supervision, car nous avons accompli notre travail. » Au Canada, nous disons : « Nous ne sommes pas certains. C'est au cas par cas. » Ainsi, un chercheur saura qu'il peut aller aux États-Unis, car il est certain du résultat, alors qu'au Canada, tout ira bien, ou peut-être pas. On n'est pas vraiment certain. Nous devons débattre de la question, effectuer nos recherches et adopter des politiques adéquates à l'intérieur de notre cadre pour que ces produits puissent être commercialisés.

Selon nous, 90 p. 100 du travail à accomplir n'exige pas de modification de la réglementation. Il faut simplement élaborer les politiques de manière prospective, puis mettre ces dernières en œuvre efficacement dans le régime de réglementation, comme le sénateur Maltais l'a indiqué.

Senator Doyle: What you're saying is that we're outdated, old-fashioned and we can't seem to get on our feet, whereas the U.S. is going great guns and we can't keep up. In that regard, you really haven't answered the question as to why we are the way we are.

Mr. Affleck: We got comfortable in having the best car on the road, and it's getting rusty. It was always the best. We still think it's the best and we need to look at it. We're too comfortable.

Senator Doyle: A lot of people have to be fired, I guess.

Mr. Affleck: One the biggest things we feel would help change that — and we feel we're right on the edge of it with the Economic Strategy Tables, the regulatory review by Treasury Board — is when someone like Sonny Purdue can say, "This is how we're going to do it, so, regulators, figure it out," they've got the policy direction in which to do it.

Our government needs to provide our regulators with the policy cover by which to go and do this work and say, "Yes, this is on your work plan, prioritize this, go figure it out." We have good regulators and great scientists within our government. They just need to focus on this and do it.

The Chair: Mr. Casey, do you have any comments?

Mr. Casey: I think it's a great question. I think we have to accept that some of it is probably cultural to a certain extent.

I'll use the example of the Arctic apple that Dennis talked a bit about earlier. The Arctic apple is out in the Okanagan. It's from a company called Okanagan Speciality Fruits. Essentially they figured out which gene to turn on or off — I forget which one — to stop an apple from turning brown. The first apple was the Fuji. They put it down in the U.S. first to get through the regulatory process. They received it pretty quickly and were selling commercially while Canada was still struggling with it. They finally approved it. Then they applied the exact same technology to another variety of apple. The only thing that changed was the apple, but the technology was the same switch that they turned off.

When they put that through the U.S. process, it was on automatic. If it's the same technology, the same outcome, go get it. I don't know how long the timeline was, but when it went through Canadian regulatory approval, it had to go all the way

Le sénateur Doyle: Ce que vous dites, c'est que nous sommes archaïques, vieux jeu, et que nous semblons incapables de nous mettre debout, alors que les États-Unis avancent à plein régime et que nous sommes incapables de les suivre. À cet égard, vous n'avez pas vraiment répondu à ma question : pourquoi sommes-nous ainsi?

M. Affleck: Nous nous sommes assis sur nos lauriers, forts de la conviction que nous roulions dans la meilleure voiture sur la route. Or, elle est en train de rouiller. Comme cette voiture a toujours été la meilleure, nous pensons qu'elle l'est encore, mais elle réclame des soins. Nous avons trop pris nos aises.

Le sénateur Doyle : Bien des gens doivent être licenciés, je suppose.

M. Affleck: À notre avis, ce qui donnerait le plus grand coup de pouce — et nous pensons que nous y sommes presque avec les Tables sectorielles de stratégies économiques et l'examen de la réglementation du Conseil du Trésor —, c'est quand quelqu'un comme Sonny Purdue peut déclarer : « Voici l'orientation que nous allons prendre, alors que les organismes de réglementation trouvent comment faire. » Ces organismes disposent ainsi de l'orientation stratégique pour agir.

Notre gouvernement doit fournir aux organismes de réglementation l'orientation stratégique permettant d'aller de l'avant et d'agir en leur disant : « Oui, c'est sur votre plan de travail; il faut accorder la priorité à cet élément. À vous de trouver comment faire. » Le gouvernement peut compter sur de bons organismes de réglementation et d'excellents scientifiques. Il lui suffit de se concentrer sur la question et d'agir.

La présidente : Monsieur Casey, souhaitez-vous intervenir?

M. Casey: Je pense que c'est une excellente question. Nous devons, selon moi, accepter que le problème est, dans une certaine mesure, probablement en partie culturel.

J'utiliserai l'exemple de la pomme Arctic dont Dennis a parlé plus tôt. Cette pomme est cultivée dans la vallée de l'Okanagan par une entreprise du nom d'Okanagan Speciality Fruits, qui a essentiellement découvert quel gène activer ou désactiver — j'oublie c'est lequel — pour empêcher la pomme de brunir. La première pomme était la Fuji. L'entreprise a d'abord soumis sa technologie au processus de réglementation des États-Unis et a rapidement reçu l'approbation. Elle commercialisait déjà cette pomme alors que le Canada cherchait encore à déterminer s'il l'approuverait ou non. Il a finalement donné le feu vert. L'entreprise a ensuite appliqué la même technologie à une autre variété de pomme. Tout ce qui a changé, c'est la pomme, mais la technologie de désactivation était la même.

Aux États-Unis, l'approbation a été automatique, puisque la même technologie produit le même résultat. J'ignore combien de temps le processus a duré, mais quand l'entreprise a cherché à faire approuver son produit au Canada, il a fallu reprendre le

back to the beginning and go through the entire process again. So you have that part. Let's say that's the efficiency component.

The other challenge we've got is transparency. I think everybody is fine with a thorough regulatory overview of a new product, particularly when you're dealing with gene editing and other things going on that create concern. I think that makes sense. However, the process should be transparent. If a company is bringing something in and it gets jammed up in the regulatory process, there should be avenues for the company to find out what more information the regulators need to keep the process moving forward. That is lacking.

Maybe the advantage we have by coming late to the party is we can learn from other jurisdictions and apply best practices elsewhere. Let's maybe look at that as the glass half full and that's the way to go. Certainly the Economic Strategy Tables are identifying some of those ways forward.

Senator Doyle: Thank you.

Senator R. Black: I apologize, Mr. Prouse, that I came in late. You talked about the GMO process being a 25 years old and then the CRISPR technology. Certainly there's a group of individuals who are concerned about GMOs, and we acknowledge that up front.

Does that same group or another group have concerns about CRISPR technology? If so, do you anticipate the same body or do we know yet?

Mr. Prouse: Over the last few years, we have seen public confidence improve on biotechnology writ large as the safety record becomes clear. People are more comfortable with it. This is a technology that has a 25-year unblemished safety record. At some stage, you have to recognize that the safety record is there.

We're in the early days of gene editing, so is public confidence different on that? I don't think we've seen enough research to show. One can reasonably anticipate that public confidence is going to slowly, but surely, improve. That's what we've seen, just a very slow, steady climb in public approval of that.

We also feel that our regulators have a role to play in that. We like it when the Canadian Food Inspection Agency is out there explaining what they do and their processes. I think that leads to increased public confidence. We have always spent our time beseeching our regulators to do more of that, to keep explaining their role and how they regulate because I think that plays a huge part in public confidence.

processus depuis le début. Cela fait partie de l'équation. Disons que c'est l'élément relatif à l'efficacité.

À cela s'ajoute la question de la transparence. Je pense que tout le monde est d'accord pour qu'un nouveau produit fasse l'objet d'un examen réglementaire exhaustif, particulièrement quand il est question de correction génétique et d'autres techniques qui suscitent des préoccupations. Cela me semble logique. Le processus devrait toutefois être transparent. Si une entreprise propose un produit et que le processus réglementaire bloque, elle devrait pouvoir savoir quels renseignements les organismes de réglementation ont besoin pour que le processus avance. Il existe une lacune à cet égard.

En entrant en jeu en retard, nous avons peut-être l'avantage de pouvoir apprendre des autres pays et appliquer leurs pratiques exemplaires. Nous devrions peut-être considérer que le verre est à moitié plein et que c'est ce qu'il faut faire. Les Tables sectorielles de stratégies économiques sont certainement en train de trouver des voies d'avenir.

Le sénateur Doyle : Merci.

Le sénateur R. Black: Je vous demande de m'excuser d'être arrivé en retard, monsieur Prouse. Vous avez indiqué que le processus de conception des OGM a 25 ans, puis avez traité de la technologie CRISPR. Un groupe se préoccupe certainement des OGM, et nous admettons d'emblée.

Ce même groupe ou un autre regroupement s'inquiète-t-il de la technologie CRISPR? Dans l'affirmative, vous attendez-vous à ce que ce soit le même groupe? Le savons-nous déjà?

M. Prouse: Ces dernières années, la confiance du public à l'égard de la biotechnologie s'est généralement améliorée à mesure que l'innocuité des produits est devenue manifeste. Les gens sont plus à l'aise avec cette technologie qui jouit, depuis 25 ans, d'un dossier sans tache sur le plan de la sécurité. À un moment donné, il faut admettre que la sécurité est démontrée.

La correction génomique en est à ses balbutiements; la confiance du public est-elle différente à ce sujet? Je ne pense pas que nous n'avons pas suffisamment de recherches pour le savoir. On peut raisonnablement s'attendre à ce que la confiance du public augmente lentement, mais sûrement. C'est ce que nous avons observé : une amélioration très lente, mais régulière de l'approbation du public à l'égard de cette technologie.

Nous considérons en outre que les organismes de réglementation ont un rôle à jouer à ce sujet. Nous aimons que l'Agence canadienne d'inspection des aliments explique ce qu'elle fait et ses processus, car je pense que cela améliore la confiance du public. Nous avons toujours supplié nos organismes de réglementation d'expliquer davantage leur rôle et la manière dont ils réglementent le domaine, car je pense que cela a une influence substantielle sur la confiance du public.

Mr. Affleck: Another element that I think will add to public confidence is that in this new wave of innovation, a lot more small- and medium-sized companies can get in on the ground floor because these technologies are more affordable. The large regulatory barriers we've had for the last number of years made it such that only large companies could afford to get into this game. They were companies focused on providing solutions to farmers, so they made farmer-focused products.

When you get small and medium-sized enterprises, they're looking at the consumer-focused products like the Arctic apple, like high-fibre wheat or more healthy oils. Once a consumer can put the product in their hand and take a bite out of it, you get a lot more comfortable with the technology. When the technology has a benefit for you, you're much more willing to learn about it and become comfortable. When the technology has a benefit for a farmer and you may never have a chance to visit a farm, you may say, "I don't really know what it is, so why I should be comfortable with it?" When you can put an Arctic apple in your hand and cut it for your children's lunches, leave it in the fridge for three days and put them out and they don't turn that ugly brown, now you get it; you see the value.

I think this new wave of consumer-focused innovation is going to really help consumers feel more comfortable with the technology.

Senator R. Black: I have a supplementary before I have a question for Mr. Casey.

Am I to understand that the CRISPR technology is different in that it doesn't — and help me if I'm wrong — introduce anything from another species, as you might in the GMO technology? Am I correct on that?

Mr. Affleck: That's typically how it's used. I'll be overly complex. You could bring something from somewhere else in with it, but that's really not the point. The point is, it gives you the ability to do what you said, which is to change what's already there. That's how people are using it.

Senator R. Black: Thanks.

Mr. Casey, I was involved in a program years ago called the Ontario Research and Development Challenge Fund, a funding program to move research from the bench to the consumer and the market. There were grants, loans and leveraging of funds. It was a \$500 million program.

M. Affleck: Un autre élément qui, selon moi, renforcera la confiance du public, c'est le fait qu'avec cette nouvelle vague d'innovations, un bien plus grand nombre de petites et moyennes entreprises pourront se mettre de la partie, car ces technologies sont bien plus abordables. Les importants obstacles réglementaires qui existaient il y a un certain nombre d'années faisaient en sorte que seules les grandes entreprises pouvaient se permettre d'entrer dans le domaine. Il s'agissait d'entreprises qui cherchaient à offrir des solutions aux agriculteurs; elles mettaient donc l'accent sur les produits qui leur étaient destinés.

Les petites et moyennes entreprises s'intéressent pour leur part aux produits s'adressant aux consommateurs, comme la pomme Arctic, le blé à teneur élevée en fibre ou des huiles meilleures pour la santé. Une fois que le consommateur a pu tenir le produit entre ses mains et le goûter, il se sent bien plus à l'aise avec la technologie. Quand la technologie a un avantage pour le consommateur, il est bien plus disposé à se renseigner à son sujet et il l'apprivoise, alors que lorsqu'elle offre un avantage à l'agriculteur, mais que le consommateur n'a jamais l'occasion de visiter une ferme, il ignore de quoi il s'agit et il se demande pourquoi il ferait confiance à la technologie. Cependant, quand il peut tenir en main une pomme Arctic, la couper pour le lunch de ses enfants, la laisser au frigo pendant trois jours et constater qu'elle n'est pas d'un brun affreux quand il l'en sort, il comprend l'avantage de la technologie.

Je pense que cette nouvelle vague d'innovations destinées aux consommateurs aidera considérablement ces derniers à être plus à l'aise avec la technologie.

Le sénateur R. Black: J'ai une question supplémentaire avant d'interroger M. Casey.

Dois-je comprendre que la technologie CRISPR est différente parce qu'elle n'introduit pas quelque chose d'une autre espèce — et corrigez-moi si je me trompe — comme ce serait le cas pour les OGM? Suis-je dans le juste?

M. Affleck: C'est habituellement ainsi qu'on procède. Je vais me montrer trop complexe. On pourrait intégrer quelque chose d'ailleurs, mais ce n'est pas vraiment l'objectif. Ce que l'on veut, c'est pouvoir faire ce que vous dites, c'est-à-dire modifier ce qui est déjà là. C'est ainsi que les gens utilisent la technologie.

Le sénateur R. Black: Merci.

Monsieur Casey, j'ai participé, il y a quelques années, à ce qui s'appelait le Fonds d'encouragement à la recherche-développement de l'Ontario, un programme de financement visant à faire passer le fruit de la recherche du laboratoire au consommateur et au marché. Ce programme de 500 millions de dollars accordait des subventions et des prêts, misant sur l'effet multiplicateur des fonds.

Is there anything like that now to help researchers get things to market quicker? And if so, is it enough and is it working? If not, why not and might it be a good thing?

Mr. Casey: You may know that space a bit better. I'm aware of some early-stage funding from governments at different levels to support that early-stage development.

I think where you get into a critical juncture is when you really start to ramp up towards actual application commercialization. That's when you require very significant dollars. The challenge with that is timelines are long and the risk is high. It's not your normal investor that you're looking for. You're looking for somebody who really understands the science and has the patience to wait out the process.

There's not enough of that investment dollar in Canada on its own. There is some, but not enough. You're looking for venture capital and partnerships from some of the large multinational corporations, that ecosystem you're looking for, so we have to go outside of our borders to do that.

The problem we have is investors are like tourists. Globally they're moving around the world, looking for places to rest their head and their money. Canada has to treat itself like a hotel does. When you think of a hotel, it gives you free Wi-Fi, chocolate on the pillow, nice sheets, whatever it is to attract the tourist. We have to do likewise, so our welcome mat has to be as attractive as possible. That's when you get into the tax policy, the regulatory policy, the access to talent and the security of the intellectual property. All of those things will help attract those big investors. We've got the innovations and the capacity to really grow those companies and to commercialize them. There's no question about that, but attracting those investors is the key challenge for the industry and for this country.

Senator Mercer: Senator Maltais and I have been around this table for a long time and have listened to the issues of the regulatory system as being slow and cumbersome. You've talked about two years for approval in Canada and less than a year in Brazil. You talked about Sonny Perdue's action in the United States. I still want to put my faith in the Canadian people who are doing this work, and I want to put my faith in Lawrence MacAulay, not in Sonny Perdue. I know Lawrence MacAulay and trust him, and I don't necessarily trust Sonny Perdue. No offence to Mr. Perdue.

However, you've made a point and we've heard this discussion around this table many times: We were told that within the Canadian Food Inspection Agency and Agriculture Canada, one person was holding things up.

Existe-t-il quelque chose de semblable pour aider les chercheurs à commercialiser leurs produits plus rapidement? Si c'est le cas, cela suffit-il et est-ce que cela fonctionne? Sinon, pourquoi pas et est-ce qu'un tel programme serait une bonne chose?

M. Casey: Vous connaissez peut-être la question un peu mieux que moi. Je sais que des gouvernements offrent du financement de démarrage à divers égards pour appuyer le développement aux étapes initiales.

Je pense que le point critique, c'est quand vient le temps de commencer à commercialiser les applications. C'est là que des sommes substantielles sont nécessaires. À cette étape, les délais sont longs et le risque élevé. Ce n'est pas un investisseur normal qu'on cherche; on veut trouver quelqu'un qui comprend vraiment la science et qui a la patience d'attendre que le processus suive son cours.

Au Canada seulement, il n'y a pas assez d'argent ainsi investi. Certains investissent, mais pas assez. Si on cherche à obtenir du capital de risque et à nouer des partenariats avec de grandes multinationales, c'est vers l'étranger qu'il faut se tourner dans cet écosystème.

Le problème, c'est que les investisseurs sont comme des touristes. Ils parcourent le monde, cherchant un endroit où poser leurs pénates et investir leur argent. Le Canada doit donc se comporter comme un hôtel. Un tel établissement offrira le WiFi gratuit, un chocolat sur l'oreiller, des draps soyeux et tout ce qui attire le touriste. Nous devons faire de même; notre accueil doit donc être le plus attirant possible. C'est là qu'entrent en jeu la politique fiscale et réglementaire, l'accès au talent et la sécurité de la propriété intellectuelle. Tous ces éléments attireront les grands investisseurs. Nous avons les innovations et la capacité de vraiment faire croître les entreprises et de commercialiser les produits. Cela ne fait aucun doute. Le principal défi consiste à attirer les investisseurs pour l'industrie et le pays.

Le sénateur Mercer: Le sénateur Maltais et moi sommes des membres de longue date du comité et avons entendu déplorer la lenteur et la lourdeur du régime de réglementation. Vous avez indiqué qu'il faut environ deux ans au Canada et moins d'un an au Brésil pour obtenir une approbation. Vous avez en outre parlé de ce que faisait Sonny Purdue aux États-Unis. Je veux toujours accorder ma confiance aux Canadiens qui réalisent ces travaux et à Lawrence MacAulay, pas à Sonny Purdue. Je connais Lawrence MacAulay et je lui fais confiance. Je ne fais pas nécessairement confiance à Sonny Purdue. J'espère qu'il ne s'en formalisera pas.

Vous avez toutefois formulé une remarque sur quelque chose que nous avons entendu à maintes reprises autour de la table : on nous a indiqué qu'une personne retardait les choses à l'Agence canadienne d'inspection des aliments et à Agriculture Canada.

Then there was a change in personnel about five years ago. I don't have my records in front of me, but I recall somebody from the agency or the department sat at this table and said, "We've made a change." They didn't tell us what change they made when the cameras were on, but privately, when we had a brief discussion afterwards, we discovered it was a personnel change; someone was no longer there and someone else was there. They said, "Things are going to be different." And suddenly we didn't hear many complaints because that person, whoever he or she was, came in, started to make decisions, move the puck forward, and did what needed to be done.

We then came up against the wall regarding the fact that we insist on double testing everything. If it is tested and approved in the United States, when it gets here we're going to start all over again. I don't think we should accept the United States' or any other country's testing without questioning it, but we need to find a way to speed this up.

Is it a personnel problem? You don't represent the department or the agency, but you're the victims of the work that they do or don't do. Is it a personnel issue? I understand that this risks offending those people.

Mr. Casey: You make a couple of important points. One is the brand of Canada which was your earlier point. A product comes through the Brazilian process in one year and one that gets through Canada in two years. I venture a guess that the product that gets through Canada may be a bit delayed but probably has a better chance in the marketplace because of the regulatory stamp and the brand that Canada has. It's important that we maintain that expertise and that brand.

I'm not so sure it's an individual person or a particular bottleneck. The reality is that this technology is so new and advanced that it's probably a general capacity of government to deal with it. It's expertise in a department to address all these fundamental challenges. We need scientists, biologists, biochemists, some very talented people. Of course, the government is competing against the industry for the same people, so there are some challenges there.

Is there a personnel issue? It's more in our capacity and the scope and breadth of our departments as opposed to individuals.

Senator Mercer: Historically, Agriculture and Agri-Food Canada with its research stations across the country and through the experimental farm has led the world in many things. We've invented stuff which is commonplace now. We've changed how certain things are done. Actually, this Senate committee, many years ago, changed how people treat the earth. A senator from

Par la suite, un changement dans le personnel a été effectué il y a environ cinq ans. Je n'ai pas mes dossiers, mais je me rappelle que lors de sa comparution devant notre comité, une personne qui représentait l'agence ou le ministère nous a dit : « Nous avons apporté un changement. » On ne nous a pas dit de quoi il s'agissait devant les caméras, mais après la réunion, en privé, nous avons eu une discussion et nous avons appris qu'il y avait eu un changement de personnel; une personne n'était plus là et quelqu'un d'autre l'avait remplacée. On nous a dit que les choses allaient être différentes. Puis, du jour au lendemain, nous n'entendions plus beaucoup de plaintes, car cette personne, peu importe de qui il s'agissait, avait pris des décisions et les mesures qui s'imposaient.

Il y a ensuite le fait que nous insistons pour tout revérifier. Si un produit est vérifié et approuvé aux États-Unis, nous recommençons tout le processus lorsque le produit arrive au Canada. Je ne crois pas que nous devrions accepter les vérifications qui sont effectuées aux États-Unis ou dans tout autre pays sans nous poser de questions, mais nous devons trouver un moyen d'accélérer le processus.

S'agit-il d'un problème d'effectifs? Vous ne représentez pas le ministère ou l'agence, mais vous êtes victimes du travail qu'ils accomplissent ou qu'ils n'accomplissent pas. S'agit-il d'un problème lié au personnel? Je comprends que cela risque d'offenser ces gens.

M. Casey: Vous soulevez deux ou trois points importants. Il y a d'abord l'image de marque du Canada, dont vous parliez plus tôt. Un produit a franchi le processus brésilien en un an et le processus canadien en deux ans. J'irais jusqu'à dire qu'il faut peut-être plus de temps pour qu'un produit soit approuvé au Canada, mais il réussira probablement mieux dans le marché en raison de son approbation au Canada et de l'image de marque du pays. Il est important que nous maintenions cette expertise et cette image de marque.

Je ne sais pas s'il s'agit d'une personne ou d'un obstacle précis. Le fait est que la technologie est tellement récente et avancée. Il faut probablement parler d'une capacité générale du gouvernement. Ce sont les spécialistes d'un ministère qui relèvent tous ces grands défis. Nous avons besoin de scientifiques, de biologistes, de biochimistes, de gens très compétents. Bien sûr, le gouvernement rivalise avec l'industrie pour attirer les mêmes personnes, ce qui pose certains défis.

Y a-t-il un problème lié au personnel? C'est peut-être davantage un problème lié aux capacités et à l'étendue des activités dans nos ministères plutôt qu'à des gens en particulier.

Le sénateur Mercer: Depuis longtemps, Agriculture et Agroalimentaire Canada, grâce à ses stations de recherche partout au pays et à la ferme expérimentale, est un chef de file mondial à bien des égards. Nous avons inventé des choses qui sont maintenant courantes. Nous avons changé certaines façons de faire. En fait, il y a de nombreuses années, notre comité

Saskatchewan, who was on this committee, was world famous because of his innovations on the health of your earth.

Where does the change have to happen? Is it at the CFIA? Is it at Agriculture Canada? Where do you see the need for the change, or is it both?

Mr. Prouse: For us, senator, it's in the health portfolio broadly. It starts with accepting the fact that Health Canada also has an economic mandate. Right now, there's a thought that they purely have a health and safety mandate. The reality is that any innovations that come forward have to pass through regulatory bodies under the purview of Health Canada. Like it or not, Health Canada has an economic mandate. Health and safety must be number one; Canadians insist it's number one. We support that. However, there must be an acceptance and an embracing of the fact that they also have an economic mandate.

It's a cultural change. That's what's needed. It's not personnel. It's a cultural change at the agency. If they have clear political direction that there is an economic lens to be applied and that they have a mandate to encourage innovation and export, then that should be enough to cause it; for example, setting service standards. There ought to be a clear service standard on commercializing a new trade. At present it's very difficult to get that. That's what we're talking about. It's a cultural change and they need clear political direction in order to implement it.

Senator Mercer: The problem is the majority of Canadians don't care unless there's a problem. They care if there's a problem. They want a reasonable price and want to know that it's safe. All that stuff behind the scenes is extremely important. The world doesn't know how we're going to feed 9.7 billion people in 2050. How are we going to feed these people? Nobody is talking about this. All of the things that you're talking about and all of the changes that we can make are pieces of that puzzle which will allow us to produce a product that will last longer, be easier to ship, and produce more to feed a growing population around the world. Because, guess what? Hungry people are angry people. It's not going to be a nice world. I have two grandchildren who will be around in 2050. I want the place to be a little safer than I envisage now with a couple of billion hungry people in the world.

Maybe I'm testifying.

The Chair: I'm going to accept that as a comment rather than a question.

Senator Mercer: It seems that we'd better do something quickly.

sénatorial a changé la façon dont les gens traitent la terre. Un sénateur de la Saskatchewan, qui était membre de notre comité, était reconnu dans le monde en raison de ses innovations sur la santé de la terre.

Que faut-il changer? Est-ce qu'on doit apporter des changements à l'ACIA ou à Agriculture Canada? Où est-il nécessaire de changer des choses, selon vous? S'agit-il des deux?

M. Prouse: De notre côté, sénateur, il s'agit du portefeuille de la santé en général. Il faut d'abord accepter le fait que Santé Canada a aussi un mandat économique. À l'heure actuelle, on croit qu'il n'est responsable que de la santé et de la sécurité. Le fait est que toute innovation doit passer par le processus des organismes de réglementation qui relèvent de Santé Canada. Qu'on le veuille ou non, Santé Canada a un mandat économique. La santé et la sécurité doivent être la priorité; les Canadiens insistent là-dessus. Toutefois, on doit accepter le fait qu'il a également un mandat économique.

Il faut changer la culture. Il ne s'agit pas du personnel. Il doit y avoir un changement de culture. Si l'on adopte une politique claire indiquant qu'il faut considérer les choses sous un angle économique et que l'organisme a pour mandat de favoriser l'innovation et l'exportation, cela devrait suffire à provoquer le changement de culture; par exemple, établir des normes de service. Il devrait y avoir une norme de service claire sur la commercialisation d'un nouveau produit. À l'heure actuelle, c'est très difficile. Voilà ce dont nous parlons. Il s'agit d'un changement de culture et c'est par l'adoption d'une politique claire qu'il sera mis en œuvre.

Le sénateur Mercer : Le problème, c'est que la majorité des Canadiens ne s'en soucient pas à moins qu'il y ait un problème. Ils sont préoccupés s'il y a un problème. Ils veulent que le prix soit raisonnable et que le produit soit sûr. Tout ce qui est à l'arrière-scène est extrêmement important. Le monde ne sait pas comment nous allons arriver à nourrir 9,7 milliards de personnes en 2050. Comment allons-nous nourrir tous ces gens? Personne n'en parle. Tout ce dont vous parlez et tous les changements que nous apportons sont des pièces de ce casse-tête qui nous permettront de produire un produit qui durera plus longtemps, qui sera plus facile à expédier et qui produira davantage pour nourrir une population croissante. Parce que, vous savez quoi? Les gens affamés sont des gens en colère. Le monde ne sera pas beau. J'ai deux petits-enfants qui seront encore de ce monde en 2050. Je veux que le monde soit un peu plus sûr que ce que je prévois maintenant. Deux ou trois milliards de gens seront affamés.

Je suis peut-être en train de témoigner.

La présidente : Je vais accepter vos propos comme une observation plutôt que comme une question.

Le sénateur Mercer : Il semble qu'il vaudrait mieux que nous agissions rapidement.

[Translation]

Senator Dagenais: My thanks to our guests. My first question is for Mr. Prouse. On a few occasions, you mentioned new Canadian products where we were outperformed by American production. What have been the industrial and financial consequences for Canadian producers?

[English]

Mr. Prouse: The consequences that we see are, first of all, the investment isn't taking place in Canada. We want innovation in Canada. We want a knowledge-based economy here. When those products are commercialized first to the United States, that's where the research is taking place.

The other element of this is access to innovation for Canadian farmers. It's a point I wanted to make earlier. Canadian farmers are very fast at taking up new technology. They are one of the best in the world at that. When new seeds and new traits are available, Canadian farmers are very anxious to have them. However, when the research is taking place first in the United States, and when it's first commercialized in the United States, that means American farmers will be growing a crop two to three years ahead of their Canadian counterparts. That's what we are fighting against.

[Translation]

Senator Dagenais: I have a second question for Mr. Casey. Mr. Prouse, as you mentioned, it's an investment issue. In fact, the American tax system is much more favourable to investors right now. To what extent can we say that the Canadian tax system is responsible for the lack of investors?

[English]

Mr. Casey: What you're getting at is our competitiveness as a country in terms of attracting investors. It's not just that one area; it's a number of areas that we have to be competitive in. I think in many respects we are, but as I said earlier, the world is moving very quickly. To Senator Mercer's point, understanding the economic opportunity before us, this is a world going to 9 billion or 10 billion people, and we have to find ways to address those emerging challenges. For us, as a country, that is a huge economic opportunity, but we do need to find the investment money to do it.

So it's being as competitive as possible in a number of areas. It's not just our fiscal side of things, but certainly taxation. It is about how we treat immigration, because we don't have enough talent here on its own, and how we treat intellectual property. All

[Français]

Le sénateur Dagenais : Merci à nos invités. Ma première question s'adresse à M. Prouse. Vous avez fait référence à quelques reprises à de nouveaux produits canadiens où nous avons été devancés par la production américaine. Quelles ont été les conséquences industrielles et financières pour les producteurs canadiens?

[Traduction]

M. Prouse: D'après ce que nous observons, il en résulte qu'il n'y a pas d'investissements au Canada. Nous voulons voir de l'innovation au pays. Nous voulons une économie du savoir. Lorsque ces produits sont commercialisés aux États-Unis d'abord, c'est là que les recherches sont effectuées.

L'autre élément, c'est l'accès à l'innovation pour les agriculteurs canadiens. C'est un point que je voulais soulever plus tôt. Les agriculteurs canadiens sont très rapides lorsqu'il s'agit d'adopter une nouvelle technologie. Ils font partie des meilleurs au monde à ce chapitre. Lorsque de nouvelles semences et de nouveaux caractères sont disponibles, les agriculteurs canadiens ont très hâte de les avoir. Cependant, si les recherches ont lieu aux États-Unis d'abord et que les produits sont commercialisés aux États-Unis d'abord, cela signifie que les agriculteurs américains cultiveront un produit deux ou trois ans avant les agriculteurs canadiens. C'est contre cela que nous luttons.

[Français]

Le sénateur Dagenais : J'ai une deuxième question pour M. Casey. Vous l'avez mentionné, monsieur Prouse, c'est une question d'investissements. En fait, la fiscalité américaine est beaucoup plus favorable pour les investisseurs en ce moment. Dans quelle mesure peut-on dire que la fiscalité canadienne est responsable du manque d'investisseurs?

[Traduction]

M. Casey: Vous parlez de la compétitivité de notre pays pour ce qui est d'attirer des investisseurs. Il n'y a pas que ce volet; nous devons être compétitifs dans un certain nombre de volets. Je crois que nous le sommes à bien des égards, mais comme je l'ai déjà dit, le monde change très rapidement. Pour revenir au point qu'a soulevé le sénateur Mercer, concernant les possibilités économiques qui se présentent, il y aura 9 ou 10 milliards de personnes sur la Terre, et nous devons trouver un moyen de relever les défis qui s'annoncent. Il s'agit, pour notre pays, d'énormes possibilités économiques, mais nous devons attirer les investissements.

Il s'agit donc pour le Canada d'être le plus concurrentiel possible dans un certain nombre de volets. Il ne s'agit pas seulement de l'aspect financier, mais certainement de la fiscalité. Il y a la façon dont nous traitons l'immigration, car notre réserve of those are contributing factors. Our tax incentives, of course, are a big factor. We have the SR&ED tax credit and the IRAP programs out of the NRC. All of those are important contributors to an overall basket that makes it an attractive place for investors to be.

[Translation]

Senator Dagenais: Given that there is no carbon tax in the United States, but that there is one in several Canadian provinces, do you think this is not helping to attract investors because it makes Canada less competitive than our neighbours to the south?

[English]

Mr. Casey: Yes and no. Take my example of the Agrisoma company, who are developing a jet fuel for airplanes. When you have a carbon tax, that makes fossil fuel less competitive, so if airlines are looking for ways to reduce their carbon footprint from a corporate social responsibility standpoint, but also from an economic standpoint because they're going to get taxed on it, one of the ways to do that is through something like the Agrisoma technology.

So, yes, I agree that in some parts it may make us less competitive. But I think that in the biotechnology space, and the solutions that they're bringing, they're addressing just that: allowing companies to avoid the tax by providing them the technology to get their emissions down.

Senator Miville-Dechêne: I'm not as knowledgable as my colleagues on these topics, being a new senator on this committee.

We have often compared our situation to the U.S. Could we talk about Europe? If you compare our norms and our policies, as opposed to those of Europe, are we as backwards as we are with the U.S.? Obviously, the U.S. in general is a society where there are fewer rules, for the better or worse, depending on what we're talking about, such as health. We can discuss the importance of regulation. But if we stick to the CRISPR technology, what are they doing in Europe, and are they better than us? And if so, why?

Mr. Prouse: No. Ian can fill in the blank.

Mr. Affleck: There are two jurisdictions in the world we are definitely doing better than: Europe is one and China is the other.

Senator Miville-Dechêne: For different reasons?

Mr. Affleck: Both of those systems are broken for wildly different reasons in wildly different directions, but we are doing better than them, absolutely.

de talents n'est pas assez grande, et la façon dont nous traitons la propriété intellectuelle. Ce sont tous des facteurs. Bien entendu, nos incitatifs fiscaux constituent un grand facteur. Il y a le crédit d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental ainsi que les programmes du PARI du CNRC. Ce sont tous d'importants facteurs qui attirent les investisseurs.

[Français]

Le sénateur Dagenais: Étant donné qu'il n'y a pas de taxe sur le carbone aux États-Unis, mais qu'il y en a une dans plusieurs provinces du Canada, croyez-vous que cela ne contribue pas à attirer les investisseurs puisque ce facteur rend le Canada moins compétitif vis-à-vis de nos voisins du Sud?

[Traduction]

M. Casey: Oui et non. Prenez l'exemple de l'entreprise Agrisoma, qui est en train de créer un carburéacteur pour les avions. L'imposition d'une taxe sur le carbone rend les combustibles fossiles moins concurrentiels, de sorte que si les transporteurs cherchent des moyens de réduire leur empreinte carbone sur le plan de la responsabilité sociale des entreprises, mais aussi d'un point de vue économique parce qu'ils devront payer une taxe, l'un des moyens de le faire, c'est en adoptant une technologie comme celle d'Agrisoma.

Alors, en effet, je conviens que, à certains égards, cela rend le Canada moins compétitif. Or, je crois que le domaine de la biotechnologie et les solutions qu'il propose interviennent làdessus : permettre aux entreprises d'éviter de payer la taxe en leur fournissant la technologie qui réduira leurs émissions.

La sénatrice Miville-Dechêne: Puisque je suis membre du comité depuis peu, je ne m'y connais pas autant que mes collègues sur ces sujets.

Nous comparons souvent notre situation à celle des États-Unis. Pourrions-nous parler de l'Europe? Accusons-nous autant de retard par rapport à l'Europe que par rapport aux États-Unis sur le plan des normes et des politiques? Évidemment, aux États-Unis, il y a moins de règles qu'ici, pour le meilleur et pour le pire, selon de quoi nous parlons, comme la santé. Nous pouvons discuter de l'importance de la réglementation. Or, si nous nous en tenons à la technologie CRISPR, est-ce que l'Europe fait mieux que nous? Si c'est le cas, pourquoi?

M. Prouse: Non. Ian peut vous expliquer pourquoi.

M. Affleck: Nous faisons assurément mieux que deux endroits dans le monde : l'Europe et la Chine.

La sénatrice Miville-Dechêne : Pour différentes raisons?

M. Affleck: Les deux systèmes laissent à désirer pour des raisons grandement différentes, mais il est sûr que nous nous en tirons mieux qu'elles.

The European situation is they are even more opaque with how they are going to manage these new technologies. They have a Court of Justice decision that's very burdensome on these technologies and they haven't made policy behind those decisions. That policy won't come for another year-and-a-half. In the meantime, the research is just not happening.

However, the opportunity is that there's an estimated \$20 billion of research exiting the European Union right now because of that ambiguity and it's looking for a home. In Australia, there is clear policy guidance and policy statements on how to handle it — not as clear as in the U.S., but very clear.

I think what's important is Canada might have a unique approach in how it chooses to regulate or not regulate. The clarity of that approach is extremely important because even if one jurisdiction is slightly more expensive, let's call it, because of regulation, if you can pencil in exactly what that number is and you have a service standard and know when your product will get approved, then you can plan and calculate for it. You can budget for that and get that stamp of approval that Andrew was talking about in the value of the Canadian brand. So we don't have to be harmonized with the U.S., but we must be clear and continue to be better than Europe.

Mr. Prouse: In blunt terms, there's an irrational allergy to biotechnology in the European Union, in our view. That makes Canadian exports very challenging. But to Ian's point, there's a tremendous opportunity right now to make Canada an attractive place for investment for biotech going forward.

That's why we want to seize that opportunity, because the Europeans are not seizing it and are unlikely to do so any time soon. We have the ability to go get some of those investment dollars that are leaving Europe in the biotech space, but we have to act.

Senator Bernard: My apologies for being late. I missed one presentation and arrived in the middle of another.

You may have already talked about this, but I think in some responses to my colleagues' questions, the issue of labour shortage came up. How does a labour shortage impact your industry, your sectors, and is the sector relying on temporary foreign workers in any way to address a labour shortage, if there is one?

Mr. Casey: Yes, there are two key components for our member companies. One is the investment dollar, and we've talked a lot about that. One of the trends we've seen over the

En Europe, la façon de gérer ces nouvelles technologies est encore plus obscure. Une décision très contraignante a été rendue par la Cour de justice concernant ces technologies et les Européens n'ont pas adopté de politique en conséquence. Ils ne le feront pas avant un an et demi. Pendant ce temps, il n'y a pas de recherches.

Cependant, l'occasion qui se présente, c'est qu'on estime que l'équivalent de 20 milliards de dollars en recherche quitte l'Union européenne à l'heure actuelle en raison de cette ambiguïté et se cherche un foyer. En Australie, il y a des orientations stratégiques et des énoncés de principe clairs sur la façon de faire à cet égard — ils ne sont pas aussi clairs que ceux des États-Unis, mais ils sont très clairs.

Je crois que l'important, c'est que le Canada pourrait avoir une approche unique quant à sa décision de réglementer ou non. Il est extrêmement important que cette approche soit claire, car même si un pays coûte légèrement plus cher, disons, en raison de la réglementation, si l'on peut inscrire le montant exact et qu'il y a une norme de service et qu'on sait quand le produit sera approuvé, alors on peut faire la planification et les calculs en conséquence. On peut le prévoir dans le budget et obtenir l'approbation dont Andrew parlait concernant la valeur de l'image de marque du Canada. Nous n'avons donc pas à harmoniser notre approche avec celle des États-Unis, mais elle doit être claire et nous devons continuer à faire mieux que l'Europe.

M. Prouse: Je ne mâcherai pas mes mots. À notre avis, l'Union européenne est allergique à la biotechnologie de façon irrationnelle. Cela complique beaucoup les choses pour les exportations canadiennes. Or, concernant le point qu'a soulevé Ian, une merveilleuse occasion se présente pour faire du Canada un endroit attirant pour les investissements en biotechnologie.

Voilà pourquoi nous voulons saisir cette occasion, car les Européens ne le font pas et ils ne le feront probablement pas de si tôt. Nous avons la capacité d'attirer les investissements dans le domaine de la biotechnologie qui quittent l'Europe, mais nous devons agir.

La sénatrice Bernard : Je suis désolée d'être arrivée en retard. J'ai manqué un exposé et je suis arrivée au beau milieu d'un autre exposé.

Vous en avez peut-être déjà parlé, mais je crois que dans certaines réponses qui ont été fournies à mes collègues, la question de la pénurie de main-d'œuvre a été soulevée. Dans quelle mesure une pénurie de main-d'œuvre a des répercussions sur votre industrie, sur vos secteurs, et est-ce que le secteur a recours à des travailleurs étrangers temporaires s'il y a une pénurie?

M. Casey: Oui, il y a deux éléments clés pour nos membres. Il y a d'abord les investissements, et nous en avons beaucoup parlé. L'une des tendances que nous avons observée au fil des

years, which I find encouraging, is that companies are growing. They have great science, the investors are coming and they are ready to really ramp up and become commercial. One of the hurdles still in their way is access to talent, or the availability of talent, which may be a better way of putting that.

Again, like investment, we are competing against the world for the same talent. You're talking about scientists with great educational backgrounds. Canada has a lot of that expertise, but even Canadian students graduating from our universities are not necessarily going to stay in Canada. If the dollar is more attractive to go down to the States or Europe or Brazil, they're going to go where the money is, especially if they're young. So just like we're trying to attract investment, we have to be as competitive as possible in terms of attracting talent.

I'm not sure the temporary foreign worker concept applies as much to our sector. That tends to be a short-term solution and doesn't usually provide the type of talent you need with the educational expertise and scientific background.

We have to look at something that's a bit further reaching. I'm pleased to see that the Economic Strategy Tables recognize the need to attract talent as an important objective for moving the industry forward. I think that is fundamental for Canada if we're going to do this successfully.

The Chair: I would like to thank our panel for being here this evening. Senators, we have a second panel that will be coming on in a few minutes, and then I want to have an in-camera session afterwards, the one that we talked about the week before last that we would have this week.

So, panel, thank you very much. Your presentations were concise and you answered the questions as presented to you. We really appreciate that. It was great to have you here.

On behalf of the committee, I welcome our new panellists for our second panel of the evening. We have with us, from the Dairy Processors Association of Canada, Mr. Mathieu Frigon, President and Chief Executive Officer; and Mr. Dominique Benoit, Member of the Board of Directors.

I thought we had a third person, but we don't.

Thank you for accepting our invitation to appear before our committee. I'll call upon you now to make your presentation, and then we'll move on with questions from the senators.

ans, et que je trouve encourageante, c'est que les entreprises connaissent une croissance. Elles sont excellentes du point de vue scientifique, les investisseurs viennent et elles sont prêtes à accroître leurs activités et à passer à la commercialisation. L'un des obstacles auxquels elles se heurtent toujours, c'est l'accès aux talents, ou la disponibilité des talents, pour le dire d'une meilleure façon.

Encore une fois, comme pour les investissements, nous rivalisons avec le reste du monde pour les mêmes talents. On parle de scientifiques qui ont une excellente formation. Le Canada a une bonne partie de cette expertise, mais même les étudiants canadiens qui obtiennent un diplôme dans nos universités ne resteront pas nécessairement au Canada. S'il y a plus d'argent à faire aux États-Unis, en Europe ou au Brésil, ils iront là où l'argent se trouve, surtout s'ils sont jeunes. Donc, tout comme nous essayons d'attirer des investissements, nous devons être les plus compétitifs possible pour attirer des gens de talent.

Je ne sais pas si le concept de travailleur étranger temporaire s'applique autant à notre secteur. Il s'agit généralement d'une solution à court terme qui n'offre pas le type de ressources ayant les compétences et les connaissances scientifiques qu'il faut.

Nous devons aller plus loin. Je suis ravi de voir que les Tables de stratégies économiques reconnaissent la nécessité d'attirer des talents comme un objectif important pour faire avancer l'industrie. Je crois que c'est fondamental pour le Canada si nous voulons réussir.

La présidente : Je veux remercier les témoins d'avoir été présents ce soir. Mesdames et messieurs les sénateurs, un deuxième groupe de témoins comparaîtra devant nous dans quelques minutes. Par la suite, j'aimerais que nous poursuivions la séance à huis clos, comme nous en avions discuté il y a deux semaines.

Je remercie beaucoup les témoins. Vos exposés étaient concis et vous avez répondu aux questions. Nous vous en remercions. Nous sommes heureux que vous ayez comparu devant le comité.

Au nom des membres du comité, je souhaite la bienvenue à notre deuxième groupe de témoins. Nous accueillons des représentants de l'Association des transformateurs laitiers du Canada: le président et chef de la direction, M. Mathieu Frigon, et un des membres du conseil d'administration, M. Dominique Benoit.

Je croyais qu'il y avait une troisième personne, mais ce n'est pas le cas.

Je vous remercie d'avoir accepté notre invitation à comparaître. Je vous demande maintenant de présenter votre exposé. Les sénateurs vous poseront des questions par la suite.

[Translation]

Dominique Benoit, Member of the Board of Directors, Dairy Processors Association of Canada: Good evening, Madam Chair. On behalf of the Dairy Processors Association of Canada, I would like to thank you for the invitation to appear today to discuss the ways in which the value-added food sector can be more competitive. My name is Dominique Benoit, I am Treasurer and Member of the Board of Directors of the Dairy Processors Association of Canada and Senior Vice-President of Institutional Affairs and Communications with Agropur Dairy Cooperative. With me is the President and CEO of the Dairy Processors Association of Canada, Mathieu Frigon.

We will provide an overview of Canada's dairy processing industry and the recent challenges which have arisen, and are keeping it from reaching its true potential. I will give the floor to Mr. Frigon.

[English]

Mathieu Frigon, President and Chief Executive Officer, Dairy Processors Association of Canada: I'll make my remarks in English.

Dairy processing contributes more than \$18 billion to Canada's national economy annually and is one of the largest food processing industries in Canada, second only to meat processing in terms of annual shipments. Dairy processors directly employ 24,000 Canadians in 471 facilities across the country, with an aggregate payroll of \$1.2 billion.

We're proud of our roots in rural Canada. Dairy processing facilities are major employers in rural communities and support the production of Canada's 11,000 dairy farms.

Canada's dairy processing industry has seen a steady growth of its real gross domestic product in the last five years. It has grown by 12.7 per cent since 2013, while the broader manufacturing industry has seen its GDP contributions increase by 8.6 per cent over the same period.

This has had a trickle-down impact throughout the broader dairy sector. Dairy processors have increased their purchase of Canadian milk by more than 1.2 billion litres in the last five years. This is a 15 per cent increase over a five-year period, which has had considerable benefits for Canada's dairy farmers.

[Français]

Dominique Benoit, membre du conseil d'administration, Association des transformateurs laitiers Canada: Bonsoir, madame la présidente. Au nom de l'Association des transformateurs laitiers du Canada, j'aimerais vous remercier de nous avoir invités à comparaître ce soir pour discuter de la manière dont le secteur des aliments à valeur ajoutée peut être plus compétitif. Je m'appelle Dominique Benoit, je suis trésorier et membre de l'exécutif au conseil d'administration de l'Association des transformateurs laitiers du Canada. Je suis également vice-président principal, Affaires institutionnelles et communications, chez Agropur Coopérative laitière. Mathieu Frigon, qui m'accompagne, est président et chef de la direction de l'Association de transformateurs laitiers du Canada.

Nous allons vous donner un aperçu de l'industrie laitière canadienne, de la transformation et des défis récents qui ont surgi et qui l'empêchent de réaliser son plein potentiel. Je vais laisser la parole à M. Frigon.

[Traduction]

Mathieu Frigon, président et chef de la direction, Association des transformateurs laitiers du Canada : Je vais faire mon exposé en anglais.

La contribution annuelle du secteur de la transformation laitière à l'économie nationale canadienne s'élève à 18 milliards de dollars, ce qui place l'industrie au deuxième rang des plus importantes industries de transformation des aliments au Canada, juste derrière la viande sur le plan des livraisons annuelles. Les transformateurs laitiers emploient directement 24 000 Canadiens dans 471 usines à travers le pays, ce qui représente une masse salariale annuelle de 1,2 milliard de dollars.

Nous sommes fiers de nos racines dans le Canada rural. Les usines de transformation laitière sont d'importants employeurs dans les collectivités rurales et soutiennent la production des 11 000 fermes laitières du Canada.

L'industrie de la transformation laitière au Canada a connu une croissance régulière de son produit intérieur brut réel au cours des cinq dernières années. Il a augmenté de 12,7 p. 100 depuis 2013, alors que l'ensemble du secteur manufacturier a vu ses contributions au PIB augmenter de 8,6 p. 100 au cours de la même période.

Cela a eu des répercussions sur l'ensemble du secteur laitier. Les transformateurs laitiers ont augmenté leurs achats de lait canadien de plus de 1,2 milliard de litres au cours des cinq dernières années. C'est une augmentation de 15 p. 100 sur cinq ans, ce qui a eu des avantages considérables pour les producteurs laitiers du Canada.

You might be wondering why the sudden surge in growth.

First, Canadians' renewed taste for wholesome dairy products such as cream, butter and cheese has, undoubtedly, been an important factor. This growth has also been fuelled by the \$7.5 billion invested by dairy processors in their businesses over the past decade.

All those investments have had an impact on productivity; dairy has been a stalwart sector in terms of labour productivity in the manufacturing sector. Labour productivity increased by 38 per cent from 2012 to 2017, compared to 31 per cent for food manufacturing as a whole and only 8 per cent for the entire Canadian manufacturing sector. Total compensation per hour worked in dairy manufacturing is \$45 per hour, which is 35 per cent higher than in food manufacturing as a whole and 22 per cent higher than in the manufacturing sector. Consumers have benefited from the important productivity gains in the dairy processing industry. Retail prices of dairy products have decreased by 1.7 per cent over the last five years, which compares to an increase of 7.9 per cent for the retail price of all food items and an overall inflation rate of 7.1 per cent in the economy over the same period.

Dairy processors have been motivated to move the industry, and Canada, forward. However, a number of recent government actions have the potential to unravel progress the dairy processing industry has made in recent years. This makes us question whether or not the government shares our belief that a strong dairy sector is good for Canada.

A number of issues have the potential to seriously undermine the competitiveness of the dairy processing industry. I will let my colleague go through each of these to provide you with greater detail of the implications of government action.

[Translation]

Mr. Benoit: As you know, the United States-Mexico-Canada Agreement, the USMCA, will give the United States an additional 4 per cent access to Canada's domestic dairy market over the next six years. This in itself will be harmful, but equally harmful will be the impact that concessions made with regard to domestic dairy policies, notably export levies and pricing. What Canada has agreed to will impact its sovereignty to set domestic dairy policy. It will have a significant impact on Canadian dairy processors, and will potentially jeopardize past and planned investments.

Vous vous demandez peut-être ce qui motive cette croissance soudaine.

Tout d'abord, le goût renouvelé des Canadiens pour les produits laitiers sains, comme la crème, le beurre et le fromage, a été un facteur important, mais cette croissance a aussi été stimulée par les 7,5 milliards de dollars que les transformateurs de produits laitiers ont investis dans leurs activités au cours des 10 dernières années.

Tous ces investissements ont eu un impact sur la productivité. Dans le secteur manufacturier, le secteur des produits laitiers a été un secteur vigoureux sur le plan de la productivité du travail. Cette productivité a augmenté de 38 p. 100 entre 2012 et 2017, comparativement à 31 p. 100 pour l'ensemble du secteur de la fabrication des aliments et seulement 8 p. 100 pour l'ensemble du secteur manufacturier canadien. La rémunération totale par heure travaillée dans la fabrication des produits laitiers est de 45 \$ 1'heure. Ce chiffre est supérieur de 35 p. 100 à celui de l'ensemble du secteur alimentaire et de 22 p. 100 à celui de l'ensemble du secteur manufacturier. Les consommateurs ont bénéficié des gains de productivité importants enregistrés dans l'industrie de la transformation laitière. Les prix de détail des produits laitiers ont diminué de 1,7 p. 100 au cours des cinq dernières années, alors que les prix de détail des produits alimentaires ont augmenté de 7,9 p. 100, avec un taux d'inflation global de 7,1 p. 100 dans l'économie.

Les transformateurs laitiers ont été motivés à faire progresser l'industrie et le Canada. Toutefois, un certain nombre de mesures prises récemment par le gouvernement pourraient compromettre les progrès réalisés par l'industrie de la transformation laitière ces dernières années. Cela nous amène à nous demander si le gouvernement partage notre conviction voulant qu'un secteur laitier fort soit bon pour le Canada.

Divers enjeux pourraient miner gravement la compétitivité de l'industrie de la transformation laitière. Je vais laisser mon collègue examiner chacun de ces enjeux en détail pour mieux vous faire connaître les répercussions des mesures prises par le gouvernement.

[Français]

M. Benoit: Comme vous le savez, l'Accord États—Unis—Mexique—Canada (AEUMC) donnera aux États-Unis 4 p. 100 d'accès de plus au marché canadien des produits laitiers, au cours des six prochaines années. Cela, en soi, est préjudiciable et s'ajoute aux conséquences des concessions relatives aux politiques laitières nationales, notamment les retenues à l'exportation et les prix, qui seront tout aussi préjudiciables. Ce que le Canada a accepté aura une incidence sur sa souveraineté en ce qui concerne l'établissement de sa politique laitière. Cela aura un impact important sur les transformateurs laitiers canadiens et pourrait probablement mettre en péril leurs investissements antérieurs et ceux qui sont prévus.

However, you cannot view the impacts of the USMCA in isolation. They must be considered within the context of broader Canadian trade policy and alongside the market access concessions made via both CETA and CPTPP which allow more than 4 per cent access to the cheese market and 3.25 per cent access to the overall dairy market, respectively. The Dairy Processors Association of Canada estimates that the combined losses from CETA, CPTPP and USMCA market access commitments will be more than \$2 billion over the course of implementation. The Dairy Processors Association of Canada has been firm in its belief that the outcomes of any trade agreements must contribute to the continued growth of the dairy sector. This includes both its dairy processors and dairy farmers. However, what Canada has agreed to with CETA, CPTPP and USMCA provides no opportunities for its domestic dairy sector.

There is an incongruence between the government's public statements of "support for the dairy sector and supply management" and constantly using the domestic dairy sector as a bargaining chip in trade negotiations.

What Canada has agreed to in these agreements will curb innovation, stunt market growth, and create additional losses for dairy processors who have made very substantial investments in recent years to improve Canada's domestic processing capacity. Thus, there is an urgent need for the government to develop, in partnership with dairy farmers and processors, a long-term vision for the dairy sector. We need to clearly define Canada's goals and set an action plan to move forward.

While we are not happy with the outcomes of any of these deals — to say the least — we can understand that the dynamics of trade agreements are such that governments must work with partners and cannot solely dictate the outcome of negotiations. However, we are concerned by a number of recent decisions which have the potential to further hinder dairy market growth, where the government has been the sole decision-maker, and has, so to speak, both hands on the wheel.

The first of these harmful government decisions is the allocation of the tariff-rate quota associated with market access under trade agreements. Tariff-rate quota are the licences that allow the importation of products into Canada duty-free. The Dairy Processors Association of Canada has been adamant that these tariff-rate quota should be considered a key component of any compensation for dairy processors' losses resulting from trade agreements.

Cela dit, vous ne pouvez pas examiner les impacts de l'AEUMC de manière isolée. Ils doivent l'être dans le contexte de la politique commerciale canadienne plus large et parallèlement aux concessions d'accès au marché accordées dans le cadre de l'AECG et du PTPGP, qui vont permettre respectivement plus de 4 p. 100 d'accès au marché des fromages, et 3,25 p. 100 au marché global des produits laitiers. Notre association estime que les pertes découlant des engagements d'accès en vertu de ces trois accords s'élèveront à plus de 2 milliards de dollars au cours de leur mise en œuvre. L'Association des transformateurs laitiers du Canada a affirmé sa conviction que les résultats de tout accord commercial doivent contribuer à la croissance continue du secteur des produits laitiers. Cela comprend, à la fois, les transformateurs et les producteurs. Toutefois, ce dont le Canada a convenu avec l'AECG, le PTPGP et l'AEUMC n'offre pas d'occasions avantageuses à son secteur laitier national.

Il y a une contradiction entre les déclarations publiques du gouvernement quant à son « appui au secteur laitier et à la gestion de l'offre », et l'utilisation constante du secteur laitier national comme monnaie d'échange dans les négociations commerciales.

Ce dont le Canada a convenu dans ces accords freinera l'innovation, ralentira la croissance du marché et créera des pertes supplémentaires pour les transformateurs laitiers qui ont réalisé des investissements très importants au cours des dernières années afin d'améliorer leur capacité de transformer le lait au Canada. Il est donc urgent que le gouvernement élabore, en partenariat avec l'industrie, une vision à long terme du secteur des produits laitiers. Nous devons définir clairement les objectifs du Canada et établir un plan d'action pour aller de l'avant.

Bien que nous ne soyons pas satisfaits des résultats de ces accords — et c'est le moins que l'on puisse dire —, nous pouvons comprendre que la dynamique des accords commerciaux est telle que les gouvernements doivent travailler avec des partenaires et ne peuvent pas uniquement dicter le résultat des négociations. Cependant, nous sommes préoccupés par un certain nombre de décisions récentes susceptibles de freiner davantage la croissance de notre secteur où le gouvernement est le seul décideur et a, pour ainsi dire, les deux mains sur le volant.

La première des décisions néfastes du gouvernement concerne l'attribution des quotas d'importation, ou les contingents tarifaires, associés à l'accès au marché dans le cadre des accords commerciaux. Les contingents tarifaires sont les licences qui permettent l'importation de produits au Canada en franchise de droits de douane. L'Association des transformateurs laitiers a insisté pour que ces contingents tarifaires soient considérés comme un élément clé de toute compensation pour les pertes subies par les transformateurs laitiers découlant d'accords commerciaux.

The government decision to allocate CETA dairy tariff-rate quota to other stakeholders has undermined the business models of dairy processors and deterred future investments in manufacturing capacity.

As Canada continues to expand trade, this will continue to be an issue. It is an issue right now with CPTPP and we suspect that it will be an issue again with the USMCA. The federal government cannot continue to compensate industries that are not negatively impacted by these trade deals and unfairly treat a key industry — Canada's dairy processors — that has helped strengthen and grow Canada's domestic dairy market over the last 10 years.

Thus, our association asks the government to learn from this mistake and allocate all tariff-rate quota associated within CPTPP to dairy processors. Our members have the expertise to import a wide variety of dairy products in a way that won't upset Canada's domestic dairy market and bring benefit from everyone from the farmer to the consumer.

I will let Mr. Frigon continue his presentation.

[English]

Mr. Frigon: Beyond trade agreements, dairy processors have been dealing with the potential implications of proposed government regulations on front-of-package labelling which, if implemented, may require 90 per cent of dairy products to carry a health warning label. DPAC is of the view that the proposed front-of-package labels are an oversimplification of what makes a product healthy. They will not help Canadians make informed choices for themselves and their families and can have serious unintended consequences.

What are these unintended consequences? Nutrient-dense products like dairy will be vilified while empty-calorie snack foods will be given the green light. For example, cheese will be required to carry a warning label while a bag of smoky bacon or jalapeno and cheddar chips will not. A container of 2 per cent calcium-enriched milk beverages will be required to carry a warning label while diet cola, sugar-free energy drinks and beer will not have to carry such labels. As another example, straight sugar and salt would be exempted while butter and cream will be required to carry a warning label.

It is anticipated that dairy products will account for 50 per cent of all products that will be required to carry a front-of-package health warning. The proposed regulations will harm the dairy processing industry more than any other food-processing industry. Further, it will not improve the health of Canadians,

Or, la décision du gouvernement d'attribuer les quotas d'importation des produits laitiers en vertu de l'AECG à d'autres parties prenantes a sapé les modèles commerciaux des transformateurs laitiers et découragé les investissements futurs dans les capacités de fabrication.

Tant que le Canada continuera de développer ses échanges commerciaux, cela continuera à poser un problème. C'est un problème, en ce moment, avec le PTPGP et nous soupçonnons que ce sera encore le cas avec l'AEUMC. Le gouvernement fédéral ne peut continuer à compenser des industries qui ne sont pas touchées négativement par ces accords commerciaux et à traiter injustement une industrie clé, la transformation laitière, qui a contribué à renforcer et à développer le marché national des produits laitiers au cours des 10 dernières années.

Ainsi, notre association demande au gouvernement de tirer des leçons de cette erreur et d'attribuer aux transformateurs laitiers l'ensemble des quotas d'importation issus du PTPGP. Nos membres possèdent l'expertise nécessaire pour importer une grande variété de produits laitiers d'une manière qui ne perturbe pas le marché canadien et qui profite à tout le monde, du producteur au consommateur.

Je vais laisser M. Frigon poursuivre son exposé.

[Traduction]

M. Frigon: Au-delà des accords commerciaux, les transformateurs laitiers ont été confrontés aux répercussions possibles du projet de réglementation gouvernementale sur l'étiquetage sur le devant des emballages, qui, si elle est appliquée, pourrait exiger que 90 p. 100 des produits laitiers portent une étiquette de mise en garde. L'Association des transformateurs laitiers du Canada est d'avis que les étiquettes proposées sur le devant des emballages simplifient à l'excès ce qui rend un produit sain. Elles n'aideront pas les Canadiens à faire des choix éclairés pour eux-mêmes et leur famille et pourraient avoir de graves conséquences inattendues.

Quelles sont ces conséquences inattendues? Les produits riches en nutriments, comme les produits laitiers, seront vilipendés, tandis que les grignotines à calories vides auront le feu vert. Par exemple, le fromage devra porter une étiquette de mise en garde, alors qu'un sac de chips à saveur de « bacon fumé » ou de « jalapeño et cheddar » n'y sera pas contraint. Un contenant de boisson lactée enrichie de calcium à 2 p. 100 devra porter une étiquette de mise en garde, mais pas un cola diète, une boisson énergisante sans sucre ou une bière. Voici un autre exemple : le sucre brut et le sel seront exemptés, alors que le beurre et la crème devront porter une étiquette de mise en garde.

Il est prévu que les produits laitiers représenteront 50 p. 100 de tous les produits qui devront porter des étiquettes nutritionnelles sur le devant des emballages. La réglementation proposée nuira à l'industrie de la transformation laitière plus qu'à toute autre industrie de transformation des aliments. De plus, cela

which is, and should be, the overarching objective of the Canadian government's Healthy Eating Strategy.

DPAC wholeheartedly agrees with that objective, but the regulations for front-of-package labelling, as currently proposed by the government, will not help achieve this objective. Rather, it may do the opposite.

I'll let my colleague Dominique Benoit conclude our presentation.

[Translation]

Mr. Benoit: As I stated earlier, dairy processors have been motivated to see our industry grow. As an industry, we have invested a great deal to spur significant growth over the past decade and would like to see the industry continue along this path. The dairy processing industry has been everything a government would typically wish for in the last five years: GDP growth, productivity growth, and much higher paying jobs than in other manufacturing sectors.

However, we need the government to understand that its recent actions have created instability in the business environment. It is important for the government to now evaluate what actions can be taken to create the stability and predictability that is required to encourage further investment and growth. More immediately this includes: the allocation of all available CPTPP dairy tariff-rate quota to dairy processors, not retailers and brokers; the review of CETA cheese tariff-rate quota currently held by retailers and brokers and reallocation to dairy processors; the postponement of proposed front-of-package labelling regulations to allow for further review of the evidence used to support their implementation.

Finally, there is an urgent need for the government to develop, in partnership with industry, a long-term vision for the sector, which includes clearly defined goals and action plans. Only through such a visioning exercise could dairy processors and producers finally envision the future with renewed confidence and enthusiasm.

I thank you for your time and we welcome any questions you may have.

[English]

The Chair: That will give us a lot to chew on. Great presentations.

n'améliorera pas la santé des Canadiens, ce qui est et devrait être l'objectif global de la Stratégie en matière de saine alimentation du gouvernement canadien.

L'ATLC souscrit sans réserve à cet objectif, mais la réglementation sur l'étiquetage sur le devant des emballages, telle que proposée actuellement par le gouvernement, ne contribuera pas à atteindre cet objectif. En réalité, elle aura l'effet inverse.

Je vais laisser mon collègue, Dominique Benoit, conclure notre exposé.

[Français]

M. Benoit: Comme je l'ai dit plus tôt, les transformateurs laitiers ont été motivés à voir notre industrie se développer et croître. En tant qu'industrie, nous avons beaucoup investi pour stimuler une croissance significative au cours de la dernière décennie et nous aimerions la voir continuer sur cette voie. Ces cinq dernières années, l'industrie de la transformation laitière a répondu à tout ce qu'un gouvernement peut souhaiter normalement : la croissance du PIB et de la productivité, ainsi que beaucoup plus d'emplois mieux rémunérés que dans tout autre secteur manufacturier.

Cela dit, il faut que le gouvernement comprenne que ses actions récentes ont créé une instabilité dans notre environnement commercial. Il est important que le gouvernement détermine maintenant quelles mesures peuvent être prises pour assurer la stabilité et la prévisibilité nécessaires pour encourager les investissements et la croissance. Dans l'immédiat, cela comprend l'attribution de tous les quotas d'importation dans le cadre du PTPGP aux transformateurs laitiers, la révision des contingents tarifaires de l'AECG sur les fromages pour les réaffecter aux transformateurs laitiers, et le report de la réglementation proposée en matière d'étiquetage sur le devant des emballages afin de permettre un examen plus approfondi des preuves utilisées pour étayer sa mise en œuvre.

Enfin, il est urgent que le gouvernement élabore avec l'industrie une vision à long terme assortie d'objectifs et d'un plan d'action clairement définis. Ce n'est que par un tel exercice de vision que les transformateurs et les producteurs pourront envisager l'avenir avec une confiance et un enthousiasme renouvelés.

Je vous remercie de votre temps et nous sommes disposés à répondre à vos questions.

[Traduction]

La présidente : Cela nous donne beaucoup à réfléchir. Excellents exposés.

[Translation]

Senator Maltais: Gentlemen, thank you for your excellent presentation. It is very clear. You have put a lot of effort into preparing this brief, which reflects the reality of dairy producers right now. When you say that the various treaties will result in a loss of \$2 billion out of \$18 billion, that is a significant dollar amount. This jeopardizes many agricultural organizations.

Since the signing of the United States-Mexico-Canada Agreement, there has been a craze in the press for promoting American products. To my knowledge, Canada is one of the best dairy producers in the world. Many people in the world, especially in Europe, have told us this. We are getting American products that Canadians are not familiar with. As for the advertising that goes with this, it is a big challenge, but we have to convince consumers. Let me give you the example of Fairlife that you can see on television and in some stores. Fairlife is apparently the eighth wonder of the world. Consumers need to know about this product, where it comes from, how it is made, and its effects on consumers.

Finally, I don't think the compensation system in other countries is entirely honest. They say that the best income for U.S. farmers is in the mailbox, where the government cheques come. We do not have that in Canada. Is that right, Senator Mercer? This information comes from Senator Mercer. I can quote Victor Hugo, but I can also quote Senator Mercer from time to time.

That type of compensation is becoming a major problem for you. How can the federal and provincial governments work with you to avoid this imbalance between farmers and dairy producers? How can we provide compensation and keep our dairy production healthy?

Mr. Benoit: Thank you for this multi-pronged question. You have put your finger on an important issue. You mentioned Fairlife. The government seems to be obsessed with foreign investment. In this case, it offered import permits to this company, which now has a significant competitive advantage in bringing its product to market because the government wanted to attract investment.

As mentioned in the presentation, Canadian companies invest heavily, with little or no support in most cases. This is a reality that we denounce. Canadian companies that invest here in Canada create jobs here in Canada. Once again, the government, obsessed with attracting foreign investment, is prepared to do much more to attract that investment than to support Canadian companies. We are very concerned about that.

[Français]

Le sénateur Maltais: Merci, messieurs, de votre excellente présentation. Elle est très claire. Vous avez mis beaucoup d'effort pour la rédaction de ce mémoire, qui reflète la réalité que vivent les producteurs laitiers à l'heure actuelle. Lorsque vous dites que les différents traités vont engendrer une perte de 2 milliards de dollars sur 18 milliards, c'est un facteur important de dollars. Cela met en péril bien des organisations agricoles.

Depuis la signature de l'Accord États-Unis—Mexique—Canada, il y a un engouement de la presse pour faire valoir les produits américains. À ma connaissance, le Canada est parmi les meilleurs producteurs laitiers au monde. Beaucoup de gens dans le monde nous l'ont dit, particulièrement en Europe. On nous arrive avec des produits américains que les Canadiens ne connaissent pas. Quant à la publicité autour de cela, c'est un gros défi, mais il faut convaincre le consommateur. Je vous donne l'exemple de Fairlife que l'on peut voir à la télévision et dans certains magasins. Après les pyramides d'Égypte, c'est Fairlife qui arrive! Les consommateurs doivent connaître ce produit, d'où il vient, comment il est fait, et ses effets sur celui qui le consomme.

Finalement, le système de compensation des autres pays, à mes yeux, n'est pas tout à fait honnête. On dit qu'aux États-Unis, le meilleur revenu des agriculteurs provient de la boîte aux lettres, où se trouvent les chèques du gouvernement. Nous n'avons pas cela au Canada. C'est bien cela, sénateur Mercer? Cette information vient du sénateur Mercer. Je peux citer Victor Hugo, mais je peux aussi citer le sénateur Mercer de temps en temps!

Cette forme de compensation devient un problème majeur pour vous. Comment les gouvernements fédéral et provinciaux peuvent-ils travailler avec vous pour éviter cette disproportion envers les agriculteurs et les producteurs laitiers? Comment faire pour compenser cela et pour garder notre production laitière en bonne santé?

M. Benoit: Merci pour cette question à plusieurs volets. Vous avez mis le doigt sur un enjeu important. Vous avez mentionné le cas de Fairlife. Le gouvernement semble être obnubilé par l'investissement étranger. Dans ce cas-ci, il a offert des licences d'importation à cette entreprise, qui a maintenant un important avantage concurrentiel pour mettre son produit sur le marché parce que le gouvernement voulait attirer un investissement.

Comme nous l'avons mentionné lors de la présentation, les entreprises canadiennes investissent massivement, et ce, très souvent, avec très peu ou aucun appui. C'est une réalité que nous dénonçons. Les entreprises canadiennes qui investissent ici au Canada créent des emplois ici au Canada. Encore une fois, le gouvernement, obnubilé par l'attraction des investissements étrangers, est prêt à faire beaucoup plus pour attirer ces

Canadian farms are paid for the cost of production. This is not the case in other countries, as you mentioned. Dairy production is subsidized in many ways in other countries. This is the case in the United States and Europe. We have to compete with that. When the Canadian government gives a company the opportunity to import its products into Canada, it also gives it a competitive advantage.

At the beginning of your speech, you talked about the impact of the \$2 billion out of the \$18 billion from Canada's dairy economy. In fact, under all three agreements, Canada has allocated almost 10 per cent of its market to foreign imports. When we add up CETA, CPTPP and USMCA, almost 10 per cent of our market will be given to foreigners. We believe in the Canadian market — I'm not just talking about Agropur, but all processors. We are investing in Canada and our growth in the coming years will be going to foreign producers and processors.

One way to support us would be to allocate import quotas to allow us to import those products. This is a form of compensation because if those quotas are granted to the processing industry, they can continue to grow in Canada in order to offer consumers products that complement Canadian products, which will benefit processors and consumers.

Senator Maltais: You are not asking for financial assistance, but rather for export quotas so that you can make up for the part you have lost, if I understand correctly.

Mr. Frigon: There are two main components to mitigation programs resulting from free trade agreements like the three with which we are concerned at the moment. First, there are the tariff quotas that must be allocated to dairy processors. Second, there are assistance programs for investing in innovation in order to continue to increase the productivity of the companies, to put the processing sector and the entire dairy sector into a better position, and to be competitive in the medium term.

Senator Maltais: Thank you. Good luck to my colleagues.

[English]

The Chair: I think you've hit on some of the questions that others may have had, Senator Maltais.

investissements que pour appuyer les entreprises canadiennes. C'est quelque chose qui nous préoccupe beaucoup.

Les fermes canadiennes sont payées pour leur coût de production. Ce n'est pas le cas dans d'autres pays, comme vous l'avez mentionné. La production laitière est subventionnée à bien des égards dans d'autres pays. C'est le cas aux États-Unis et en Europe. Nous devons faire la concurrence à cela. Lorsque le gouvernement canadien donne la possibilité à une entreprise d'importer ses produits au Canada, elle lui donne aussi un avantage concurrentiel.

Vous avez parlé au début de votre intervention de l'impact des 2 milliards de dollars sur les 18 milliards de dollars de l'économie laitière du Canada. Dans les faits, le Canada, dans le cadre des trois accords, a accordé près de 10 p. 100 de son marché à l'importation étrangère. Lorsqu'on additionne l'AECG, le PTPGP et l'AEUMC, c'est près de 10 p. 100 de notre marché qui sera donné aux étrangers. Nous croyons au marché canadien — je parle ici non seulement d'Agropur, mais de l'ensemble des transformateurs —, nous investissons au Canada et maintenant, notre croissance au cours des prochaines années ira aux producteurs et transformateurs étrangers.

Une façon de nous appuyer serait de nous octroyer des quotas d'importation afin de nous permettre d'importer ces produits-là. C'est une forme de compensation parce que si ces quotas sont donnés à l'industrie de la transformation, ils pourront continuer à se développer au Canada afin de proposer aux consommateurs des produits complémentaires aux produits canadiens, ce qui avantagera les transformateurs et les consommateurs.

Le sénateur Maltais : Vous ne demandez pas d'aide financière, mais plutôt des quotas d'exportation afin de récupérer cette partie que vous avez perdue, si je comprends bien?

M. Frigon: Il y a deux composantes principales aux programmes d'atténuation, à l'issue des accords de libre-échange, comme les trois qui nous préoccupent en ce moment. Premièrement, il y a l'allocation des contingents tarifaires qui doit être allouée aux transformateurs laitiers. Deuxièmement, il y a des programmes d'aide à l'investissement dans l'innovation pour continuer d'accroître la productivité dans les entreprises, et mieux positionner le secteur de la transformation et l'ensemble du secteur laitier pourqu'ils soient compétitifs dans un horizon à moyen terme.

Le sénateur Maltais : Merci. Je souhaite bonne chance à mes collègues.

[Traduction]

La présidente : Sénateur Maltais, je pense que d'autres avaient peut-être les mêmes questions que vous.

[Translation]

Senator Miville-Dechêne: Thank you very much for your very clear presentation. Here we are with another difficult crisis for the sector.

Last week, I met with a dozen or so dairy producers. I am not talking about processors, I mean farm producers. Some of your remarks interested me. They were very concerned about the upcoming negotiations with processors for the sale of their products. You are going to find yourselves in an extremely difficult position, as you are already, with products coming from the United States. Some of your ingredients, which are cheaper, I imagine, come from the United States and are used to make cheese or other products.

How do you see the situation? Class 7 is gone, as we know. The negotiations are going to have to start all over again. You are saying that you buy a lot of milk and I have no doubt that you do. However, you are going to have to remain competitive. But some products come from elsewhere and the ingredients are cheaper.

My second question is about this darned compensation. The producers have told us that the program for innovation in investment is structured in such a way that it affects very few people. It's first come, first served. Now they are talking about a lottery, which does not meet their needs. In the first stage of compensation, have you been offered investments? Does it match what you need?

There are two big questions for you.

Mr. Benoit: Agropur is a cooperative. The producers you met may be members or owners in our company. I believe that producers are right to be concerned with the current situation, in which a major part of their market will, in the future, go to milk producers outside Canada. They will be producing butter, cheese and milk for import into Canada.

So there is great concern. It is a little premature to talk about class 7, because we have not yet seen the text of the final agreement. We do not know exactly what commitments Canada has made. However, it is clear that class 7 is going to disappear. But what will happen with it? Class 7 was important because it allowed us to manage our surplus non-fat solids in Canada. Like every country in the world, we have surplus milk proteins or non-fat solids. Class 7 allowed us to manage those non-fat solids. It also allowed processors access to Canadian raw materials at a competitive price.

[Français]

La sénatrice Miville-Dechêne: Merci beaucoup pour votre exposé très clair. En effet, voilà une autre crise difficile pour le secteur.

J'ai rencontré la semaine dernière une dizaine de producteurs laitiers. Je ne parle pas de transformateurs, mais de producteurs sur les fermes. Quelques-unes de vos remarques m'ont intéressée. Eux, ils étaient très inquiets des négociations à venir avec les transformateurs pour la vente de leurs produits. Vous allez vous trouver dans une situation extrêmement difficile, et vous l'êtes déjà, avec les produits en provenance des États-Unis. Une partie de vos intrants, qui, j'imagine, sont moins chers, vient des États-Unis et est utilisée pour fabriquer du fromage ou d'autres produits.

Comment voyez-vous la situation? On le sait, la classe 7 est abolie. Il va falloir recommencer les négociations. Vous dites que vous achetez beaucoup de lait, et j'en suis convaincue. Toutefois, vous allez devoir rester compétitifs. Or, certains produits viennent d'ailleurs et les intrants sont moins chers.

Ma deuxième question concerne ces fameuses compensations. Les producteurs nous ont dit que, pour les investissements en innovation, le programme est ainsi fait qu'il touche très peu de gens; c'est premier arrivé, premier servi. On parle maintenant d'une loterie et cela ne correspond pas à leurs besoins. Vous a-t-on offert, dans la première tranche de compensations, des investissements? Est-ce que cela correspond à ce dont vous avez besoin?

Voici deux grandes questions.

M. Benoit: Agropur est une coopérative. Peut-être que les producteurs que vous avez rencontrés sont des membres ou des propriétaires de notre entreprise. Je crois que les producteurs ont raison d'être inquiets de la situation actuelle où une importante partie de leur marché, à l'avenir, ira aux producteurs de lait à l'extérieur du Canada. Ceux-ci produiront du beurre, du fromage et du lait aux fins d'importation au Canada.

Il y a donc une grande préoccupation. Il est un peu prématuré de parler de la classe 7, car nous n'avons pas vu le texte de l'accord final. On ne sait pas exactement quels engagements le Canada a pris. Il est clair, par contre, que la classe 7 va disparaître. Toutefois, que va-t-elle devenir? La classe 7 était importante pour nous permettre de gérer nos surplus de solides non gras au Canada. Comme dans tous les pays du monde, il y a des surplus de protéines laitières ou de solides non gras. La classe 7 nous permettait de gérer ces solides non gras. Elle permettait également aux transformateurs d'avoir accès à une matière première canadienne à prix concurrentiel.

So there is a big question mark at the moment and I have no answer. We do not know what will happen. It's still early and we do not know all the texts.

In our industry, supply management provides us with the opportunity to have a system that gives us a regulatory framework and allows both producers and processors to operate. It provides consumers with quality products at a reasonable price. With these three agreements, including the last one, a part of that sovereignty has been given away to others. For the industry, that does us no favours.

I do not know whether I have answered your question.

Senator Miville-Dechêne: Could you add your comments about the matter of compensation?

Mr. Frigon: If we use the example of the Canada-Europe free trade agreement, we actually received \$100 million, which is clearly not enough.

Senator Miville-Dechêne: That is for the processors?

Mr. Frigon: Yes. But the total losses have been estimated, conservatively, as was done at the time, at more than \$700 million. When the \$100 million was announced, we estimated that it would cover only 15 per cent of the losses. Therefore, tariff quotas had to be allocated to processors in order to compensate for a part of the remaining 85 per cent we have recently lost. Unfortunately, we have been allocated less than 50 per cent of the tariff quotas. So we were bitterly disappointed with that decision.

Let me repeat, the issue of allocating tariff quotas is an integral part of any compensation program. It is not just a matter of compensation. Compensation is very important but we must also minimize the impact, in terms of the loss of jobs and the closing of production lines. Dairy processors are interested in importing products that are going to add to the domestic supply rather than to take its place. If we just replace the supply on the domestic market, production lines will close and there will be job losses.

Senator Miville-Dechêne: I would like to stay with the issue of tariff quotas. On which kinds of cheese, from France, for example, do you want to have a monopoly so that there is no competition with the same cheeses produced in Quebec? Is that what you are talking about?

Mr. Benoit: Let's look at the Canada-Europe trade agreement. The Europeans were given a certain volume of cheese; 17,500 tonnes of cheese have to be imported into Canada, actually. The issue, which is in the hands of the federal government, becomes who will have the authority to import that

Il existe donc en ce moment un grand point d'interrogation pour lequel je n'ai pas de réponse. On ne sait pas ce qui va arriver. Il est encore tôt et les textes ne sont pas tous connus.

Pour ce qui est de notre industrie, avec la gestion de l'offre on a la chance d'avoir un système qui nous donne un cadre réglementaire et qui nous permet d'opérer, tant les producteurs que les transformateurs. Il offre aux consommateurs des produits de qualité à prix raisonnable. Avec ces trois accords, y compris le dernier, une partie de cette souveraineté est donnée à d'autres. Pour l'industrie, ce n'est pas favorable.

Je ne sais pas si j'ai répondu à votre question.

La sénatrice Miville-Dechêne : Pourriez-vous ajouter vos commentaires sur la question des compensations?

M. Frigon: Si on prend l'exemple de l'accord de libre-échange Canada-Europe, on a reçu effectivement 100 millions de dollars, ce qui est nettement insuffisant.

La sénatrice Miville-Dechêne : C'est la part des transformateurs?

M. Frigon: Oui. Or, les pertes totales sont estimées, de façon conservatrice, comme on l'a fait à l'époque, à plus de 700 millions de dollars. Quand l'annonce des 100 millions de dollars a été faite, on a estimé que cette somme ne couvre donc que 15 p. 100 des pertes. Il fallait donc que les contingents tarifaires soient alloués aux transformateurs pour compenser une partie des 85 p. 100 en pertes restantes. Malheureusement, on nous a alloué moins de 50 p. 100 des contingents tarifaires. On a donc été amèrement déçu de cette décision.

On le répète, la question de l'allocation des contingents tarifaires est une partie intégrante de tout programme de compensation. Ce n'est pas uniquement une question de compensation. La compensation est une question très importante, mais il faut aussi minimiser l'impact sur la perte d'emplois et la fermeture de lignes de production, parce que les transformateurs laitiers ont un intérêt à importer des produits qui vont compléter l'offre sur le marché domestique plutôt que de la substituer. Si on substitue l'offre sur le marché domestique, cela causera la fermeture de lignes de production et entraînera des pertes d'emplois.

La sénatrice Miville-Dechêne: J'aimerais insister sur la question des contingents tarifaires. Vous souhaitez avoir le monopole sur quel genre de fromages, par exemple, qui arrive de France, pour ne pas concurrencer les mêmes qu'on produit au Québec? Est-ce ce dont vous parlez?

M. Benoit: Prenons l'accord commercial Canada-Europe. Les Européens se sont fait octroyer un certain volume de fromages. En effet, 17 500 tonnes de fromage doivent être importées au Canada. La question, qui se trouve entre les mains du gouvernement fédéral, devient : qui aura autorité pour

cheese into Canada? That means bringing it to Canada and distributing it to the market in Canada. By tariff quotas, we mean the method of allocating and marketing the imported cheese in Canada. As Mathieu mentioned, in the Canada-Europe agreement, about 45 per cent of the import quota has been allocated to Agropur and to other processors. The rest has been allocated to other Canadian companies who are not processors. In our opinion, those companies will get the benefits without having suffered the negative effects of the agreement.

As processors, we are going to suffer all the negative effects. One way of supporting the industry would be to give those import rights to the Canadian manufacturers who have been impacted by the agreement in order to reduce that impact. Once a company like Agropur has that right, imports will be done with strategies designed to complement what we manufacture in Canada, not to destroy what we manufacture in Canada

[English]

Senator Mercer: I've been on this committee for almost 15 years. This is the first time I've had dairy farmers in front of me and we're going to disagree. I have been the most vocal supporter of supply management on this committee. I've argued with Conservatives at this committee, during the Harper days, about supply management, and I've tried to teach people about the value of supply management. I am a huge supporter of the system.

I live in a province that your co-op serves and serves well.

The deals are done. We're not going to change those three trade deals, so let's talk about the opportunities here.

In terms of labour productivity in the manufacturing sector, you told us labour productivity has increased by 38 per cent from 2012 to 2017 in the dairy processing industry. That's a huge positive. I'd rather see us concentrate on that. I would agree with you 100 per cent that the government should step in and say cut out this foolishness about labelling dairy products as not healthy.

How many of us around here were pushed by our mothers to drink our milk? I'm 71 years old and I bet you if I had not been a big milk drinker, I wouldn't be here today. If I had stopped some other things, I would probably be in better health.

However, I think there are opportunities here. Let's talk about the good things. We're not going to change the deals. It's just not going to happen. So let's talk about the fact that you have this importer ces fromages au Canada, soit les amener au Canada et les distribuer sur le marché canadien? Quand on parle des quotas tarifaires, c'est la méthode d'allocation de ce droit de commercialiser au Canada les fromages importés. Comme l'a mentionné Mathieu, dans l'accord Canada-Europe, environ 45 p. 100 des quotas d'importation ont été alloués à des entreprises comme Agropur et à d'autres transformateurs. Le reste a été alloué à d'autres entreprises canadiennes qui ne sont pas des transformateurs. À notre avis, ces entreprises en tireront des avantages sans avoir subi les effets négatifs de l'accord.

Comme transformateurs, nous allons subir pleinement les effets négatifs. Une façon d'appuyer l'industrie serait d'octroyer ces droits d'importation aux fabricants canadiens qui subissent les impacts de l'accord afin de réduire l'impact de l'accord. Une fois qu'une entreprise comme Agropur aura obtenu ce droit, l'importation se fera dans le cadre de stratégies afin d'être complémentaire à ce que nous fabriquons au Canada et ne pas détruire ce qu'on fabrique au Canada.

[Traduction]

Le sénateur Mercer: Je siège au comité depuis près de 15 ans, et c'est la première fois que je suis en désaccord avec des producteurs laitiers venus témoigner ici. J'ai été le plus ardent défenseur de la gestion de l'offre au comité. J'ai débattu de la gestion de l'offre avec les conservateurs de ce comité, à l'époque du gouvernement Harper, et j'ai essayé de faire comprendre aux gens l'importance de la gestion de l'offre. Je suis un fervent partisan de ce système.

J'habite dans une province servie — et bien servie — par votre coopérative.

Ces trois accords commerciaux sont conclus, et nous ne pourrons pas les modifier. Parlons des occasions que cela représente.

Concernant la productivité du travail dans le secteur manufacturier, vous avez indiqué que la productivité du travail dans l'industrie de la transformation laitière a augmenté de 38 p. 100 de 2012 à 2017. C'est extrêmement positif. Je préférerais qu'on se concentre là-dessus. Je suis tout à fait d'accord avec vous pour dire que le gouvernement devrait intervenir pour mettre un terme à la lubie d'apposer sur les produits laitiers des étiquettes laissant sous-entendre qu'ils ne sont pas sains.

Qui ici n'a pas eu une mère qui insistait pour qu'on boive notre lait? J'ai 71 ans et je suis prêt à parier que si je n'avais pas été un grand consommateur de lait, je ne serais pas ici aujourd'hui. Si j'avais cessé de consommer d'autres choses, je serais probablement en meilleure santé.

Toutefois, je pense que des occasions s'offrent à nous. Parlons des aspects positifs. Les accords ne seront pas modifiés; cela n'arrivera pas. Parlons donc de votre productivité. Parlons de la

productivity. Let's talk about changing the labels on the packaging and stop talking about milk products not being healthy. They have been healthy for hundreds of years. Nothing has changed. There is probably something wrong with an apple or if you eat too many carrots. I eat a lot of carrots here around the table. But let's talk about the positive.

The Europeans are going to be hard to compete with on the cheese front because cheese is a big deal in Europe and they think they make the best cheese in the world. I disagree. I think the best cheese in the world is made right here in Canada.

We now have the trade deal with Asian countries. There's an opportunity to create a whole new market for our products there. With production at the level that it's at, you're efficient. You've consolidated — Agropur, for example — by bringing Farmers Dairy from Halifax into the process. Let's talk about the opportunities here.

This will be my last comment. To talk about the \$100 million and be disappointed with it, I understand. But for years and years, when people argued about supply management, I said to them, "Find me a line in the Canadian budget about money going to farmers for subsidies," and they couldn't find one. Guess what? We're now going to find one. And if you study the history of the New Zealand supply management system, what killed it and what nearly killed the country were the subsidies to the farmers.

Let's get the positive here. We have very efficient farmers and producers, and there's a market out there. There will be 9.7 billion people on this planet in 2050.

And thank you for the comparison to Victor Hugo as well, Senator Maltais. I wish my mother was still alive. I'd love to go home and tell her that I've been compared to Victor Hugo.

Anyway, there are big markets out there, and some of them are associated not with the American market but the Asian market. Let's talk about how we can capitalize. What can we do and what can government do? One thing is getting rid of the labels on the front of the package. I'm with you there. But what else can we do to make selling Canadian dairy products worldwide, more efficient and easier to do?

The Chair: Unfortunately, Senator Mercer has used up his five minutes.

Senator Doyle: I am a bit confused about page 9. You talk about labelling. It's anticipated that dairy products account for 50 per cent of all SKUs that will be required to carry front-of-

modification des étiquettes sur les emballages et faisons cesser le discours selon lequel les produits laitiers ne sont pas sains. Ces produits sont sains depuis des centaines d'années. Rien n'a changé. Il y a probablement un problème avec les pommes ou avec le fait de manger trop de carottes. J'en mange beaucoup quand je suis ici. Quoi qu'il en soit, concentrons-nous sur le positif.

Les Européens seront de redoutables concurrents pour le fromage, parce que le fromage est une affaire sérieuse là-bas, et que les Européens estiment fabriquer le meilleur fromage au monde. Je ne suis pas d'accord. Je pense que le meilleur fromage au monde est fabriqué ici même, au Canada.

Nous avons maintenant un accord commercial avec les pays asiatiques, ce qui représente une occasion de créer un tout nouveau marché pour nos produits. Vous êtes efficaces, comme le démontre votre production actuelle. Vous avez consolidé les activités — avec Agropur, par exemple — en incluant Farmers Dairy, de Halifax, dans l'équation. Parlons des occasions que cela représente.

J'ai un dernier commentaire. Je comprends qu'on puisse se dire déçu des 100 millions de dollars. Toutefois, pendant des années, lorsque les gens débattaient du système de gestion de l'offre, je disais toujours : « Trouvez dans le budget du Canada un poste budgétaire pour des subventions aux agriculteurs. » Ils n'en trouvaient pas. Devinez la suite : maintenant, ils en trouveront. Si vous étudiez l'histoire du système de gestion de l'offre de la Nouvelle-Zélande, vous constaterez que ce qui a mené à sa perte, et presque à l'effondrement du pays, ce sont les subventions aux agriculteurs.

Voyons le positif. Nos agriculteurs et producteurs sont très efficaces, et il y a un marché. En 2050, il y aura 9,7 milliards de personnes sur cette planète.

Sénateur Maltais, je tiens à vous remercier de la comparaison avec Victor Hugo. J'aimerais que ma mère soit toujours vivante, car je serais ravi de retourner à la maison pour lui dire qu'on m'a comparé à Victor Hugo.

Quoi qu'il en soit, il existe d'énormes marchés, non pas avec les États-Unis, dans certains cas, mais avec l'Asie. Discutons des façons d'en tirer parti. Que pouvons-nous faire? Que peut faire le gouvernement? Il faut d'abord se débarrasser des étiquettes sur le devant de l'emballage. Je suis tout à fait d'accord avec vous là-dessus. Que pouvons-nous faire de plus pour faciliter et accroître l'efficacité du commerce des produits laitiers canadiens à l'échelle mondiale?

La présidente : Malheureusement, le sénateur Mercer a utilisé la totalité des cinq minutes.

Le sénateur Doyle: J'ai un peu de difficulté à comprendre le passage suivant, à la page 10, concernant l'étiquetage: « Il est prévu que les produits laitiers représenteront 50 p. 100 de toutes

package nutritional labels. Could you expand on why that's happening? And you're looking for the postponement of proposed front-of-package labelling regulations. How are you doing with that, by the way? Is government listening to that? Do you want a further review of the evidence to support the implementation of this labelling business? Everyone seems to be talking about labelling. Are you making any headway on that?

Mr. Frigon: Regarding the government's approach to labelling, in our view it's much too simplistic. It focuses on only three nutrients for the front-of-package labelling: saturated fat, sugar and salt. Since dairy products are nutrient-rich, providing nutrients like vitamins A and D and calcium, et cetera, they are often captured and will have to carry front-of-package health warning on the front of the package. Actually, 90 per cent of dairy products will have to carry front-of-package health warnings.

Many other products that are highly processed, with a long list of ingredients, have more room for reformulation and, as such, would get away with the proposed regulation. When you look at all the food products you find on the grocery shelves, dairy products will represent 50 per cent of the products that will have to carry a health warning. We are looking at it from the original intent of the government regulations, which is to improve the health of Canadians. We're saying this objective will not be met because it will completely and unfairly target dairy products because dairy products are wholesome products that are rich in nutrients.

Because dairy products are wholesome, the possibility for reformulation is limited compared to products that have a very long list of ingredients. This would allow more possibilities to reformulate such products below the allowable thresholds for saturated fats, salts and sugar.

Senator Doyle: Is this any indication from government that these changes are coming to help you out at any point in the future? Are you confident you can pull it off, so to speak?

Mr. Frigon: It's fair to say we are receiving mixed signals right now. We're continuing our efforts because it's highly worrisome for us. It will have a huge impact on the dairy sector. So yes, we're receiving mixed signals but we'll continue to work on this.

Mr. Benoit: And we need your help.

Senator Doyle: How does the U.S. compare in their labelling of dairy products? Are they doing anything comparable to what Canada is doing? They are pretty well silent on that maybe.

les unités de gestion des stocks, UGS, qui devront porter des étiquettes nutritionnelles sur le devant des emballages. » Pouvezvous en dire davantage sur ce phénomène? En outre, vous demandez le report de la réglementation proposée sur l'étiquetage sur le devant des emballages. Le gouvernement est-il réceptif? Souhaitez-vous un examen plus approfondi des données sur lesquelles la réglementation sur l'étiquetage est fondée? Cet enjeu semble être sur toutes les lèvres. Faites-vous des progrès à cet égard?

M. Frigon: Nous sommes d'avis que l'approche préconisée par le gouvernement pour l'étiquetage est beaucoup trop simpliste. L'étiquetage sur le devant de l'emballage ne vise que trois nutriments: les gras saturés, le sucre et le sodium. Puisque les produits laitiers sont riches en nutriments — notamment les vitamines A et D, le calcium, et cetera —, ils entrent souvent dans la catégorie visée et devront par conséquent avoir une étiquette de mise en garde sur le devant de l'emballage. Concrètement, 90 p. 100 des produits laitiers devront avoir une telle étiquette.

Pour beaucoup d'autres produits hautement transformés qui ont une longue liste d'ingrédients, il sera plus facile de reformuler, de sorte que leurs producteurs pourraient se soustraire à la réglementation proposée. Parmi tous les produits alimentaires qu'on retrouve sur les tablettes des épiceries, les produits laitiers représenteront 50 p. 100 des produits qui devront être munis d'une mise en garde. Nous examinons cela du point de vue de l'intention initiale de la réglementation, qui est d'améliorer la santé des Canadiens. Nous sommes d'avis que cet objectif ne sera pas atteint, puisque la mesure se trouve à cibler injustement la totalité des produits laitiers, des produits sains et riches en nutriments.

Les possibilités de reformulation sont donc limitées pour les produits laitiers, comparativement aux produits ayant une longue liste d'ingrédients, car plus la liste est longue, plus il est possible de reformuler pour que la teneur en gras saturés, en sodium et en sucre soit en deçà des seuils établis.

Le sénateur Doyle: Le gouvernement se trouve-t-il ainsi à vous aviser de changements à venir pour vous aider à vous préparer? Croyez-vous pouvoir tirer votre épingle du jeu, pour ainsi dire?

M. Frigon: Il est juste de dire que nous recevons des messages contradictoires en ce moment. Nous poursuivons nos efforts, car cet enjeu nous préoccupe énormément. Cela aura des conséquences considérables sur le secteur laitier. Donc, nous recevons des signaux ambigus, nous poursuivrons nos efforts dans ce dossier.

M. Benoit: Et nous avons besoin de votre aide.

Le sénateur Doyle: Qu'en est-il de l'étiquetage des produits laitiers aux États-Unis? Prennent-ils des mesures comparables à celles du Canada? Ils sont plutôt muets à ce sujet.

Mr. Frigon: They don't have mandatory health warnings. Chile has mandatory front-of-package labelling, but it's a completely different scheme than what is proposed in Canada. Chile was targeting ultra-processed foods, meaning they were targeting saturated fats, sugar and salts that were added, not the saturated fats or sugars that are naturally occurring.

What is naturally occurring sugar? For example, lactose is one of them in milk, but also sugar we find in fruit — 100 per cent fruit juice.

In terms of mandatory front-of-package labelling, Chile is one example. I'm not aware of other examples. And it's a completely different example.

Senator Oh: Thank you, gentlemen.

Americans are so good at anti-dumping. Anything that comes into the U.S. higher than what they are selling locally, they say that's dumping, or heavily subsidized by foreign governments. With the Canadian dollar so low now and with the U.S. coming in to compete with our dairy products, how are they going to compete if they are not subsidized? Our cows and their cows are the same. How much can you milk? There's no magic. So how does this price factor? Is there American dumping into our market?

Mr. Benoit: First, yes, they are subsidized. They're able to sell in Canada at a much better price than we can, because their farm production is subsidized. Second, I think we have made a decision in Canada many years ago — a societal choice — to have supply management and to compensate farmers for what it costs to produce milk.

In the U.S., a producer receives two cheques, one from the processor and one from the government. In Canada we decided to have the family farm, a fair-sized farm that allows the family to live on this farm. In the United States, you will find 3,000-, 5,000-, 10,000-cattle farms and all the issues that come with mega-industrial farms. It's not to say it's wrong or good, but there are different systems in which the two countries operate. In Canada we made a choice to operate under a system that has a processor group we support. As a cooperative, we are in full support of it, but the reality, from a competition perspective, is that we need the support of our government.

With the trade agreement, the government is saying, "We don't support you that much."

M. Frigon: Ils n'ont pas de mises en garde obligatoires. Le Chili a un régime d'étiquetage obligatoire, mais c'est complètement différent que ce qui est proposé ici. Le Chili ciblait les aliments hautement transformés, c'est-à-dire qu'il ciblait les gras saturés, le sucre et le sodium ajoutés et non les gras saturés ou les sucres naturels.

Qu'est-ce qu'on considère comme des sucres naturels? Prenons à titre d'exemple le lactose qu'on trouve dans le lait, ou encore le sucre des fruits dans les jus de fruits purs à 100 p. 100.

En ce qui concerne l'étiquetage obligatoire sur le devant de l'emballage, le Chili est un exemple, mais je n'en connais pas d'autres. Cela dit, la situation est totalement différente.

Le sénateur Oh : Merci, messieurs.

Les Américains sont des spécialistes des mesures antidumping. Ils considèrent comme du dumping tout produit vendu sur le marché américain en quantité supérieure au produit américain, ou tout produit fortement subventionné par les gouvernements étrangers. Compte tenu de la faiblesse du dollar canadien et de la concurrence prochaine des produits américains avec les produits laitiers canadiens, comment pourront-ils être concurrentiels sans subventions? Une vache est une vache, peu importe où elle se trouve, et chaque vache ne donne qu'une certaine quantité de lait. Ce n'est pas sorcier. Quelle est l'incidence de cette différence de prix? Les Américains font-ils du dumping dans notre marché?

M. Benoit: Je dirais d'abord que oui, ils sont subventionnés. Ils peuvent vendre leurs produits au Canada à bien meilleur prix que nous, parce que leur production agricole est subventionnée. Deuxièmement, je pense que le Canada a fait, il y a de nombreuses années, un choix de société : créer le système de gestion de l'offre et indemniser les producteurs pour les coûts de production du lait.

Aux États-Unis, le producteur reçoit deux chèques, un du transformateur et un autre du gouvernement. Au Canada, nous avons décidé de favoriser les exploitations familiales, des fermes de taille raisonnable permettant aux familles de gagner leur vie. Aux États-Unis, on trouve des fermes de 3 000, 5 000 et 10 000 têtes de bétail, avec tous les problèmes associés aux fermes industrielles. Il n'est pas question de se prononcer sur le bien-fondé ou non de la chose; disons simplement que les deux pays ont des systèmes différents. Au Canada, nous avons choisi un système géré par un regroupement de transformateurs, que nous appuyons. En tant que coopératives, nous appuyons ce système sans réserve, mais en réalité, sur le plan de la concurrence, nous avons besoin de l'appui du gouvernement canadien.

Avec cet accord commercial, le gouvernement nous indique qu'il ne nous appuie pas tant que cela.

Senator Oh: In the USMCA, the new agreement, do they have any anti-dumping clause in there for dairy products? Do you know?

Mr. Frigon: The Canadian text hasn't been published yet, so we are careful in our comments in terms of assessing the precise implication. We're awaiting the Canadian text because the wording is important. Then we'll be in a position to better assess.

Senator Oh: That's important. With the Canadian dollar so low, if they come in and compete with us, you have to make a profit. Thank you.

[Translation]

Senator Dagenais: My thanks to our guests.

I don't know if this will make you feel any better, but they were saying today that the accord will not be signed before the American mid-term elections and that the new senators will have to study it again. So that will not happen before next year, but the problem remains.

I would like to go back to the matter of labelling, because that way of getting a regulation passed seems a little strange to me.

You mentioned earlier that the Americans can get around the labelling requirement. However, I do not understand the logic of labelling. We are told that products have to be labelled in order to protect the health of Canadians. However, if I understand correctly, the officials responsible for the program seem to have decided that a can of Coke and a bag of chips are less harmful for the health than a pint of milk. In fact, there is not a lot of information on the label of a can of Coke and a bag of chips.

What led to these strange decisions? The decisions will harm your products. If there is no requirement to label a Coke or a bag of chips, why label a pint of milk?

I understand that, sometimes, the government and its officials are bad at signing agreements, but they may be bad at labelling too. If you are going to be bad, you might as well be bad at everything.

Mr. Frigon: That is a very good question. There certainly were major problems and shortcomings with the consultation process and with considering all the available scientific studies, especially the most recent ones, which reflect well on dairy products.

Certainly, there were problems with the process of getting to this point. It all started with a noble and quite commendable objective of improving the health of Canadians. But the proposal Le sénateur Oh : Le nouvel accord, l'AEUMC, comprend-il des dispositions antidumping pour les produits laitiers? Le savez-vous?

M. Frigon: Le texte canadien n'a pas encore été publié. Nous devons donc faire preuve de prudence pour ce qui est de faire des commentaires quant aux effets précis. Nous attendons d'avoir la version canadienne du texte, car le libellé a une grande importance. Nous serons ensuite mieux placés pour nous prononcer.

Le sénateur Oh: C'est important. Étant donné la faiblesse du dollar canadien, s'ils investissent notre marché et nous font concurrence, vous devrez tout de même faire un profit. Merci.

[Français]

Le sénateur Dagenais: Merci à nos invités.

Je ne sais pas si cela peut vous consoler, mais on disait aujourd'hui que l'accord ne serait pas signé avec les élections de mi-mandat américaines et qu'il devrait être étudié à nouveau par les nouveaux sénateurs. Cela n'irait donc pas avant l'an prochain, mais cela ne change pas le problème.

J'aimerais revenir sur la question de l'étiquetage, car cette façon d'en arriver à l'adoption d'un règlement à cet égard m'apparaît un peu incohérente.

Vous avez mentionné plus tôt que les Américains peuvent se soustraire à l'obligation de l'étiquetage. Toutefois, je ne comprends pas la logique de l'étiquetage. On dit que les produits doivent être étiquetés pour préserver la santé des Canadiens. Toutefois, si j'ai bien compris, les fonctionnaires responsables de ce programme auraient décidé qu'une canette de Coke et un sac de croustilles seraient moins dommageables pour la santé qu'une pinte de lait. En effet, il n'y a pas beaucoup d'information sur l'étiquette d'une canette de Coke et d'un sac de croustilles.

Qu'est-ce qui a mené à de telles décisions incohérentes? Ce sont des décisions qui vont nuire à vos produits. S'il n'y a pas d'obligation pour étiqueter un Coke et un sac de croustilles, pourquoi alors étiqueter une pinte de lait?

Je comprends que, parfois, le gouvernement ou les fonctionnaires signent de mauvais accords, mais là ils ont peutêtre de mauvais étiqueteurs. Tant qu'à être mauvais, aussi bien l'être en tout.

M. Frigon : C'est une très bonne question. Il y a certainement eu des problèmes et des lacunes importantes en ce qui a trait au processus de consultation et pour tenir compte de l'ensemble des études scientifiques disponibles, notamment les plus récentes qui sont très avantageuses pour les produits laitiers.

Assurément, il y a eu des problèmes en ce qui a trait au processus afin d'en arriver là. Tout cela a débuté avec un objectif noble et tout à fait louable, soit celui d'améliorer la santé des

before us will not achieve that objective at all. It is a symptom of a serious problem with the consultation process when a tool is proposed that does not achieve the original objective that the government set.

Senator Dagenais: What is the concern in this new agreement? Is it that it will allow more imports of diafiltered milk into Canada?

We know that a lot of people consume diafiltered milk —we won't name the company that produces it, because everyone knows it —but can it have harmful consequences? We know that diafiltered milk is moving through customs pretty well.

Mr. Benoit: At the moment, that is somewhat of an unknown variable. That is why we said earlier that we do not know the full extent of the situation. We know that there are commitments with a view to eliminating the good old class 7. Now, what the government committed to by eliminating class 7 is an unknown variable at the moment. We are waiting to see the final texts so that we can see the issue more clearly.

There are two major reasons for class 7. First, to give us a tool to manage our surplus non-fat solids, and second, to give us a tool to compete against the imports of diafiltered milk, and other ingredients. Without that tool, we are left for now with many more questions than answers.

Senator Dagenais: While negotiating the new agreements between Canada, the United States and Mexico, do dairy producers participate in the discussions? Are you consulted? Normally, the government says that it consults, that it asks questions, and that it goes out to see Canadians. Does it consult you and bring you to the table? Someone has to listen to you from time to time.

Mr. Benoit: I believe that the negotiators, the Government of Canada, did hold consultations. However, they make the decisions. It was certainly not the industry that proposed opening up market access, eliminating class 7, and giving up our sovereignty to the Americans in a new Canadian dairy policy. Clearly not.

Senator Dagenais: In other words, you are consulted but not listened to.

Mr. Benoit: With all respect for our negotiators who worked very hard — there is no doubt about that — the Government of Canada conceded a lot to the Trump administration.

Canadiens, mais ce qui est proposé devant nous n'atteindra pas du tout cet objectif. C'est symptomatique d'un grave problème en ce qui a trait au processus de consultation lorsqu'on propose un outil qui n'atteint pas l'objectif original mis de l'avant par le gouvernement.

Le sénateur Dagenais : Qu'est-ce qui est préoccupant dans le cadre de ce nouvel accord? Est-ce que cela permettra une plus grande importation de lait diafiltré au Canada?

On sait que beaucoup de gens consomment du lait diafiltré — on ne nommera pas la compagnie qui en produit, car tout le monde la connaît —, mais est-ce que cela peut avoir des conséquences dommageables? On sait que le lait diafiltré circule pas mal aux douanes.

M. Benoit: C'est un peu une variable inconnue actuellement. C'est pour cela qu'on disait plus tôt qu'on ne connaît pas toute l'ampleur de ce phénomène. On sait qu'il y a des engagements en vue de l'élimination de la fameuse classe 7. Maintenant, ce à quoi le gouvernement s'est engagé en éliminant la classe 7, c'est pour nous une variable inconnue pour l'instant. On attend de voir les textes finaux qui nous permettront de mieux éclaircir la question.

Il y a deux raisons majeures à la classe 7 : d'une part, nous donner un outil pour gérer nos surplus de solides non gras et, d'autre part, nous donner un outil pour concurrencer les importations de lait diafiltré, entre autres ingrédients. Sans cet outil, cela nous amène à beaucoup plus de questions que de réponses pour l'instant.

Le sénateur Dagenais: Lors des négociations dans le cadre de nouvelles ententes entre le Canada, les États-Unis et le Mexique, est-ce que les producteurs laitiers participent à ces discussions? Êtes-vous consultés? Normalement, le gouvernement dit qu'il consulte, qu'il s'interroge et qu'il va voir les Canadiens. Est-ce qu'il vous consulte et vous amène à la table? Il faudrait qu'il vous écoute de temps en temps.

M. Benoit: Je crois que les négociateurs — le gouvernement canadien — ont mené des consultations. Toutefois, ce sont eux qui prennent les décisions. Ce n'est certainement pas l'industrie qui a proposé d'ouvrir des accès au marché et l'élimination de la classe 7, et de donner notre souveraineté aux Américains dans le déploiement d'une nouvelle politique laitière canadienne. C'est clair que non.

Le sénateur Dagenais : Autrement dit, il vous consulte, mais il ne vous écoute pas.

M. Benoit: En tout respect pour nos négociateurs qui ont travaillé très fort — il n'y a pas de doute là-dessus —, le gouvernement canadien a beaucoup concédé au gouvernement Trump.

Senator Dagenais: Perhaps to benefit other things. Thank you very much.

[English]

The Chair: Thank you, folks. We've had a great panel discussion here this evening. It's a very hot topic. With that, I thank our panellists for being here with us. You've been on the hot seat for an hour.

(The committee continued in camera.)

Le sénateur Dagenais : Peut-être au profit d'autres choses. Merci beaucoup.

[Traduction]

La présidente : Merci à tous. Nous avons eu une excellente discussion ce soir. C'est un sujet d'actualité très délicat. Cela dit, je tiens à remercier nos témoins d'être venus. Vous avez été sur la sellette pendant une heure.

(La séance se poursuit à huis clos.)

EVIDENCE

OTTAWA, Thursday, October 18, 2018

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met this day at 9 a.m. to study how the value-added food sector can be more competitive in global markets.

Senator Diane F. Griffin (*Chair*) in the chair.

[English]

The Chair: I'm Senator Diane Griffin from Prince Edward Island and chair of the committee. Today, the committee is continuing its study on how the value-added food sector can be more competitive in global markets.

Before we hear from our panel of witnesses, I would like to start by asking the senators to introduce themselves.

[Translation]

Senator Maltais: Senator Maltais from Quebec.

Senator Dagenais: Jean-Guy Dagenais from Quebec.

[English]

Senator Doyle: Norman Doyle, Newfoundland and Labrador.

Senator Oh: Senator Oh, from Ontario.

Senator Bernard: Wanda Thomas Bernard, Nova Scotia.

[Translation]

Senator Miville-Dechêne: Julie Miville-Dechêne from Quebec.

[English]

Senator R. Black: Senator Black, from Ontario.

The Chair: On our panel today, from the Canadian Hemp Trade Alliance, we have Mr. Ted Haney, Executive Director; and from the Canadian Industrial Hemp Corporation, we have Mr. Rob Ziner, Founder and Chief Executive Officer. Thank you for accepting our invitation to be here today. We'll start with Mr. Haney.

Ted Haney, Executive Director, Canadian Hemp Trade Alliance: Thank you very much. I'd like to begin by thanking you for your invitation for us to come and present. Whenever we can present challenges and opportunities in the industrial hemp sector, that's a good day, so we're pleased to be able to share that with you today.

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le jeudi 18 octobre 2018

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit aujourd'hui, à 9 heures, pour étudier la manière dont le secteur alimentaire à valeur ajoutée peut être plus compétitif sur les marchés mondiaux.

La sénatrice Diane F. Griffin (présidente) occupe le fauteuil.

[Traduction]

La présidente : Je m'appelle Diane Griffin, sénatrice de l'Îledu-Prince-Édouard et présidente du comité. Nous poursuivons aujourd'hui notre étude sur la manière dont le secteur alimentaire à valeur ajoutée peut être plus compétitif sur les marchés mondiaux.

Avant d'entendre les témoins, je demanderais aux sénateurs de se présenter.

[Français]

Le sénateur Maltais: Sénateur Maltais, du Québec.

Le sénateur Dagenais : Jean-Guy Dagenais, du Québec.

[Traduction]

Le sénateur Doyle : Norman Doyle, de Terre-Neuve-et-Labrador

Le sénateur Oh : Sénateur Oh, de l'Ontario.

Le sénateur Bernard : Wanda Thomas Bernard, de la Nouvelle-Écosse.

[Français]

La sénatrice Miville-Dechêne : Julie Miville-Dechêne, du Québec.

[Traduction]

Le sénateur R. Black: Sénateur Black, de l'Ontario.

La présidente: Nous accueillons aujourd'hui Ted Haney, directeur général, Alliance commerciale canadienne du chanvre, et M. Rob Ziner, fondateur et chef de la direction, Canadian Industrial Hemp Corporation. Je vous remercie d'avoir accepté notre invitation à témoigner aujourd'hui. Nous allons commencer par M. Haney.

Ted Haney, directeur général, Alliance commerciale canadienne du chanvre: Tout d'abord, je vous remercie beaucoup de nous avoir invités à témoigner. Nous sommes toujours heureux de pouvoir parler des défis et des débouchés que présente le secteur du chanvre industriel. C'est avec plaisir que nous le ferons avec vous aujourd'hui.

Commercial production of industrial hemp in Canada resumed in 1998 with the industrial hemp regulations under the Controlled Drugs and Substances Act. This created a licensing and permitting system to allow for the production, sale, processing and trade in seed for food and fibre.

Health Canada issued an exemption within the Industrial Hemp Regulations in 2016 and 2017 that made more efficient the regulations around licensing and permitting, as well as approval of commercial growers and processors. That was further revised when Health Canada issued the whole-plant harvest exemption in August of this year that allowed, for the first time, industrial hemp growers to collect the flowering materials and leaves of the industrial hemp plant for the purpose of later extracting cannabinoid, or CBD.

That was a common sense permission that Health Canada granted because, if they would have waited until yesterday, the entire crop would have been harvested and whole plant would have been a 2019 issue.

Of course, industrial hemp regulations were then moved from the CDSA to the Cannabis Act yesterday. This has again simplified licensing and allows for the whole plant, including seed, fibre and chaff; chaff is what we collectively refer to as the flowering materials, as well as the bud and the leaves of the industrial hemp plant.

Just as a point of clarification, industrial hemp is defined as a cannabis plant or any part of a cannabis plant where that plant contains no more than 0.3 per cent THC by weight in the flowering head. So this is a plant that does not, by any reasonable definition, produce THC. It produces feed, it produces food, it produces fibre, and it produces a resin that you can extract CBD or cannabidiol from.

The Canadian industrial hemp licensed acreage increased from nothing in 1998, when it was legalized, to 55,854 hectares, or 138,000 acres in 2017, according to our latest data. Sales exceeded \$60 million at the farm gate, with processed product sales of over \$130 million generating exports of just over \$90 million. We're moving in the right direction, but there's a great deal more work to do in a few areas.

Our industry creates four primary products: food, feed, fibre and fractions. It's the four F's of hemp.

Looking at food, the development of domestic and international standards for all hemp food products is required. Today, the only standards in existence are in purchase contracts by individual processors, and there are no standards for quality, microbiological standards, colour or any other quality standards in the international trade.

La production commerciale du chanvre industriel a repris au Canada en 1998 en vertu du Règlement sur le chanvre industriel, qui est chapeauté par la Loi réglementant certaines drogues et autres substances. Ce règlement a créé un système de licences et de permis de production, de vente, de traitement et de commerce des semences pour les aliments et la fibre.

Santé Canada a émis une exemption en 2016 et en 2017 pour que le Règlement sur le chanvre industriel soit plus efficace en matière de licences et de permis ainsi que d'approbation des producteurs et des transformateurs commerciaux. Le ministère a de nouveau modifié le Règlement en août cette année par la délivrance d'une exemption de récolte de la plante complète qui permet pour la première fois aux producteurs de chanvre industriel de récolter la matière florale et les feuilles du plant de chanvre industriel afin d'en extraire le cannabinoïde, le CBD.

C'était une permission sensée à accorder, car si Santé Canada avait attendu jusqu'à hier, la culture entière aurait déjà été récoltée et il aurait fallu attendre à 2019 pour récolter la plante complète.

Bien sûr, la réglementation sur le chanvre industriel qui relevait de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances est passée hier sous le régime de la Loi sur le cannabis. Cette transition a encore là simplifié l'octroi des licences et permis la récolte de la plante complète, y compris la semence, la fibre et la balle. Le terme balle comprend la matière florale ainsi que le bourgeon et les feuilles du plant de chanvre industriel.

Je précise que le chanvre industriel se définit comme la plante de cannabis ou toute partie de la plante qui ne contient pas plus de 0,3 p. 100 de THC au poids dans la tête florale. Autrement dit, il est raisonnable de dire que cette plante ne produit pas de THC, mais plutôt des fourrages, des aliments, de la fibre et de la résine dont on extrait le cannabidiol.

Les dernières données indiquent que la superficie licenciée de culture de chanvre industriel au Canada est passée de zéro en 1998 à 55 854 hectares, ou 138 000 acres en 2017. Les ventes de matière première ont excédé 60 millions de dollars et les ventes de produits transformés ont généré plus de 130 millions de dollars, dont un peu plus de 90 millions de dollars en exportations. Nous sommes sur la bonne voie, mais il nous reste beaucoup de travail à faire dans quelques secteurs.

Notre industrie crée quatre produits primaires : les aliments, les fourrages, la fibre et les fractions.

Concernant les aliments, il faut élaborer des normes nationales et internationales pour tous les produits alimentaires issus du chanvre. De nos jours, les seules normes qui existent se trouvent dans les contrats d'achat de chaque transformateur. Il n'existe aucune norme en matière de qualité, de microbiologie, de couleur ou autre sur le plan du commerce international.

The development of appropriate standards will facilitate proper corporate trade in these food products, both domestically and internationally. It will allow the Canadian quality and safety advantages to be identified, quantified and valorized.

The Canadian Hemp Trade Alliance is currently developing these standards within our membership, and is also working with ASTM, an international standards-setting body, to establish those same Canadian standards as the standards for hemp food internationally. This is because Canada is in a leadership position for food in hemp worldwide.

The next is feed. For millennia, hemp has been used as a livestock feed, but not in Canada. Canadian hemp products are not allowed to be used as a livestock feed product in Canada. They have not been registered for livestock feed, although we do have them fully available for human food. The lack of registration of the full range of Canadian hemp products for feed has increased the risk to Canadian producers, who are not able to sell their production into the food sector, maybe due to a standards issue. It might be off-colour, lightweight or a small size, and due to these reasons they can't sell it to a food manufacturer. Or there is excess supply in a year and their typical customer is not able to buy, so it goes into the inventory.

Ordinarily in the grain and oilseeds world, that would trigger a sale into the livestock feed sector, but without registration that cannot happen, so it poses a great risk to producers.

The only real alternative to the Canadian food market for Canadian hemp is selling to the European bird seed market at what are really salvage prices. There's no money to be made in exporting great Canadian hemp to the bird seed market in Europe.

Canadian hemp processors of dehulled hemp hearts also do not currently have a viable market for the hemp hull. The seed has got a soft protein- and oil-rich centre and a hard shell around it. When you dehull it, those shells make up 60 per cent of the weight. There's no viable alternative and processors must dispose of that product. It's a great animal feed and we need to complete the registration of that product, as well, for animal feed in Canada.

Opening the livestock feed sector to Canadian hemp seed and processed hemp seed derivatives will eliminate a great deal of the market risks, allowing for a confident and consistent expansion of production, irrelevant of how well the food market is operating in any one year.

L'élaboration de normes appropriées facilitera le commerce adéquat de ces produits alimentaires entre les entreprises au pays et à l'étranger. Ces normes permettront de reconnaître, de quantifier et de valoriser les avantages des produits canadiens en matière de qualité et d'innocuité.

L'Alliance canadienne commerciale du chanvre élabore actuellement des normes pour ses membres. Nous travaillons aussi avec ASTM, un organisme de normalisation internationale, pour appliquer les normes canadiennes aux aliments issus du chanvre à l'échelle internationale, car le Canada est un chef de file mondial en la matière.

Passons maintenant au fourrage. Depuis des millénaires, le chanvre est utilisé pour nourrir le bétail, mais pas au Canada. Les produits du chanvre canadien ne sont pas autorisés comme fourrage au Canada, bien qu'ils soient pleinement disponibles pour l'alimentation humaine. Le fait que toute la gamme des produits du chanvre canadien ne soit pas inscrite comme fourrage accroît le risque pour les producteurs canadiens, qui pourraient se voir dans l'impossibilité de vendre leur production au secteur alimentaire en raison des normes sur la couleur, le poids ou la taille. Le problème peut aussi en être un d'offre excédentaire durant une année. Les clients habituels ne peuvent tout acheter, si bien que les produits restent sur les tablettes.

Dans le milieu des céréales et des oléagineux, l'offre excédentaire serait normalement vendue au secteur des fourrages, mais c'est impossible en l'absence d'une inscription au registre. Nos producteurs font donc face à un grand risque.

Pour le chanvre canadien, la seule solution de remplacement au marché alimentaire canadien consiste à vendre le produit sur le marché européen des graines d'oiseaux à des prix dérisoires. Il n'y a pas d'argent à faire dans l'exportation de produits de chanvre canadien de qualité sur le marché européen des graines d'oiseaux.

Les transformateurs canadiens de chanvre et de cœurs de chanvre décortiqués n'ont pas accès à l'heure actuelle à un marché viable pour l'enveloppe du chanvre. Cette graine est constituée d'un centre composé de protéines et d'huile entouré d'une coquille rigide. Lorsqu'on le décortique, ces coquilles ou enveloppes constituent 60 p. 100 du poids. Il n'y a pas de solution de rechange viable de sorte que les transformateurs doivent se débarrasser de ce produit. C'est un excellent aliment pour les animaux, et nous devons terminer l'enregistrement de ce produit à titre d'aliment pour les animaux au Canada.

En ouvrant le secteur de l'alimentation du bétail aux graines de chanvre canadien et aux produits découlant de la transformation des graines de chanvre, cela permettrait d'éliminer une bonne part des risques associés au marché, de sorte que nous pourrions avec confiance augmenter notre production, peu importe la santé du marché alimentaire et ses variations d'une année sur l'autre.

On our third F, fibre, Mr. Ziner will be talking in more detail about a particular project that's very important, but the majority of hemp fibre today in Canada is currently disposed of by farmers, many times by burning in the fields. The primary constraint to profitable hemp utilization in Canada is the lack of decortication, or fibre separation capacity. The required capital investment in these facilities has been due to the requirement to reach critical mass of consistent supply of feedstock in specific market regions. As our industry expands to consistently meet that critical mass, it will be central to attracting the required capital investments in processing fibre.

Once the decortication capacity is available, then value-added products can arise out of the basic two fibres that are produced from hemp. This is a myriad of products in construction, in houses, and even paddles and canoes and skateboards. It's a wide range of products that can be produced from the hemp fibre in a sustainable fashion, but we need that next round of capital investment.

Finally is fractions, the fourth product produced by our industry as of yesterday. Industrial hemp flowers and leaves or chaff can now be collected and sold for the purpose of extracting cannabidiol, or CBD.

As industrial hemp by regulation produces less than 0.3 per cent of THC by weight in the flowering heads, the potential for THC contamination has been eliminated.

Health Canada has restricted the processing of CBD to licensed marijuana processors and has further restricted the sale of CBD to medical marijuana and provincially regulated marijuana retail sectors.

The Canadian Hemp Trade Alliance believes that CBD has a much lower-risk profile than THC and should be regulated as a unique product.

The Government of Canada can allow the extraction of CBD to be conducted outside of the Canabis Act and allow the sale of CBD-containing products as a food ingredient at low dosage and as a natural health supplement at moderate dosage rates.

High-dosage products can still continue to be regulated as a pharmaceutical or prescription product. This approach is supported by risk evaluations completed by the World Health Organization in 2017. This approach is similar to that proposed by the U.S. Senate's version of the current farm bill.

Notre troisième élément porte sur les fibres. M. Ziner vous parlera plus en détail d'un projet très important, mais il faut savoir que la plus grande partie des fibres de chanvre de nos jours au Canada est éliminée par les agriculteurs; la plupart du temps les fibres sont brûlées dans les champs. L'un des principaux obstacles à l'utilisation rentable du chanvre au Canada est le manque de possibilités de décortication ou de capacité de séparer les fibres. Les dépenses en capital nécessaires pour ces installations découlent du fait qu'il faut atteindre une masse critique pour un approvisionnement constant en matières premières dans différentes régions de marché. Au fur et à mesure que notre secteur prendra de l'expansion en vue d'atteindre cette masse critique, il sera crucial d'attirer les investissements en capitaux nécessaires pour transformer la fibre.

Une fois que la capacité de décortication sera disponible, nous pourrons obtenir des produits à valeur ajoutée découlant de deux fibres de base produites à partir du chanvre. Cela peut se décliner dans toute une série de produits, que ce soit pour la construction, les maisons, les avirons, les canots et même les rouli-roulants. Il existe toute une gamme de produits pouvant être fabriqués à partir de la fibre de chanvre de façon durable, mais pour ce faire, il faut qu'il y ait une prochaine ronde d'investissements en capitaux.

Enfin, il y a également un quatrième produit qui se fabrique grâce au chanvre depuis hier. Les fleurs, les feuilles ou la balle du chanvre industriel peuvent maintenant être recueillis et vendus en vue de l'extraction du cannabidiol, ou le CBD.

Selon la loi, le chanvre industriel produit moins de 0,3 p. 100 de THC par poids dans les inflorescences, le potentiel de contamination au THC a été éliminé.

Santé Canada a restreint la transformation du CBD aux transformateurs de marijuana licenciés, et le ministère a de plus restreint la vente du CBD uniquement dans le cas de marijuana utilisée à des fins médicales ainsi qu'aux secteurs de la vente au détail de marijuana réglementée par les provinces.

L'Alliance commerciale canadienne du chanvre estime que le CBD présente un profil de risque très inférieur à celui du THC et qu'il devrait être réglementé en tant que produit distinct.

Le gouvernement du Canada peut permettre l'extraction du CBD hors du cadre de la Loi sur le cannabis et permettre la vente de produits contenant du CBD en tant que composante alimentaire à faible dose ainsi que comme suppléments de santé naturelle en doses modérées.

Les produits à dose élevée peuvent toujours être réglementés en tant que produits pharmaceutiques ou produits sur ordonnance. Cette approche est appuyée par des évaluations de risque effectuées par l'Organisation mondiale de la Santé en 2017. Elle est similaire à celle proposée par le Sénat des États-Unis dans l'actuelle loi agricole.

Excessive regulation of the CBD processing and sales will put the Canadian industry at a competitive disadvantage at home and in export markets to our great competitors in the United States should they complete their regulations and farm bill.

The Canadian Hemp Trade Alliance filed a brief to Treasury Board recommending that regulations and regulatory oversight for all Canadian industrial hemp should be moved from Health Canada to Agriculture and Agri-Food Canada. This move of authority will encourage recognition and regulation of industrial hemp as the agricultural crop that it is. That move is very important.

I have some comments on labelling that I was asked to bring forward. They're very brief, if I might.

The Chair: How brief are they?

Mr. Haney: I can do it later.

The Chair: Can we leave them for a question?

Mr. Haney: Absolutely.

Rob Ziner, Founder and Chief Executive Officer, Canadian Industrial Hemp Corporation: Good morning, senators. Did you know that the retail value of all hemp products sold in North America in 2016 exceeded \$1 billion and that less than 1 per cent of that was produced from hemp grown in North America? Meanwhile, Canada, which imported over \$25 million worth of the actual hemp fibre itself from Europe and China, also imported over \$20 million worth of finished hemp products.

My name is Robert Ziner. I'm the founder and Chief Executive Officer of Canadian Industrial Hemp Corporation. Thank you for your invitation to be here today.

Although seed is currently the best-known hemp product in Canada, it is only one of the three products derived from the hemp plant. The other two are fibre from the stalk and the non-psychoactive CBD oil extracted from the flowers and leaves.

Adding value to the stalk by converting it into fibre is what I am addressing today. Although a large-scale industry for processing stalk into fibre has not yet been established in Canada, this industry is already thriving in China and across Europe, generating over \$1.3 billion a year in combined sales.

Une réglementation excessive du traitement et des ventes de CBD désavantagera le Canada sur le plan de la concurrence ici et sur les marchés d'exportation par rapport à nos grands compétiteurs aux États-Unis si les Américains en venaient à adopter leur règlement et leur loi agricoles.

L'Alliance commerciale canadienne du chanvre a déposé un mémoire au Conseil du Trésor. Dans ce dernier, elle recommande que la réglementation et la surveillance réglementaire du chanvre industriel canadien passe de Santé Canada à Agriculture et Agroalimentaire Canada. Cette délégation de pouvoir encouragera la reconnaissance et la réglementation du chanvre industriel à titre de culture agricole, ce qui est le cas. Ce changement est très important.

On m'a demandé de formuler des commentaires sur l'étiquetage. Ces derniers sont très brefs, alors, si vous me le permettez, je peux vous en parler.

La présidente : À quel point sont-ils brefs?

M. Haney: Je peux en parler plus tard.

La présidente : Peut-être pourrions-nous vous poser une question à cet effet?

M. Haney: Bien sûr.

Rob Ziner, fondateur et président-directeur général, Canadian Industrial Hemp Corporation: Bonjour à tous. Saviez-vous que la valeur au détail de tous les produits de chanvre vendus en Amérique du Nord en 2016 a dépassé 1 milliard de dollars et que moins de 1 p. 100 a été produit à partir du chanvre cultivé en Amérique du Nord? Pendant ce temps, le Canada, qui a importé plus de 25 millions de dollars en fibres de chanvre de l'Europe et de la Chine, a aussi importé plus de 20 millions de dollars en produits de chanvre finis.

Je m'appelle Robert Ziner. Je suis fondateur et présidentdirecteur général de la Canadian Industrial Hemp Corporation. Merci de m'avoir invité.

Même si la graine de chanvre est actuellement le produit de chanvre le mieux connu au Canada, il ne s'agit que d'un des trois produits dérivés du chanvre. Les deux autres sont la fibre provenant de la tige et l'huile de cannabidiol non psychotrope extraite des fleurs et des feuilles.

On peut ajouter de la valeur à la tige en en faisant de la fibre. C'est ce dont je vais vous parler aujourd'hui. Même si une industrie à grande échelle pour la transformation de la tige en fibre n'a pas encore été établie au Canada, cette industrie est déjà en pleine effervescence en Chine et partout en Europe. Ensemble, leurs ventes se chiffrent à plus de 1,3 milliard de dollars par année.

These regions of the world never made growing hemp illegal, allowing the industries there to keep developing proprietary technologies and value-added opportunities. Significantly, these offshore fibre producers rely on inexpensive labour to justify their low operating margins.

There was 200,000 tonnes of stalk created across Canada in 2017 from the seed crop and over 90 per cent was either burned in the fields or disposed of at a cost equalling 10 per cent of the farmers' entire seed crop revenue. It was all wasted.

The potential value which can be added to 200,000 tonnes of stalk is over \$200 million. Converting stalk into fibre is a huge profit opportunity, and fibre has been converted from stalk for literally thousands of years.

However, the reality is that Canadian labour costs eat away the profit available in traditional hemp fibre processing facilities, and low-volume production in a labour-oriented environment cannot fulfil the needs of commercial end users.

The result is that not only can Canada not export hemp fibre at this point, its operating scale and quality are so low that its own existing producers must buy from overseas to ensure consistent supply.

Canada has three comparable advantages. First, from a North American perspective, Canada has had legal hemp farming since 1998, giving us a head start. However, with the recent passage of the hemp bill in the U.S., the Americans are coming. Second, Canada is uniquely positioned to have a world-beating hemp fibre industry. It has 94 million arable acres of land and currently only grows 100,000 acres of hemp. Third, Canada is known as a world leader in artificial intelligence, AI development, machine learning and high-tech agronomy.

Canada's top two comparable disadvantages to be overcome are, first, the fair wages paid in Canada are too high to economically justify stalk separation, known as decortication; and, second, the five existing stalk processors in Canada — and there are only five — are small-scale operators, able only to generate low margins and, therefore, cannot afford to invest in automation and automated quality control.

Il n'a jamais été illégal de cultiver le chanvre dans ces régions du monde. Ainsi, les industries de là-bas continuent de développer des technologies brevetées et des possibilités de valeur ajoutée. Fait important, ces producteurs de fibre étrangers dépendent d'une main-d'œuvre bon marché pour justifier leur faible marge d'exploitation.

Plus de 200 000 tonnes de tiges ont été créées partout au Canada en 2017 à partir de semences, et plus de 90 p. 100 ont été soit brûlées dans les champs ou éliminées à un coût équivalent à 10 p. 100 des revenus totaux des agriculteurs provenant des semences. Tout a été gaspillé.

La valeur potentielle qui peut être ajoutée aux 200 000 tonnes de tiges dépasse les 200 millions de dollars. La transformation de tiges en fibres représente une énorme occasion de réaliser des profits. On transforme la tige en fibre littéralement depuis des milliers d'années.

Toutefois, la réalité est que le coût de la main-d'œuvre canadienne gruge les profits disponibles dans les établissements de transformation de fibre de chanvre traditionnel, et une faible production dans un environnement respectueux des travailleurs ne peut répondre aux besoins des consommateurs.

Le résultat est que, d'une part, le Canada ne peut exporter la fibre de chanvre en ce moment et, d'autre part, l'échelle de ces opérations et la qualité sont si faibles que ses propres producteurs doivent s'approvisionner à l'étranger pour assurer un approvisionnement constant.

Le Canada a trois avantages comparables. Tout d'abord, à l'échelle nord-américaine, le Canada cultive le chanvre de façon légale depuis 1998, ce qui nous donne une longueur d'avance. Par contre, avec l'adoption récente de la Loi sur le chanvre aux États-Unis, les Américains nous rattrapent. Ensuite, le Canada est particulièrement bien placé avec son industrie de fibre de chanvre de classe mondiale. Le Canada détient 94 millions d'acres de terres arables et ne cultive actuellement que 100 000 acres de chanvre. Finalement, le Canada est reconnu à titre de chef de file mondial dans les domaines du développement de l'intelligence artificielle, de l'apprentissage machine et de l'agronomie à la fine pointe de la technologie.

Le Canada doit surmonter deux inconvénients comparables principaux. Premièrement, les justes salaires payés au Canada sont trop élevés pour justifier, du point de vue économique, la séparation de la tige, connue sous le nom de décortication. Deuxièmement, les cinq transformateurs de tige existants au Canada — il n'y en a que cinq — sont des exploitations à petite échelle, seulement capables de générer de faibles marges, si bien qu'elles ne peuvent pas se permettre d'investir dans l'automatisation et le contrôle de la qualité automatisée.

What will it take to be competitive in Canadian as well as global hemp markets? Simply put, Canada will need to become a low-cost, high-quality producer of hemp fibres regardless of our labour costs.

More hemp will need to be grown, and the way to do this is to motivate the farmers to grow hemp only for fibre in some cases, which will end up delivering them the highest revenue of almost any crop grown in Canada for the fibre.

Canada needs to pursue state-of-the-art hemp fibre processing facilities using 21st century advanced manufacturing and intelligent automation, and the industry needs to process hemp the same way cars are built and computers are assembled: using artificial, intelligence-driven, integrated manufacturing systems. Forbes Magazine, in an article in 2017, stated that artificial intelligence will impact every industry possible. It will not miss hemp processing, I promise you.

All of this technology is expensive, but there are three great reasons to invest in modernized decortication. First, the global fibre market is growing quickly. Second, technology brings better quality and lower production costs. Third, the technology will pay for itself in less than two years of operation.

However, if we wait, the risk to Canadian manufacturers is that they may end up having to pay royalties to foreign companies who own the intellectual property that the producer needs to be competitive. Canada must encourage intellectual property to be developed in Canada and reside in Canada. Otherwise, it will end up costing Canadians money today, tomorrow and for a long time.

There are more than 25,000 products that can be made from hemp fibre. These include bio-pellets used to replace pure plastic products with bio-composites, kitty litter and commercial absorbency products, textile fabrics, rope, insulation, automotive parts, snowboards and hempcrete.

All of these products outperform the products they were designed to replace. They are all sustainable and most of them cost up to 35 per cent less to produce. In fact, Mercedes, BMW and Renault all use European hemp fibre to construct door panels and other car trim parts. These car manufacturers use hemp because it is less expensive and lighter in weight than making it out of plastic.

Canadian companies in hemp processing need support from government to help justify, identify, coordinate and jointly develop hemp products and markets. All the stakeholders need to work together to invest in developing and presenting high-profile

Que faudra-t-il pour être concurrentiel au Canada ainsi que sur les marchés mondiaux du chanvre? La réponse simple est que le Canada devra devenir un producteur de fibre de chanvre de haute qualité à faible coût peu importe le coût de notre main-d'œuvre.

Il faudra cultiver plus de chanvre au Canada. Pour ce faire, il faudra motiver les agriculteurs à ne cultiver le chanvre que pour sa fibre dans certains cas. Cela leur fournira au final les revenus les plus élevés de presque toutes les cultures faites au Canada pour obtenir de la fibre.

Le Canada doit se prévaloir d'installations de transformation de fibre de chanvre dernier cri où on utilise la fabrication de pointe avancée du XXI^e siècle et l'automatisation intelligente. L'industrie doit transformer le chanvre comme on fabrique des voitures et on assemble des ordinateurs, c'est-à-dire, en utilisant des systèmes de fabrication intégrés assistés par l'intelligence artificielle. Dans un article paru en 2017, le magazine *Forbes* a déclaré que l'intelligence artificielle aura une incidence sur toutes les industries. Je peux vous assurer que cela inclura la transformation du chanvre.

Toute cette technologie coûte cher, mais il existe trois bonnes raisons d'investir dans la décortication modernisée. Premièrement, le marché mondial de la fibre croît rapidement. Deuxièmement, la technologie permet d'avoir une meilleure qualité et des coûts de production plus faibles. Troisièmement, la technologie se rentabilisera après moins de deux ans d'opération.

Toutefois, si nous attendons, les producteurs canadiens risquent de devoir payer des redevances aux entreprises étrangères qui détiennent la propriété intellectuelle dont les producteurs auront besoin pour être concurrentiels. Le Canada doit inciter les gens à créer ici de la propriété intellectuelle qui restera chez nous. Sinon, cela entraînera des coûts pour les Canadiens aujourd'hui, demain et pendant longtemps.

Plus de 25 000 produits peuvent être fabriqués à partir de la fibre de chanvre. Cela comprend les biogranulés utilisés pour remplacer les produits faits à partir de plastique pur par des biocomposites, la litière pour chats et les produits absorbants commerciaux, les tissus, la corde, les produits isolants, les pièces automobiles, les planches à neige et la brique de chanvre.

Tous ces produits surpassent les produits qu'ils sont conçus pour remplacer. Ils sont tous durables et la plupart coûtent jusqu'à 35 p. 100 de moins à produire. En fait, Mercedes, BMW et Renault utilisent tous de la fibre de chanvre européenne pour fabriquer des panneaux de portières de voiture et d'autres produits de finition pour automobiles. Ces constructeurs automobiles utilisent le chanvre, car il coûte moins cher et est plus léger que le plastique.

Les entreprises canadiennes de transformation du chanvre doivent bénéficier du soutien du gouvernement pour justifier, cerner, coordonner et élaborer conjointement les produits et les marchés du chanvre. Toutes les parties prenantes doivent hemp demonstration projects. Government needs to assemble and facilitate access to more global market data and directly lend their expertise and relationships to drive market success.

In closing, please remember there is a global market, there is a growing demand, and there is simply not enough quality supply in Canada. There is an existing fibre market worth well over \$1 billion waiting for Canada. We have the capabilities and all the resources needed to capture our fair share.

Thank you very much.

The Chair: Thank you. Those were two excellent presentations.

[Translation]

Senator Maltais: Welcome, gentlemen. Thank you for presenting your brief. Where exactly is hemp cultivated in Canada? In which provinces or territories? I have no idea.

[English]

Mr. Haney: Today, licensed hemp producers are in nine of 10 provinces. Only Newfoundland does not have hemp production. The largest three are in the prairie provinces — Saskatchewan, Alberta and then Manitoba. Other major ones are Ontario and Quebec. There is a strong presence of production in Atlantic Canada and, due to some unique conflict issues, there's very little in British Columbia.

[Translation]

Senator Maltais: In your brief, you stated that hemp has been recognized since 1998. However, it was far more common in Canada before that time. Louis Hébert planted hemp in New Brunswick in 1607 and in Quebec City in 1617. This crop has been grown in Canada for several hundred years. I don't understand why it does not appear on the international market. Agriculture and Agri-Food Canada or Health Canada seem to have problems with recognizing the product. What are the main objections that they give you?

[English]

Mr. Haney: Part of the answer is momentum. It's true that hemp was a major food crop and fibre crop in Canada during the time of establishment, but the industry was ripped out by the roots in the 1930s and was not allowed to re-establish until 1998. All of that momentum of trade, investment, production, knowledge, intellectual development and variety development

travailler de concert pour investir dans l'élaboration et la présentation de projets pilotes prestigieux sur le chanvre. Le gouvernement doit recueillir plus de données sur le marché mondial et y faciliter l'accès. Il doit également mettre ses compétences et ses relations à contribution pour mener à la réussite commerciale.

En conclusion, souvenez-vous qu'il existe un marché mondial, une demande croissante, et qu'il n'y a tout simplement pas assez d'offre de qualité au Canada. Le Canada pourrait avoir accès à un marché de la fibre d'une valeur de plus de 1 milliard de dollars. Nous avons les capacités et toutes les ressources nécessaires pour obtenir notre juste part.

Merci beaucoup.

La présidente : Je vous remercie pour ces deux excellentes présentations.

[Français]

Le sénateur Maltais : Bienvenue, messieurs. Merci pour la présentation de votre mémoire. À quel endroit en particulier le chanvre est-il cultivé au Canada? Dans quelles provinces ou territoires? Je n'en ai aucune idée.

[Traduction]

M. Haney: De nos jours, les producteurs de chanvre licenciés se situent dans toutes les provinces sauf Terre-Neuve. Les trois principaux producteurs se trouvent dans les Prairies — en Saskatchewan, en Alberta et au Manitoba. D'autres grands producteurs se trouvent en Ontario et au Québec. Nous avons une forte présence au Canada atlantique et, en raison de certains conflits particuliers, une présence très faible en Colombie-Britannique.

[Français]

Le sénateur Maltais: Dans votre mémoire, vous avez dit que le chanvre était reconnu depuis 1998. Toutefois, il était beaucoup plus présent au Canada avant cette date. Louis Hébert a planté du chanvre au Nouveau-Brunswick en 1607 et il en a planté dans la ville de Québec en 1617. Cette culture remonte donc à des siècles au Canada. Je ne comprends pas qu'elle ne soit pas présente sur le marché international. Agriculture et Agroalimentaire Canada ou Santé Canada semblent avoir des problèmes avec la reconnaissance de ce produit. Quelle principale objection vous donnent-ils?

[Traduction]

M. Haney: C'est en partie une question d'élan. C'est vrai que le chanvre était une culture majeure pour les aliments et la fibre au Canada durant la période d'établissement, mais l'industrie a été déracinée dans les années 1930 et n'a été autorisée à se rétablir qu'en 1998. Tout cet élan en matière de commerce, d'investissements, de production, de connaissances,

was stopped. Our public researchers were not involved and hemp was lumped in with marijuana and the illegal nature of the product. There was no differentiation and, as such, it just stopped.

So this is the slow and difficult restart. The fact that such an obviously agricultural crop is still regulated entirely under the Cannabis Act within Health Canada, I think, shows the reluctance to fully recognize food, feed, fibre and fractions as the primary products of the industrial hemp sector.

If there is a reluctance, it's splitting hairs. There is THC contained within the industrial hemp plant, but less than 0.3 per cent by weight in just the flowering head section of the plant. It is a residual product. It's irrelevant. So let it go, let it become the agricultural crop that it should be and release this crop from the constraints currently imposed on it for licensing and for licensing growers. If it's difficult, a grower will just say, "Oh, forget it, there are other crops I can produce. I don't need to ask for a commercial grower's licence. I don't have to do the registrations of my fields. I can just grow."

It's still complicated. Release the crop. Let it become an agricultural crop.

On fractions, Health Canada has today taken the position that THC and CBD are to be regulated identically, yet their risk profiles are fundamentally different. CBD does not intoxicate. The World Health Organization did a wonderful review in 2017 to confirm, again, that CBD is not related to habituation. There are no addiction issues. In fact, CBD appears to be useful in treating addiction in humans and is not addictive itself.

So, since the risk profiles are so different, release the product and let CBD become the health and wellness product it should, let it be a food ingredient, let it be a natural health supplement, and regulate it along with the rest of the plant. Then, I think you would see real growth in the industry, including feeding the raw product of fibre that's so necessary for Mr. Ziner's project.

[Translation]

Senator Maltais: Let us leave the aspect of drugs for now. We have been talking about it for the past 24 hours and it's making our heads spin. The main difficulty with the use of hemp stalk is decortication. We started to see equipment appearing in

de développement intellectuel et de développement des variétés s'est arrêté. Les institutions publiques n'ont pas effectué de recherches et le chanvre a été associé à la marijuana et à sa nature illégale. On n'a pas fait de différence entre les deux, si bien que tout le travail s'est simplement arrêté.

C'est donc un recommencement lent et difficile. Le fait qu'une culture clairement agricole soit toujours réglementée entièrement par la Loi sur le cannabis à Santé Canada montre clairement, selon moi, une réticence à reconnaître pleinement que les aliments, les fourrages, la fibre et les fractions sont les produits primaires du secteur du chanvre industriel.

S'il y a de la réticence, c'est parce qu'on coupe les cheveux en quatre. La plante de chanvre industrielle contient du THC, mais il s'agit de moins de 0,3 p. 100 par poids et uniquement dans les inflorescences. C'est un produit résiduel. Cela n'est donc pas pertinent. Il faut donc laisser tomber pour que cette récolte agricole devienne ce qu'elle pourrait être si on la libère des contraintes imposées actuellement en matière de permis pour les producteurs. Si c'est trop difficile, les agriculteurs se diront tout simplement : « Eh bien, laissons tomber, je peux produire d'autres types de récoltes. Je n'aurai pas besoin de demander de permis pour producteur commercial. Je n'aurai pas à faire l'enregistrement de mes champs. Je pourrai tout simplement m'adonner à l'agriculture. »

C'est toujours compliqué. Il faut libérer ce type de culture. Il faut la traiter comme une culture agricole.

Pour ce qui concerne les fractions, Santé Canada est d'avis que le THC et le CBD doivent être réglementés de façons identiques, même si leurs profils de risques sont diamétralement opposés. Le CBD n'enivre pas. L'Organisation mondiale de la Santé a fait un excellent examen en 2017 pour confirmer, encore une fois, que le CBD n'a aucun lien à l'accoutumance. Cela ne pose aucun problème d'accoutumance. En fait, il semblerait que le CBD pourrait servir à traiter l'accoutumance chez les humains même si cette composante n'entraîne pas de dépendance en tant que telle.

Ainsi, comme les profils de risques sont si différents, n'assujettissez plus le produit à des normes rigoureuses et laissez le CBD devenir un produit de santé et de bien-être comme il devrait l'être, laissez-le devenir un ingrédient alimentaire ou un supplément de santé naturel et réglementez-le au même titre que le reste de la plante. À ce moment-là, je pense que vous constateriez une véritable croissance dans cette industrie et dans le secteur de la fibre brute comme alimentation animale qui est si nécessaire au projet de M. Ziner.

[Français]

Le sénateur Maltais : Laissons de côté pour le moment le volet de la drogue. On en parle depuis 24 heures et on est étourdi. La principale difficulté liée à l'utilisation de la tige du chanvre est la décortication. On a commencé à voir de

the United States around 1920 to use the fibre. Do we still have the same difficulties in extracting quality fibre today? The question is for Mr. Ziner.

My next question is for Mr. Haney. Could you give me a list of hemp-based product that are healthy?

[English]

Mr. Ziner: I'm sorry, can you repeat that?

[Translation]

Senator Maltais: I would like to know if modern equipment, as compared to the equipment from 50 years ago, better extracts fibre to make products like wool or fabric.

[English]

Mr. Ziner: Yes. Most technology has literally been the same since the 1930s. The Americans are now developing some improved technology, and our company is developing an advanced manufacturing system that uses artificial intelligence and integrated manufacturing, much like car manufacturers and computer assemblers, to change the economics of decortication and to maximize the opportunity in terms of adding value to the output.

Our system treats each bale separately, optimizes the value, and ensures we have high productivity to bring down our unit production costs. The good news is technology is on the way.

[Translation]

Senator Maltais: Will this technology allow you to be competitive in the Netherlands, amongst other countries?

[English]

Mr. Ziner: Yes. Based upon our studies of costs, we believe that, notwithstanding that Europe is considerably advanced over Canada and has advanced further because they've developed value-added end products they pursue, such as these bio-pellets for biocomposites, the reality is that they have limited throughputs. The maximum production out of a plant from Europe in 12,000 tonnes a year. The stated capacity of our system will be 50,000 tonnes a year. So we introduce a whole new level of scale but, more importantly, the automation technology, the scanning and the artificial intelligence we plan to include will allow us to considerably increase the value we add to the stalk that we put through.

l'équipement apparaître aux États-Unis, vers 1920, pour se servir de la fibre. Est-ce que, aujourd'hui, on a les mêmes difficultés à tirer la qualité de la fibre? Cette question s'adresse à M. Ziner.

La prochaine question s'adresse à M. Haney. Pourriez-vous m'énumérer les produits à base de chanvre qui sont bons pour la santé?

[Traduction]

M. Ziner: Je suis désolé, pourriez-vous répéter cela?

[Français]

Le sénateur Maltais: Je veux savoir s'il existe des équipements modernes qui permettent de mieux déchiqueter la fibre aujourd'hui qu'il y a 50 ans, pour en faire des produits comme de la laine ou du tissu.

[Traduction]

M. Ziner: Oui. La plupart des technologies sont les mêmes depuis les années 1930. Les Américains sont en train d'élaborer des technologies améliorées. Notre entreprise est en train de mettre au point un système de fabrication avancée qui utilise l'intelligence artificielle et la fabrication intégrée, comme dans la fabrication d'automobiles et l'assemblage d'ordinateurs. Nous faisons cela pour changer les aspects économiques de la décortication et pour maximiser les occasions en matière de valeur ajoutée dans la production.

Notre système traite chaque balle séparément, optimise la valeur, et fait en sorte que nous ayons une productivité élevée afin d'abaisser nos coûts de production à l'unité. La bonne nouvelle, c'est que la technologie s'en vient.

[Français]

Le sénateur Maltais : Cette technologie vous permettra-t-elle d'être compétitif par rapport aux Pays-Bas, entre autres?

[Traduction]

M. Ziner: Oui. Bien que l'Europe ait une avance considérable par rapport au Canada et est allée plus loin en raison de l'élaboration de produits finis à valeur ajoutée comme ces biogranulés pour les biocomposites, nos études sur les coûts nous portent à croire que l'Europe a une capacité de rendement limitée. La production maximale pour une usine en Europe est de 12 000 tonnes par année. La capacité établie de notre système sera de 50 000 tonnes par année. Il s'agit d'une toute autre échelle. Plus important encore, la technologie d'automatisation, la numérisation et l'intelligence artificielle qui seront utilisées nous permettront d'augmenter de façon considérable la valeur ajoutée aux tiges transformées.

I believe in one of the documents I sent you I was able to demonstrate that our five-year projection is that we will process 50,000 tonnes a year, generate \$50 million in revenue, and have EBITDA of 47 per cent. The reality is that we would be the low-cost producer in the world. We believe that not only will we be able to therefore export hemp fibre itself, but we believe we have a great opportunity to export our technology, which is patent-pending, by the way.

Senator Maltais: Thank you.

Senator Doyle: It is amazing, really, that hemp has taken so long to take off. Even when I was a kid, we were hearing about hemp used by fishermen in rope. That was the only thing we knew about hemp: that it was contained in rope.

The chart you sent says an awful lot. We have 22 million acres under wheat; 23 million under canola; and we only have 150,000 acres under hemp, which is amazing.

Could that have to do with the fact that there was a stigma attached to hemp? There were a couple of different varieties that were banned worldwide because of the high THC content that it had. I'd like a comment on that, if you have any.

Is there a high labour cost associated with the production of hemp? I know you mentioned labour costs, but is it a much different labour cost on hemp than it would be on wheat, soybeans, canola or that kind of thing?

Mr. Ziner: No, not necessarily from that point of view. The difference is, first, in our model, we are planning to pay the farmers up to \$300 a tonne for the fibre. From a cost point of view, that would become our largest cost.

Forgive me, senator, can you repeat the question? I want to make sure I am clear.

Senator Doyle: You mentioned the labour costs associated with the production of hemp. Will it be much different? Will it be lower or higher? I get the impression it might be a good bit higher.

Mr. Ziner: No. The reality is that processing fibre is a complex issue from a material handling point of view. You get a lot of breakdowns and bottlenecks because of the way the fibre goes through the system. This is where our artificial intelligence and our integrated automated manufacturing assist us.

The reality is that the cost of the hemp itself is probably your largest contribution.

Je crois que dans un des documents que je vous ai envoyés, j'ai pu démontrer que, d'après notre projection sur cinq ans, nous transformerons 50 000 tonnes par année, nous générerons 50 millions de dollars en revenus, et nous aurons un excédent brut d'exploitation de 47 p. 100. En réalité, nous serions le producteur à faible coût dans le monde. Nous croyons que, non seulement nous serons ainsi en mesure d'exporter la fibre de chanvre, mais que nous aurons aussi une excellente occasion d'exporter notre technologie, qui est en instance de brevet.

Le sénateur Maltais : Merci.

Le sénateur Doyle : Il est étonnant que l'on ait pas adopté le chanvre plus tôt. Quand j'étais enfant, je savais que le chanvre servait à fabriquer les cordes qu'utilisaient les pêcheurs. C'est tout ce que nous savions du chanvre : qu'il servait à fabriquer de la corde.

Le tableau que vous avez envoyé contient beaucoup d'information. Vingt-deux millions d'acres servent à la production du blé, 23 millions à la production du colza et seulement 150 000 acres à la production du chanvre, ce qui est étonnant.

Est-ce en partie attribuable au fait qu'on a certains préjugés à l'endroit du chanvre? Certaines variétés ont été interdites à l'échelle mondiale en raison de leur teneur élevée en THC. J'aimerais connaître votre opinion là-dessus, si vous le voulez bien.

Le coût de la main-d'œuvre pour la production du chanvre estil élevé? Vous avez fait mention du coût de la main-d'œuvre, mais est-il plus élevé pour le chanvre que pour le blé, le soja, le colza ou ce type de choses?

M. Ziner: Non, de notre point de vue, pas nécessairement. La différence c'est que notre modèle prévoit que nous verserons aux agriculteurs jusqu'à 300 \$ la tonne de fibre. Cela deviendrait le coût le plus important pour nous.

Excusez-moi, sénateur Doyle, pourriez-vous répéter votre question? Je veux être sûr d'avoir bien compris.

Le sénateur Doyle: Vous avez fait mention du coût de la main-d'œuvre pour la production de chanvre. Est-il beaucoup plus élevé ou beaucoup moins élevé que pour les autres récoltes? J'ai l'impression qu'il est beaucoup plus élevé.

M. Ziner: Non. Ce qui est complexe dans la transformation de la fibre, c'est toute la manipulation. Il y a beaucoup de goulots d'étranglement et de ruptures dans la chaîne en raison de la façon dont la fibre passe par le système. C'est à cet égard que l'intelligence artificielle et la fabrication intégrée automatisée nous aident.

En réalité, c'est le coût du chanvre même qui est probablement le plus important. **Senator Doyle:** Will there be benefits — for example, for the environmentally conscious individual today, when they look at plastic and the amount of plastic going into the oceans and so on, is there a future for hemp or parts of hemp being used in plastics that might somehow replace the existing plastics we have today and make it more environmentally conscious? Is that part of it all? Could that be part of it all?

Mr. Ziner: It is a huge part, senator. We are doing work with the Government of Alberta with regard to developing these biopellets that will allow us to replace up to 80 per cent of the volume of plastic in specific products with hemp fibre. Therefore, we are replacing 80 per cent of that oil-based polymer with a sustainable product. It seemed to be a good fit for environmental reasons.

Senator Doyle: The waste that would accumulate from the waste of the recreational cannabis industry — is there any potential in that? Could it have too much THC content to be used for industrial purposes, or is that a no go? Would that be totally out of the question, because the THC might be too high when it comes to the waste from that industry?

Mr. Ziner: No. I was able to get samples from a licenced producer in Ontario and send it to the Ministry of Agriculture in Alberta, which will be doing tests for us.

The size of the stalk in medical marijuana plants is smaller than the size of the stalk, generally, for the hemp plant. The process yields less fibre, which is the main ingredient. However, as part of our ongoing research, we are looking at how we could utilize that in finished products in order, again, to create valueadded from that particular source.

Senator Doyle: So there could be some good that comes of all this recreational use of cannabis.

The Chair: I will take that last as a comment, and we'll move on.

[Translation]

Senator Dagenais: Thank you to our two guests. I would like to continue in the same vein as Senator Doyle. Mr. Ziner, you yourself talked about CBD in hemp as opposed to THC in cannabis. If I refer to stock market experts, recreational cannabis producers have no issues with investments. In fact, they have made very significant gains recently. Why is there not the same enthusiasm for your crop? I mean on the stock market, of course.

Le sénateur Doyle: Y aura-t-il des avantages — par exemple, aujourd'hui, une personne qui se soucie de l'environnement et qui examine la situation du plastique et la quantité de plastique qui se retrouve dans les océans, par exemple, se pourrait-il que le chanvre, ou certaines parties de la plante, soient utilisées dans les plastiques afin de remplacer, d'une façon ou d'une autre, les plastiques existants que nous avons aujourd'hui pour les rendre plus écologiques? Cela fait-il partie de l'équation? Est-ce que cela pourrait en faire partie?

M. Ziner: Il s'agit d'une partie très importante de l'équation, sénateur Doyle. Nous travaillons avec le gouvernement de l'Alberta en vue de mettre au point ces biogranules qui nous permettront de remplacer jusqu'à 80 p. 100 de la quantité de plastique dans certains produits par de la fibre de chanvre. Par conséquent, on remplace 80 p. 100 de ce polymère fait à partir de pétrole par un produit durable. Cela semble aller de soi pour des raisons environnementales.

Le sénateur Doyle: Les déchets qui résulteraient du secteur du cannabis récréatif offrent-ils un certain potentiel? Se pourraitil que la teneur en THC soit trop élevée pour que ces déchets soient utilisés à des fins industrielles ou cela serait-il impossible? Est-ce que ce serait tout à fait hors de question parce que la teneur en THC pourrait être trop élevée dans les déchets provenant de ce secteur?

M. Ziner: Non. J'ai pu obtenir des échantillons d'un producteur licencié en Ontario pour l'envoyer au ministère de l'Agriculture en Alberta, où on procédera à des tests pour nous.

La taille de la tige d'un plant de marijuana médical est plus petite que celle d'un plan de chanvre, de façon générale. Le processus donne moins de fibres, qui est le principal ingrédient. Toutefois, dans le cadre de notre recherche en cours, nous cherchons à déterminer comment nous pourrions utiliser cette matière dans des produits finis, encore une fois, en vue de créer une valeur ajoutée de cette source particulière.

Le sénateur Doyle : L'arrivée du cannabis récréatif pourrait avoir des conséquences positives.

La présidente : Ce sera votre dernière remarque. Je passerai à l'intervenant suivant.

[Français]

Le sénateur Dagenais: Merci à nos deux invités. J'aimerais continuer dans la même veine que le sénateur Doyle. Vous avez abordé vous-même, monsieur Ziner, le CBD dans le chanvre par opposition au THC dans le cannabis. Si je me réfère aux spécialistes de la bourse, les producteurs de cannabis récréatif n'ont pas de problèmes d'investissement. D'ailleurs, ils ont fait récemment des gains très appréciables. Pourquoi n'y a-t-il pas le même engouement pour votre production? Je veux dire à la bourse, évidemment.

[English]

Mr. Ziner: With regard to fibre, yes?

[Translation]

Senator Dagenais: That's right. Cannabis producers have made monumental profits with THC. So with your crop, why have we not heard about such enthusiasm in the stock market for hemp fibre, for example, that has CBD? Why is there not the same enthusiasm for both products? Is it because legalisation is something new? However, hemp has existed for a long time.

[English]

Mr. Ziner: Very significantly, there is an important distinction in growing for CBD and stalk versus growing for seed. Seed matures at 16 weeks; CBD and stalk both mature at 13 weeks. If one goes to take the CBC from plants that have already matured for seed, you are getting overmatured CBD content, which is degraded. If they harvest the plant in 13 weeks, the output will be optimum for both CBD and the stalk.

The reality is the stalk is a huge profit opportunity. As I said, the 200,000 tonnes we generated in Canada could be converted into \$200 million of value-added product.

The answer is that there is a huge opportunity out there. We believe that we have unlocked the solution by addressing the problem and improving productivity and increasing the value that we can add to the product in such a way that we can afford to pay farmers more money for the stalk. We can offer good paying jobs that have a certain skill quotient associated with them. From that point of view, we believe that what we are going to introduce into the market will be completely disruptive.

[Translation]

Senator Dagenais: You spoke about certain labour issues and you indicated that salaries in Canada sometimes make you less competitive. We know that in other countries, salaries in the agricultural sector are lower. What could improve your production costs and make you more competitive?

[English]

Mr. Ziner: Very simply, the same thing that has been happening in manufacturing around the world for the last 30 years, which is automation and AI.

My first involvement with advanced manufacturing was back in the mid-1980s, when I developed an AI-based system for secondary wood processing. This has been around for a long [Traduction]

M. Ziner: Au sujet de la fibre?

[Français]

Le sénateur Dagenais: C'est exact. Les producteurs de cannabis ont fait des profits faramineux avec le THC. Alors pourquoi, dans le cas de votre production, on n'a jamais entendu parler d'un engouement à la bourse pour la fibre de chanvre, par exemple, avec le CBD? Pourquoi n'y a-t-il pas le même engouement pour les deux produits? Est-ce parce que la légalisation est nouvelle? Pourtant, le chanvre existe depuis longtemps.

[Traduction]

M. Ziner: Il y a une importante distinction à faire entre la culture du cannabis pour le CBD et la tige et la culture du cannabis pour les semences. La maturation des graines se fait à 16 semaines et la maturation pour le CBD et la tige se fait à 13 semaines. Les plantes dont les semences ont déjà atteint la maturité sont des plantes dont la teneur en CBD est surmaturée et dégradée. Si la plante est récoltée à 13 semaines, c'est optimal autant pour le CBD que pour la tige.

La tige présente des possibilités de profit énorme. Comme je l'ai dit, les 200 000 tonnes que nous avons produites au Canada pourraient être converties en produits à valeur ajoutée à hauteur de 200 millions de dollars.

La réponse, c'est que c'est toute une occasion qui s'offre à nous. Nous croyons avoir trouvé la solution en améliorant la productivité et en rehaussant la valeur pouvant être ajoutée au produit de façon à pouvoir donner plus aux agriculteurs pour la tige. Nous pouvons offrir de bons emplois bien rémunérés nécessitant certaines compétences précises. De ce point de vue, nous estimons qu'avec ce que nous mettrons sur le marché, nous pourrons le perturber complètement.

[Français]

Le sénateur Dagenais: Vous avez parlé de certains problèmes de main-d'œuvre et vous avez indiqué que les salaires au Canada vous rendent parfois moins compétitif. On sait que, dans d'autres pays, les salaires dans le secteur agricole coûtent moins cher. Qu'est-ce qui pourrait améliorer vos coûts de production et vous rendre plus compétitif?

[Traduction]

M. Ziner: La réponse est simple: c'est ce dont on est témoin dans le secteur manufacturier partout dans le monde depuis 30 ans, à savoir l'automatisation et l'intelligence artificielle.

J'ai commencé à m'intéresser à la fabrication avancée au milieu des années 1980; j'ai alors conçu un système fondé sur l'intelligence artificielle pour la deuxième transformation du

time. It's the opportunity to improve the economics by improving the technology. From the time that Henry Ford came out with the Model T in 1913 and came up with the assembly line, we have seen over and over again that changes in technology change the economics of many industries.

[Translation]

Senator Dagenais: You spoke about technology, equipment, and investment. We know that our neighbours to the south can quickly deduct the amount that they have invested if they invest in their own company. I know that this does not really happen in Canada. Do you believe that we should do the same in Canada when Canadian manufacturers invest in their own companies? Should new technologies come with tax deductions? That would help you. Do you believe that we should make a recommendation to that effect in our report?

[English]

Mr. Ziner: The simple answer is anything that will advance our economic output, that will allow us to create more jobs and create greater economic stability in Canada, should be pursued.

The reality is that, from a labour perspective, it comes down to improving productivity. Productivity is essentially defined as the output from one individual in the scale of that particular business, so you are looking at unit production costs. Our unit production costs are about 50 per cent of existing decortication operations, so it makes a huge difference.

Again, with my background as a secondary wood processor for 20 years, the one thing I learned is if you can't add value and make a profit, you don't do it; it just doesn't pay. That is why we don't have enough hemp being produced for fibre in Canada. It's too expensive relative to the amount you are able to generate if you are focusing on just putting in a commodity and taking out two subcomponents of that commodity. You have to look at how you can integrate the production to create secondary products and bring down your unit costs.

Senator Oh: Thank you, witnesses, for being here. I want to follow up on the last two questions.

What is the yield return per acre for a farmer who will produce hemp? Do you know what the return is? How many plants can you grow on one acre, and what is the return compared to other crops? bois. Cela existe depuis longtemps. Nous avons la possibilité d'améliorer les résultats économiques en améliorant la technologie. Depuis que Henry Ford a créé le modèle T en 1913 et pensé à la chaîne de montage, nous avons vu maintes et maintes fois comment les progrès technologiques peuvent améliorer les rendements dans bon nombre de secteurs.

[Français]

Le sénateur Dagenais: Vous parlez de la technologie, de l'équipement, de l'investissement. On sait que, chez nos voisins américains, si les gens investissent dans leur compagnie, ils peuvent déduire rapidement le montant de l'investissement qu'ils ont fait. Je sais que cela ne se fait pas nécessairement au Canada. Croyez-vous qu'on devrait aller dans le même sens au Canada lorsque les manufacturiers canadiens investissent dans leur entreprise? Les nouvelles technologies devraient-elles faire l'objet de déductions sur le plan fiscal? Cela vous aiderait. Croyez-vous qu'on devrait faire une recommandation à cet égard dans notre rapport?

[Traduction]

M. Ziner: Je vous répondrai tout simplement en vous disant qu'il faut tenter tout ce qui rehaussera notre rendement économique, la création d'emplois et la stabilité de l'économie au Canada.

En ce qui concerne la main-d'œuvre, c'est une question de productivité. La productivité, c'est essentiellement la production de chaque employé d'une entreprise donnée; on parle donc de coûts de production unitaire. Notre coût de production unitaires représente environ 50 p. 100 des coûts du décorticage. Cela fait donc une différence énorme.

J'ai travaillé pendant 20 ans dans la deuxième transformation du bois. J'ai appris que, si l'ajout de la valeur ne mène pas à des profits, vous ne le faites pas, car ce n'est pas payant. Voilà pourquoi on ne produit pas suffisamment de chanvre pour la fibre au Canada. C'est trop coûteux par rapport au profit que l'on peut générer si on se concentre seulement sur ce produit et qu'on en retire deux éléments. Il faut trouver une façon d'intégrer la production pour créer des produits secondaires et ainsi abaisser les coûts unitaires de production.

Le sénateur Oh: Je remercie tous les témoins d'être venus. J'aimerais faire suite aux deux dernières questions qui ont été posées.

Quel est le rendement par acre qu'un producteur de chanvre peut obtenir? Le savez-vous? Combien de plantes peut-on cultiver sur un acre et quel est son rendement par rapport aux autres cultures? **Mr. Ziner:** That is a great question. I believe in one of the documents that I sent out there is a graph showing the revenue per acre for the different crops, as well as for hemp seed and hemp fibre.

If you look at the other crops, you can be talking, from a net perspective, anywhere from about \$275 to \$500 or \$600 per acre in terms of net revenue.

On hemp seed in 2017, they were making \$800 per tonne. That was around \$800 an acre. In 2018, we had a reduction in the amount of hemp grown. The price went down, because China has been dumping hemp seed into the market, to about \$625 an acre.

When you grow for seed, you put in about 125 plants per acre. When you grow for fibre, you want the plants to be closer together because you want the life force to go into the stalk itself. There you grow 400 plants per acre.

The tonnage is one and a quarter tonnes per acre of stalk from seed stalk, and, statistically, 3.6 tonnes up to 12 tons per acre of stalk when growing specifically for fibre. We use, statistically, 5 tonnes per acre. We say 5 tonnes per acre and we are prepared to pay \$300 a tonne for hemp grown specifically for fibre. That would potentially yield farmers up to \$1,500 or more per acre, making it the highest value crop in Canada.

Senator Oh: What is the turnover? You say three to four weeks to have it full grown?

Mr. Ziner: No, 13 weeks, which is three weeks shorter than seed. Because the Prairies are the largest area of growth in the country, when you are able to harvest three weeks earlier, it takes the pressure off the farmer if he is also growing for seed, because he can do that harvesting first. It also takes more pressure off them because they are not running into the winter season.

Senator Oh: Are we able to grow two crops a year?

Mr. Ziner: Not in Canada. Maybe in Osoyoos, British Columbia, which is our native desert. Beyond that, I'm not sure we would get two crops here.

However, I would also add that from a farming perspective, the Prairies and Ontario and Quebec, in their northern areas, will benefit the most from growing hemp for fibre because there you get 20 to 22 hours of sunshine in the summer. Hemp needs sun. It doesn't need much water or pesticides. It needs a bit of herbicide, but that's it.

Senator Oh: How big do the plants grow?

M. Ziner: C'est une excellente question. Je crois que, dans l'un des documents que je vous ai envoyés, il y a un graphique montrant le revenu par acre pour les différentes cultures, ainsi que pour la graine de chanvre et la fibre de chanvre.

Si one examine les autres cultures, on parle, d'une perspective nette, d'environ 275 \$ à 500 \$ ou 600 \$ par acre en termes de revenu net.

Pour la graine de chanvre en 2017, les producteurs recevaient 800 \$ la tonne. Cela faisait environ 800 \$ par acre. En 2018, on a vu une réduction de la quantité de chanvre qui a été cultivé. Le prix a baissé parce que la Chine faisait du dumping de graine de chanvre dans le marché, à environ 625 \$ par acre.

Lorsqu'on fait pousser la plante pour les graines, on plante environ 125 plants par acre. Lorsqu'on la fait pousser pour la fibre, on veut que les plants soient plus près les uns des autres parce que l'on veut que la force vitale aille dans la tige ellemême. Donc, on plante 400 plants par acre.

Le tonnage est d'une tonne et quart par acre de tige de la tige de graine et, statistiquement, de 3,6 tonnes à 12 tonnes par acre de tige lorsqu'on la fait pousser spécifiquement pour la fibre. Statistiquement, on utilise 5 tonnes par acre. On dit 5 tonnes par acre et on est prêt à payer 300 \$ la tonne pour le chanvre cultivé spécifiquement pour sa fibre. Potentiellement, cela donnerait aux agriculteurs jusqu'a 1 500 \$ ou plus par acre, faisant du chanvre la culture à la valeur la plus élevée au Canada.

Le sénateur Oh : Qu'en est-il du roulement? Vous dites qu'il faut trois à quatre semaines pour que la plante ait terminé de pousser?

M. Ziner: Non, 13 semaines, ce qui représente trois semaines de moins que la graine. Parce que les Prairies sont la région de croissance la plus importante au pays, où l'on peut récolter trois semaines plus tôt, cela enlève de la pression sur les agriculteurs s'ils doivent aussi faire pousser pour la graine parce qu'il peut faire cette récolte en premier. Cela leur enlève aussi de la pression parce qu'ils ne font pas face à la saison hivernale.

Le sénateur Oh: Peut-on avoir deux récoltes par année?

M. Ziner : Pas au Canada. Peut-être à Osoyoos, en Colombie-Britannique, qui est notre désert. Au-delà de cela, je ne crois pas que nous puissions avoir deux récoltes ici.

Cependant, j'ajouterais que, d'un point de vue agricole, les Prairies, ainsi que l'Ontario et le Québec, dans leur partie nord, vont être les régions qui bénéficieront le plus de la croissance du chanvre pour la fibre, parce qu'elles bénéficient de 20 à 22 heures d'ensoleillement l'été. Le chanvre a besoin de soleil. Il n'a pas tant besoin d'eau ou de pesticides. Il a besoin d'un peu d'herbicides, mais c'est tout.

Le sénateur Oh : Quelle hauteur les plans atteignent-ils?

Mr. Ziner: Technically, they can grow up to 20 feet. In Canada we are expecting, if we grow them for fibre alone, 14 feet.

Senator Oh: Back to the question on environmental issues. How long before the fibres disintegrate? Plastic will stay a long time.

Mr. Ziner: Thousands of years. They are saying it depends on how much fibre is put into the product. It will have an opportunity to degrade in 100 years, but that is not really the issue. The issue they look at from an environmental perspective is how much oil it replaced, because they look at the production of oil as being environmentally unfriendly. If we can replace the oil with the fibre as a percentage of volume, we improve the environmental impact by reducing the oil used.

Senator Oh: Marijuana was legalized yesterday. Do you think the growing of hemp will pick up?

Mr. Ziner: I have no doubt that it will. The investment community has benefited from the marijuana industry. It has made them very anxious to keep pushing for public market opportunities.

Based on the discussions that I have had with investment bankers in Canada and in the United States, I have no doubt that hemp is their next frontier. I can tell you that I have already been approached by two hedge funds — one in Canada and one in the United States — who are interested in putting together a consortium of primary and secondary processors. They are talking big numbers.

Senator R. Black: Thank you for sharing your numbers with us. The one that struck me the most was the 200,000 tonnes grown, 90 per cent which is burned or disposed of, and so there is the availability of material.

You talked about the opportunity for expansion. Where should that expansion take place, given that production is in nine of 10 provinces? I'm guessing — and I could be wrong — that there are economies of scale as far as plants for processing. Where should this expansion take place? If it is only in parts of the country, how do we get the product from the growing location to processing facilities?

Anyone can answer.

Mr. Haney: Again, it is nine out of 10 today. There is a reason, agronomically, why the three largest provinces are the prairie provinces. British Columbia is a somewhat more complicated situation. Why there are only 80 hectares licensed

M. Ziner: Techniquement, les plants peuvent se rendre jusqu'à 20 pieds. Au Canada, si on ne cultive ces plans que pour la fibre, on s'attend à ce qu'ils atteignent une hauteur de 14 pieds.

Le sénateur Oh: Pour revenir à la question de l'environnement, combien de temps faut-il aux fibres pour se désintégrer? Le plastique restera très longtemps.

M. Ziner: Des milliers d'années. On dit que cela dépend de la quantité de fibre qui sera insérée dans le produit. Elle aura l'occasion de se dégrader sur une période de 100 ans, mais là n'est pas vraiment la question. La question d'un point de vue environnemental est de savoir la quantité de pétrole qu'elle remplace parce qu'on considère la production de pétrole comme étant nuisible pour l'environnement. Si on peut remplacer le pétrole avec la fibre en tant que pourcentage de volume, on améliore l'incidence environnementale en réduisant l'utilisation du pétrole.

Le sénateur Oh : La marijuana a été légalisée hier. Croyezvous que la culture du chanvre augmentera?

M. Ziner: Je n'en ai aucun doute. La communauté des investisseurs a bénéficié de l'industrie de la marijuana. Ils ont bien hâte d'aller chercher d'autres occasions sur le marché public.

En me fondant sur les discussions que j'ai tenues avec des banquiers responsables des investissements au Canada et aux États-Unis, je n'ai aucun doute que le chanvre soit leur prochaine frontière. Je peux vous dire que j'ai déjà été approché par deux fonds de couverture — un au Canada et un aux États-Unis — qui sont intéressés à former ensemble un consortium de transformateurs primaires et secondaires. On parle de chiffres très élevés.

Le sénateur R. Black: Merci d'avoir partagé ces chiffres avec nous. Ceux qui m'ont le plus frappé sont les 200 000 tonnes qu'on fait pousser, dont 90 p. 100 sont brûlés ou jetés, ce qui montre que le matériel est disponible.

Vous avez parlé d'occasions d'élargissement. Où devrait-il se faire étant donné qu'on produit dans toutes les provinces sauf une? J'imagine — et je pourrais me tromper — qu'il y a des économies d'échelle à faire lorsqu'on parle de transformation des plants. Où cette expansion devrait-elle avoir lieu? Si c'est seulement dans certaines parties du pays, comment s'y prend-on pour transférer le produit de l'endroit où on le fait pousser aux installations de transformation?

La question est ouverte à tous.

M. Haney: Encore une fois, aujourd'hui, la culture se fait dans toutes les provinces sauf une. Du point de vue agronomique, il existe une raison pour expliquer que les trois plus grandes provinces sont celles des Prairies. La situation

for production in 2017 is a complicated matter to do with cross-pollination issues.

Frankly, there are opportunities for growth in all regions of Canada. There are very specific investments being made in food processing, in fibre processing in Atlantic Canada, Quebec, Ontario, as well as in Manitoba, Saskatchewan and Alberta.

While it can be seen as a national imbalance toward acreages in the prairie provinces, there will still be a large presence of hemp, particularly across Highway 16, for the dual purpose fibre varieties and along Highway 1 and Highway 3 in the south of the prairie provinces for seed-optimized production. Again, with processing capacity, removed barriers increased acreages in each region. Atlantic Canada, Quebec and Ontario, in addition to the prairie provinces, all have that growth.

By the way, our industry has estimated growth by addressing some of these constraints. The goal of the industry is to reach 450,000 acres or 200,000 hectares of production and \$1 billion in sales with \$900 million in exports by 2023. That is just around the corner. As I said, we have a lot of work to do.

Mr. Ziner: I would like to also give some perspective in terms of the fact that, from our point of view, being able to have a plant that has a 50,000-tonne capacity and with the margins that we have defined, as opposed to existing decortication plants which limit themselves to a 200-kilometre radius for their supply, our business model is based on going up to 600 kilometres because we have the margins to justify and afford it. From our point of view, we look upon the opportunity. For example, if we located in Alberta, we would also be able to get supply from British Columbia and Saskatchewan. If we located in Saskatchewan, it would be the same story.

Our plan is to replicate these plants across Canada and to replicate them in the United States. The reason I talked about the fact that the Americans are coming is because, if we don't take a lead position in the hemp decortication technology now, the Americans are known to be pretty fast and pretty aggressive when they want to get something done and we risk losing our opportunities to them.

Senator R. Black: How is it transported from the field if it is 600 kilometres away? Is that in 14-foot stalks? Is it chopped up and sent in rail cars? There is a cost to that as well.

britanno-colombienne est, en quelque sorte, un peu plus compliquée. La raison pour laquelle à peine 80 hectares ont un permis de production en 2017 est une question compliquée liée à des enjeux de pollinisation croisée.

Honnêtement, il existe des possibilités de croissance dans toutes les régions du Canada. Des investissements très précis sont réalisés actuellement dans la transformation alimentaire et le traitement des fibres au Canada atlantique, au Québec, en Ontario, de même qu'au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta.

S'il est vrai qu'on peut considérer qu'il existe un déséquilibre national par rapport à la superficie dans les provinces des Prairies, il y aura quand même une présence importante de chanvre, en particulier aux abords de l'autoroute 16, pour les variétés de fibres à double emploi, et le long de l'autoroute 1 et de l'autoroute 3 dans le sud des provinces des Prairies pour la production de semis optimisés. Encore une fois, avec la capacité de transformation, les obstacles éliminés ont permis d'augmenter la superficie dans chaque région. Le Canada atlantique, le Québec et l'Ontario, en plus des provinces des Prairies, ont tous connu cette croissance.

En passant, notre secteur a estimé la croissance en éliminant certaines de ces limites. L'objectif du secteur est d'atteindre 450 000 acres ou 200 000 hectares de production et 1 milliard de dollars de ventes, y compris 900 millions de dollars d'exportations d'ici 2023. C'est très rapide. Comme je l'ai dit, nous avons beaucoup de travail à faire.

M. Ziner: J'aimerais ajouter que, selon nous, pouvoir disposer d'une usine ayant une capacité de 50 000 tonnes et fonctionnant selon les marges que nous avons définies, plutôt que de recourrir aux usines de décortication existantes qui s'approvisionnent uniquement dans un rayon de 200 kilomètres, notre modèle d'affaires s'étend jusqu'à 600 kilomètres parce que nous avons les marges pour le justifier et nous pouvons nous le permettre. De notre point de vue, nous cherchons les occasions, par exemple, si nous nous installions en Alberta, nous pourrions aussi nous approvisionner en Colombie-Britannique et en Saskatchewan. Si nous nous installions en Saskatchewan, ce serait la même histoire.

Notre plan consiste à copier ces usines partout au Canada, ainsi qu'aux États-Unis. La raison pour laquelle j'ai mentionné que les Américains s'en viennent, c'est que si nous ne nous positionnons pas comme chef de file dans la technologie de décortication du chanvre dès maintenant, les Américains seront, comme on le sait, assez rapides et dynamiques, comme ils peuvent l'être lorsqu'ils le veulent, de sorte que nous risquons de rater ces occasions à leur profit.

Le sénateur R. Black: Comment transporte-t-on les produits du champ si l'usine se trouve à 600 kilomètres? Le produit est-il transporté en tiges de 14 pieds? Est-il découpé avant d'être expédié par train? Il y a des coûts reliés à cela aussi.

Mr. Ziner: The cost has been factored into our logistics. The reality is it is a standard baler; you either go round or square. It goes on to a flatbed — approximately 21 bales or 1 tonne per truck — and they are brought to the facility that way.

Senator R. Black: Thank you.

Senator Bernard: One of my questions was asked by my colleagues, but I would like to follow up around the issues of wages.

Mr. Ziner, I think you said that fair wages are too high to make the industry competitive. Can you expand on that? What do you consider a fair wage and what does that mean?

Mr. Ziner: Forgive me; I didn't mean to suggest that the fair wages are way too high. I am saying that when you are competing against China and Romania as the principal sources of supply today, you are competing against very low-cost labour when you translate the amount of manpower required to go through this process of decortication, which is manually oriented. It was in one of the documents I sent. There were pictures that show how it looks in a Romanian operation.

The point is that we create, for example, a capacity. We have 77 jobs per plant and we generate about 30,000 to 40,000 hours of trucking. Our proform is based on paying our hourly labour \$20 an hour and our skilled labour to compete in the marketplace up to \$30 an hour, plus 24 per cent benefits. We look upon ourselves as being a very responsible contributing opportunity for the province that we locate in, for the farmers and the community that we end up in as well.

I am saying that you need to supplement the productivity using technology in order to be able to be in business without focusing on your hourly labour cost. You have to find other ways to increase your productivity.

Senator Bernard: Thank you for that additional clarification.

Mr. Ziner: Thank you.

Senator Bernard: I have a follow-up question on that, in terms of the workforce and 77 jobs per plant. How diverse is that workforce in terms of gender and ethnicity?

Mr. Ziner: It is interesting, senator, that you bring that up. I have been discussing the idea of trying to orient this, to a certain degree, to be what I call a clean agricultural technology, as an opportunity to attract women also to work in the operation so

M. Ziner: Les coûts ont été pris en considération dans nos plans. La réalité, c'est qu'il s'agit d'une presse à balles standards; on peut choisir une forme ronde ou carrée. Les balles sont déposées sur un camion à plateforme — environ 21 balles ou une tonne par camion — et elles sont ensuite envoyées à l'usine.

Le sénateur R. Black: Merci.

La sénatrice Bernard : Mes collègues ont posé l'une de mes questions, mais j'aimerais revenir sur la question des salaires.

Monsieur Ziner, je pense vous avoir entendu dire que les salaires justes sont trop élevés pour permettre au secteur d'être concurrentiel. Pouvez-vous expliquer ce que vous entendiez par là? Que considérez-vous comme un salaire juste et qu'est-ce que cela signifie?

M. Ziner: Excusez-moi; je ne voulais pas dire que les salaires justes sont beaucoup trop élevés. Ce que je dis, c'est qu'en faisant concurrence à la Chine et à la Roumanie, qui sont les principales sources d'approvisionnement à l'heure actuelle, vous avez affaire à un coût de la main-d'œuvre très bas en raison du nombre de travailleurs requis pour accomplir le processus de décortication, qui se fait à la main. Cela figurait dans l'un des documents que j'ai envoyés. Il y avait des images qui illustraient une exploitation roumaine.

L'idée, c'est de créer, par exemple, une capacité. Nous avons 77 emplois par usine et générons environ 30 000 à 40 000 heures de camionnage. Notre modèle se base sur un salaire horaire de 20 \$ et pouvant aller jusqu'à 30 \$ pour la main-d'œuvre qualifiée afin d'être concurrentiels sur le marché, plus 24 p. 100 d'avantages sociaux. Nous nous targuons d'être très responsables en créant des débouchés pour les provinces où nous nous établissons, ainsi que pour les agriculteurs et la communauté où nous nous retrouvons.

Je veux dire qu'il faut compléter la productivité au moyen de la technologie afin de pouvoir faire des affaires sans se concentrer uniquement sur les coûts horaires de la main-d'œuvre. Il faut trouver d'autres façons d'augmenter la productivité.

La sénatrice Bernard : Merci de cette précision.

M. Ziner: Merci.

La sénatrice Bernard : J'ai une question complémentaire au sujet de l'effectif et des 77 emplois par usine. À quel point cette main-d'œuvre est-elle diversifiée, du point de vue du sexe et de l'ethnicité?

M. Ziner: C'est intéressant que vous souleviez la question, madame la sénatrice. J'envisage depuis un certain temps de tenter d'orienter les choses, dans une certaine mesure, pour avoir ce que j'appelle une technologie agricole propre afin de pouvoir

that women in rural communities have a better opportunity to get good, sustainable paying jobs.

From our point of view, with regard to our board of directors, we have committed to ensure we have women and minorities involved as well. We want to create a progressive environment that will allow us to have top quality and we also recognize that we will need an attitude from our first layer of staff, which is willing to work on something new.

What we are doing in hemp fibre processing has never been done before. We acknowledge that it involves certain application risks, but we are comfortable with the fact that it is not a question of "if" but "when." Our system is also engineered to operate from being manual to fully automated.

Senator Bernard: On the development of technology and innovation, are you collaborating with universities and colleges in terms of that research and development?

Mr. Ziner: Yes. We are working with the University of British Columbia, for example, on developing a joint project with Germany where we are looking, with regard to the biopellet projects, developing custom engineered bio-pellets. We are working with this German organization jointly where they will develop a virtual extrusion and injection moulding system so that we can see how bio-composite products come together in the product and affect the structural integrity. That way, we can provide formulations to existing plastics producers without having to go through direct testing and give them an idea of what would be the optimum mix of fibre and polymer and how much money they could save.

We are also working with InnoTech Alberta, the Composites Innovation Centre in Manitoba, and with PAMI in Saskatchewan. We are trying to become a focal hub for collaboration through all of these research organizations and bringing a central opportunity for knowledge development for Canada's natural fibre processing industry.

The Chair: Thank you.

Senator Oh: Are you the biggest company doing the hemp project now? How many companies in Canada are doing what you are doing?

Mr. Ziner: Well, there are five small-scale decortication companies that operate in Canada. We don't operate yet; we have developed our technology. Right now we're in fundraising.

attirer aussi les travailleuses et faire en sorte que les femmes dans les collectivités rurales aient de meilleures chances de trouver de bons emplois rémunérés à long terme.

De notre point de vue, en ce qui concerne notre conseil d'administration, nous nous sommes engagés à veiller à ce que les femmes et les minorités soient aussi engagées. Nous souhaitons créer un environnement progressiste qui nous permettra d'offrir la meilleure qualité et nous reconnaissons aussi que nous aurons besoin d'une certaine attitude de la part de notre personnel, qui doit être prêt à travailler à quelque chose de nouveau.

Ce que nous faisons dans la transformation de la fibre de chanvre, c'est du jamais vu. Nous reconnaissons qu'il y a certains risques quant à l'application de la méthode, mais nous estimons qu'il ne s'agit pas d'une question de « si », mais plutôt de « quand ». Notre système est également conçu de façon à passer d'une exploitation manuelle à une exploitation entièrement automatisée.

La sénatrice Bernard : En ce qui concerne l'élaboration des technologies et l'innovation, collaborez-vous avec les universités et les collèges dans le domaine de la recherche et du développement?

M. Ziner: Oui. Nous travaillons par exemple avec l'Université de la Colombie-Britannique à élaborer un projet commun avec l'Allemagne qui nous permettra de créer des biogranules sur mesure. Nous travaillons en collaboration avec cette organisation allemande qui créera un système de moulage par injection et extrusion afin de déterminer de quelle façon les produits biocomposés peuvent se mélanger dans le produit et en affecter l'intégrité structurelle. De cette façon, nous pouvons fournir les formulations aux producteurs de matières plastiques existants sans devoir réaliser des essais directs, tout en leur donnant une idée de ce que serait le mélange optimal de fibres et de polymères ainsi que les économies possibles.

Nous travaillons également avec InnoTech Alberta, le Composites Innovation Centre au Manitoba ainsi que PAMI en Saskatchewan. Nous tentons de devenir une plaque tournante en matière de collaboration entre tous ces organismes de recherches et d'offrir une possibilité centrale d'approfondissement des connaissances pour le secteur de la transformation de la fibre naturelle au Canada.

La présidente : Merci.

Le sénateur Oh : Êtes-vous la plus grande entreprise à réaliser le projet de chanvre à l'heure actuelle? Combien d'entreprises au Canada font la même chose que vous?

M. Ziner: Eh bien, il existe cinq entreprises de décortication à petite échelle au Canada. Nous ne sommes pas encore opérationnels; nous avons mis au point notre technologie. À

We're raising \$45 million to build our facility and for our working capital.

The point is that, fundamentally, we would represent the largest decortication plant in the world with the highest productivity, the highest output and the highest value-added potential. At this point with our patent applications — actually, we just finished our one-year provisional and there was no challenge to that so we've just refined and completed our patent application after the one-year mark. As far as we're concerned, and as far as we understand, we are the only ones in the world who have looked specifically at how to improve decortication with advanced manufacturing technologies.

Senator Oh: Can we grow in a greenhouse?

The Chair: Time is up, Senator Oh, you can have that discussion afterwards.

Senator Miville-Dechêne: First of all, I'd like to congratulate you. I'm always impressed by businessmen or businesswomen who are so involved in a project which won't be easy. Obviously you believe in it. I'm impressed by what you're saying and your plans, but it's complicated because you will be in the market and you will have to make profits. So, first, congratulations.

What about the image question, because obviously hemp suffers from an image deficit? For the general public like me, what we know about hemp, in Quebec anyway, are a few stores where you see hats and shirts. You feel there must be cannabis behind it, and it's now legal, but there is this image attached to hemp as something not exactly mainstream. What can you do as a businessman to change this image?

And I'd like to know precisely what does CBD do?

Mr. Ziner: That's kind of a wide-ranging question, senator. Let me start by talking about CBD because it's controversial and I probably shouldn't address it. The fact of the matter remains that, from a psychoactive point of view, you could not get high on hemp if you worked on it for 20 years. That's the bottom line.

In terms of the perception, you know, it's a funny thing about perception. Perceptions change. Maple Leaf Foods had problems with their meat and, if you do a good PR and marketing campaign, people forget quickly.

l'heure actuelle, nous sommes à l'étape du financement. Nous recueillons 45 millions de dollars pour bâtir notre usine et mettre en place notre fonds de roulement.

En fait, fondamentalement, nous représenterions la plus grande usine de décortication au monde et aurions la plus grande productivité, la production la plus importante et le potentiel de valeur ajoutée le plus élevé. À ce stade, avec nos demandes de brevet — en fait, la période provisoire d'un an vient de se terminer et il n'y a eu aucune contestation, de sorte que nous venons de raffiner et de terminer notre demande de brevet après la période d'un an. En ce qui nous concerne, nous croyons savoir que nous sommes les seuls au monde qui avons examiné, de façon précise, comment améliorer la décortication au moyen de technologies de fabrication de pointe.

Le sénateur Oh : Pouvons-nous cultiver le produit dans une serre?

La présidente : Votre temps de parole est écoulé, sénateur Oh; vous pourrez tenir cette discussion plus tard.

La sénatrice Miville-Dechêne: Tout d'abord, j'aimerais vous féliciter. Je suis toujours impressionnée par les hommes et les femmes d'affaires qui sont aussi engagés dans un projet qui ne sera pas simple. Manifestement, vous y croyez. Je suis impressionnée par ce que vous avez dit ainsi que vos plans, mais c'est compliqué parce que vous vous retrouverez dans le marché et que vous devrez faire des profits. Alors, tout d'abord, félicitations.

Qu'en est-il de la question de l'image, car le chanvre a manifestement mauvaise réputation? Pour le commun des mortels, comme moi, ce que nous connaissons du chanvre, au Québec du moins, c'est quelques magasins qui vendent des chapeaux et des chandails. On a l'impression qu'il doit y avoir du cannabis derrière tout cela, et que c'est maintenant légal, mais il y a cette image rattachée au chanvre qui n'est pas nécessairement conventionnelle. Qu'est-ce qu'un homme d'affaires comme vous peut faire pour changer cette image?

J'aimerais également savoir précisément ce que fait le CBD.

M. Ziner: Voilà une question assez vaste, madame la sénatrice. Permettez-moi de commencer par le CBD, car il s'agit d'une question controversée que je devrais sans doute m'abstenir de commenter. Le fait demeure qu'on ne peut pas ressentir d'effets psychoactifs même si on consomme du chanvre industriel sans arrêt pendant 20 ans. C'est vraiment la leçon qu'il faut en retenir.

Pour ce qui est des perceptions, c'est intéressant de constater qu'elles peuvent changer. Maple Leaf Foods a connu des problèmes de salubrité avec sa viande et, grâce à une bonne campagne de relations publiques et de marketing, l'entreprise a réussi à les faire oublier rapidement. Right now I think that I have seen research coming online even with regard medical marijuana and the positive impact it has on anxiety and on multiple sclerosis.

I believe the tainted image of hemp is something that will be quickly forgotten when people see the opportunities and the benefits they get. For example, that hemp shirt that I passed around, one of the main advantages of hemp fibre that people don't fully appreciate is that it's antibacterial. The reason people have body odour is because the bacteria gets into the fibres of their cotton or polyester shirt and it grows there. If you're wearing a hemp shirt that bacteria has no place to grow, so you will find you have no body odour.

Senator Miville-Dechêne: This is great. You should talk about that.

Mr. Ziner: That's why I said specifically that what the government should do is understand the need to work on a marketing program that defines the distinctions and the benefits. You know, there are just so many wonderful products. Senator Doyle was telling me about the bio-composites that are used for decks today and for fencing products. It really becomes a question that will evolve with time.

For a number of the types of applications we're looking at, they're industrial. The ability to replace rayon, and pulp and paper, where a typical pulp and paper plant making toilet paper or kitchen towels could save over \$60 million a year going from a synthesized rayon to a natural bast fibre. It's significant and will make people see things differently.

The Chair: Okay. Thank you. I was going to ask all kinds of questions. Some people have already asked them, of course, but I promised Mr. Haney I would ask him about the item he wanted to talk about, which is labelling. Can you send us your comments in writing, send them to the clerk, and they will be distributed to all of us because I want to hear what you have to say about labelling.

Mr. Haney: Sure.

The Chair: Thank you, panel. It's been great.

(The committee adjourned.)

À l'heure actuelle, je pense avoir vu des études scientifiques publiées en ligne qui montrent que la marijuana médicale a des effets positifs sur l'anxiété et la sclérose en plaques.

Je pense que les gens vont rapidement oublier l'image négative associée au chanvre lorsqu'ils vont connaître les avantages et les débouchés qu'il offre. Par exemple, un des avantages méconnus du chandail en chanvre que j'ai fait circuler est que sa fibre est antibactérienne. Les gens développent une odeur corporelle parce que les bactéries s'incrustent dans les fibres de leurs vêtements de coton ou de polyester et se multiplient. Toutefois, si vous portez un chandail en chanvre, les bactéries n'auront nulle part où se développer, si bien que vous n'aurez pas d'odeur corporelle.

La sénatrice Miville-Dechêne : C'est excellent, vous devriez en parler.

M. Ziner: Je répète que le gouvernement doit comprendre le besoin de travailler à un programme de commercialisation portant sur ce qui distingue notre produit et le rend avantageux. Vous savez, il existe tellement de produits merveilleux. Le sénateur Doyle me parlait des biocomposites utilisés de nos jours pour fabriquer les patios et les clôtures. Je pense vraiment que les perceptions pourront évoluer au fil du temps.

Nous envisageons un certain nombre d'applications industrielles. Nos produits peuvent remplacer la rayonne et les pâtes et papiers. Une papetière qui produit du papier de toilette ou des linges de cuisine pourrait épargner plus de 60 millions de dollars par année en remplaçant la rayonne synthétique par la fibre libérienne naturelle. La différence est importante et changera les perceptions.

La présidente : Bien, merci. J'avais toutes sortes de questions, dont certaines ont déjà été posées, bien sûr, mais j'ai promis à M. Haney que je lui demanderais de nous parler d'une question qui l'intéresse, à savoir, l'étiquetage. Je vous prie d'envoyer vos observations écrites au greffier qui les distribuera afin que nous sachions tous ce que vous vouliez nous dire sur l'étiquetage.

M. Haney: D'accord.

La présidente : Merci à tous. Nous avons eu une bonne discussion.

(La séance est levée.)

WITNESSES

Tuesday, October 16, 2018

CropLife Canada:

Dennis Prouse, Vice-President, Government Affairs; Ian Affleck, Vice-President, Plant Biotechnology.

BIOTECanada:

Andrew Casey, President and Chief Executive Officer.

Dairy Processors Association of Canada:

Mathieu Frigon, President and Chief Executive Officer; Dominique Benoit, Member of the Board of Directors.

Thursday, October 18, 2018

Canadian Hemp Trade Alliance:

Ted Haney, Executive Director.

Canadian Industrial Hemp Corporation:

Rob Ziner, Founder and Chief Executive Officer.

TÉMOINS

Le mardi 16 octobre 2018

CropLife Canada:

Dennis Prouse, vice-président, Affaires gouvernementales; Ian Affleck, vice-président, Biotechnologie végétale.

BIOTECanada:

Andrew Casey, président et chef de la direction.

Association des transformateurs laitiers du Canada:

Mathieu Frigon, président et chef de la direction;

Dominique Benoit, membre du conseil d'administration.

Le jeudi 18 octobre 2018

Alliance commerciale canadienne du chanvre :

Ted Haney, directeur général.

Canadian Industrial Hemp Corporation:

Rob Ziner, fondateur et chef de la direction.

Available on the Internet: http://sencanada.ca Disponible sur internet: http://sencanada.ca